

Willy Huhn

TROTSKY, LE STALINE MANQUÉ

Trotsky et la révolution prolétarienne (1952) : pp. 2-29.
Sur la théorie de l'« Etat ouvrier » en Russie (1952) : pp. 30-45.
Le bonapartisme de Trotsky (1951) : pp. 46-57.

Notice biographique : pp. 58-60

Trotsky et la révolution prolétarienne

I

Le socialisme prémarxiste, en Russie, a atteint son apogée avec le mouvement narodnik (la *Narodnaïa Volia* : Volonté populaire). Cette dénomination même montre que ce mouvement était l'expression de la révolution agraire, historiquement nécessaire. Il va de soi que la *Narodnaïa Volia* s'appuyait sur *les paysans*. On sait qu'elle s'attaqua au tsarisme en recourant au terrorisme, se tournant ainsi vers des théories de Dühring, si violemment critiquées par Engels, selon lesquelles les « éléments politico-juridiques sont essentiels ». Dans les années 80, les narodniks perdirent confiance dans la classe paysanne, abandonnant leurs espoirs de la voir mener une révolution. Ils devaient alors se mettre à la recherche d'une autre classe sociale dont ils pourraient mettre sur pied le soulèvement, afin d'« usurper le pouvoir » et, avec son aide, de réaliser le « bouleversement économique ». Ils se tournèrent vers un groupe social auquel ils n'avaient guère prêté attention : les ouvriers des villes. A eux de prendre la place des paysans, hier encore courtisés.

Cet intérêt des révolutionnaires russes envers les ouvriers n'avait rien de marxiste. On était bien loin d'avoir conscience du rôle historique du prolétariat qui doit porter un coup mortel à la société bourgeoise et capitaliste. A cette époque la majorité des narodniks n'était guère convaincue qu'il existait en Russie un capitalisme et un prolétariat modernes. Le *parti* de la *Narodnaïa Volia* devait être l'avant-garde de l'armée de libération nationale, le fossoyeur de l'ancien ordre social tsariste, féodal et absolutiste ; il devait regrouper des éléments divers, avant tout des intellectuels, situés assez haut-dessus du peuple, et aussi des ouvriers. Puisque maintenant le mouvement révolutionnaire et paysan faisait faux feu, le parti devait se mettre au travail et déclencher des insurrections. Tout cela dépendait donc entièrement du comportement de l'*armée*... et des ouvriers des villes. Il fallait considérer ces derniers « du point de vue de la technique insurrectionnelle », les voir comme des pièces sur l'échiquier de l'« art de l'insurrection armée ».

En 1880, le comité exécutif de la *Narodnaïa Volia* fit parvenir aux divers groupes du mouvement un document dont une partie porte le titre : « *Le travail de préparation du parti* ». On y lit entre autres : « *L'attention du parti doit sérieusement se porter sur la population ouvrière des villes. Celle-ci, tant par sa position que par sa croissance relative, est d'une importance particulière pour la révolution. Le succès des premières offensives dépend entièrement des rapports entre les ouvriers et l'armée* ». Les conceptions des narodniks sur l'organisation et la conduite du soulèvement politique sont en partie militaires, en parties conspiratives. Leurs modèles historiques sont les jacobins français.¹

C'est un ancien membre du mouvement narodnik qui ne participait plus aux activités de la *Narodnaïa Volia*, parce qu'il avait été profondément impressionné par le mouvement autonome des ouvriers de Pétersbourg en 1878, ce qui l'avait incité à étudier Marx, Georges Plekhanov qui, dès 1879, commença à insister de plus en plus sur le fait que la révolution russe devait « *s'appuyer sur la classe qui représente l'avenir de la Russie* », c'est-à-dire sur les ouvriers. Plekhanov est donc le père spirituel du jeune Lénine qui, quinze ans plus tard, écrivait : « *Précisément aujourd'hui, le révolutionnaire, guidé par une théorie vraiment révolutionnaire, prenant appui sur une classe vraiment révolutionnaire, qui s'éveille spontanément à l'action, peut enfin – enfin ! - se redresser de toute sa taille et déployer toutes ses forces de géant.* »² On voit que ce n'est pas la classe ouvrière

1 B. Kritchewsky, « Die russische revolutionäre Bewegung einst und jetzt » (Le mouvement révolutionnaire d'hier et d'aujourd'hui), in *Die neue Zeit* (organe de la social-démocratie allemande), IX année, tome I, 1890-91, N° 20-22, pp. 658-661.

2 M. Pokrovsky, *Russische Geschichte von den ältesten Zeiten bis zum Jahre 1917* (Histoire de la Russie des temps les plus reculés à 1917), traduction allemande à partir d'un original russe, préface de A. Maslov, Berlin 1930, p. 266. Nous citerons les ouvrages de Lénine d'après la version des oeuvres complètes éditées, par les Editions sociales, Paris, et les Editions en Langues étrangères, Moscou (1966). Cette version sera désignée par O.C. suivie du numéro

qui « s'éveille spontanément à l'action », qui « enfin se redresse de toute sa taille et déploie toutes ses forces de géant », mais le révolutionnaire russe, qui, maintenant prend appui non plus sur les paysans, mais sur les ouvriers. Mais qu'est donc ce révolutionnaire russe ? Encore et toujours, il s'agit d'un intellectuel, d'un de ceux qui étaient membres de l'*Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière* fondée à Pétersbourg en 1895-96, et dont un des rares ouvriers qui y participait, disait : « On peut dire que dans les années 90, il n'y avait qu'un ouvrier pour dix intellectuels.³ »

Cependant déjà, une décennie avant cette fondation, s'étaient constitués spontanément, indépendamment des narodniks, quelques cercles marxistes « portés par le mouvement ouvrier ». Par exemple, à Pétersbourg, dix ans avant la fondation de l'Union, s'activait le groupe *le Travailleur* qui était entré en contact avec Plekhanov. Il s'agissait d'un groupe d'ouvriers, créé spontanément et qui avait été conduit aux idées de Marx, « poussé par la réalité capitaliste qui parle plus fort que toute propagande ». Vingt ans plus tard, apparurent les organisations « social-démocrates », c'est-à-dire les organisations politiques des ouvriers socialistes. L'Union de lutte ne pouvait en aucune manière leur servir de modèle, car, comme toutes les autres unions qui se créèrent plus tard dans d'autres villes pour libérer la classe ouvrière, elle était, « de par sa composition », essentiellement « une organisation d'intellectuels » mais qui, « cependant, était liée étroitement aux masses ouvrières.⁴ » En quoi consistait cette liaison ? Déjà, en 1897, les ouvriers, dans leur éveil spontané, se révoltèrent contre le fait que la direction de l'Union ait été entre les mains de deux douzaines d'intellectuels. Ils réclamèrent le droit de participer à la direction de l'organisation et une extension de la démocratie interne. Ces deux revendications furent repoussées par Lénine, celui-ci affirmant, entre autres, qu'on n'avait pas à mener une politique particulière à la classe ouvrière. Un des participants à ce débat nous en a laissé le compte rendu suivant : « Lénine était contre toute organisation ouvrière autonome en tant que telle ; il était contre le fait qu'on concédât un droit de contrôle particulier quel qu'il soit aux ouvriers.⁵ »

Ainsi se retrouvent, chez le jeune Lénine, ouvertement exposés, les principes organisationnels de la *Narodnaïa Volia*. En 1898, il n'excluait aucunement le recours au « soulèvement », vu sous l'angle technique d'une insurrection militaire, comme moyen de « porter un coup décisif à l'absolutisme.⁶ » Quant à son point de vue selon lequel il ne fallait concéder aucun droit particulier aux membres ouvriers de l'Union de lutte, il est facilement compréhensible si l'on se réfère à sa définition de membre du parti. Ainsi écrit-il en 1902 : « Pour se préparer entièrement à sa tâche, l'ouvrier révolutionnaire doit devenir aussi un révolutionnaire professionnel. » « Tout agitateur ouvrier, tant soit peu doué et donnant des espérances, ne doit pas travailler onze heures à l'usine... » Au contraire, il doit être pris en charge par l'intelligentsia révolutionnaire, afin de l'aider à devenir « agitateur, organisateur, propagandiste, colporteur professionnel, etc., etc.⁷ » C'est pourquoi l'ouvrier qui entre dans le parti bolchevik doit se soumettre complètement à cette « organisation militaire d'agents.⁸ »

II

du tome en chiffres romains. Pour faciliter la recherche des références, nous avons aussi indiqué la page des ouvrages reproduits dans les *Oeuvres choisies* en trois volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1968. Cette sélection est désignée par O.Ch. Ainsi, le passage de *Que faire ?* sera repéré par : O.C., V, 459 (O.Ch., I, 194-5)

3 A. Chapovalov, *Aus dem Wege zum Marxismus* (En route vers les marxismes), Berlin 1926, p. 5.

4 M. Pokrovsky, *op. cit.*, p. 264-66

5 B. Gorev, *Aus der Vergangenheit der Partei* (Incursions dans le passé du Parti), Russischer Staatverlag (Editions d'Etat russes); 1924.

6 V.I. Lénine, *Les tâches de la social-démocratie russe* (original en russe, Genève 1897), O.C., II, 349. Le passage est aussi cité dans *Que faire ?*, P.C., V, (O.Ch., I, 217).

7 *Ibid.* 484-485 (214-215).

8 *Ibid.* 529 (250).

Rosa Luxemburg critiqua les conceptions de Lénine en 1903-4. Trotsky les prit aussi à partie, attaquant avec passion les principes d'organisation, combattant avec énergie le « *centralisme détestable* » et reprochant à Lénine de remplacer la lutte des idées par des « *mesures administratives* ». Il y voyait dans sa « *méfiance, malveillante et moralement pénible (...), une plate caricature (...) de l'intolérance tragique du jacobinisme.*⁹ »

« *Hier encore l'intelligentsia était porteuse de la conscience socialiste, aujourd'hui on veut la faire passer par les verges de la discipline de fabrique. Et cela c'est du marxisme et de la pensée social-démocrate ! (...) Leur méthode [aux jacobins] était de guillotiner les moindres déviations [d'idées] ; la nôtre est de dépasser théoriquement et politiquement les divergences (...) Les tâches du nouveau régime sont si complexes qu'elles ne pourront être résolues que par la compétition entre différentes méthodes de construction économique et politique (...) que [par la] lutte des divers courants et des diverses tendances à l'intérieur du socialisme : courants qui ne manqueront pas d'apparaître inévitablement dès que la dictature du prolétariat posera, par dizaines, par centaines, de nouveaux problèmes insolubles à l'avance (...) Il ne fait aucun doute que tout le mouvement international dans son ensemble serait accusé par le tribunal révolutionnaire [c'est-à-dire par les bolcheviks (N.d.A.)] de modérantisme, et la tête léonine de Marx serait la première à tomber sous le couteau de la guillotine.*¹⁰ » « *Or, un régime qui pour subsister commence par chasser les meilleurs militants dans les domaines théorique et pratique, un tel régime promet trop d'exécutions et trop peu de pain.*¹¹ »

Cette critique des idées de Lénine, à la fois dure et passionnée, atteint son point culminant lorsque Trotsky accuse Lénine de vouloir finalement instituer une « dictature *sur* le prolétariat.¹² » Plekhanov, lui aussi, aux alentours de 1904, avait déclaré que l'attitude de Lénine conduisait à installer un bonapartisme contre le prolétariat.

Ne faut-il pas admettre qu'un homme qui a attaqué de telle manière le léninisme, lorsqu'il apparut au grand jour à Londres, en 1903, lors du congrès du Parti qui devait déboucher sur la scission de la social-démocratie russe, séparée en mencheviks et bolcheviks, ne faut-il pas admettre qu'il déclenchait la conception *marxiste* du rôle de la classe ouvrière ? Et ce même homme qui connut la célébrité politique lorsque, pendant la première révolution russe, celle de 1905, il prit la place de Kroustaleff-Nossar, un anarchiste si l'on en croit Voline*, le premier président du « Conseil des délégués ouvriers » de Pétersbourg, après son arrestation, devenant ainsi le porte-parole de la révolution russe avec lequel Witte, le ministre du tsar, discutait d'égal à égal, ne faut-il pas admettre que cet homme était bien le représentant des couches d'ouvriers s'organisant elles-mêmes au sein de ce conseil ? Et lorsque, plus tard, après le manifeste d'octobre de Nicolas II (1905) qui créait le premier parlement russe, la Douma, Trotsky abandonne son ancien point de vue menchevique pour se rallier à la tactique des bolcheviks, invitant à boycotter cette création impériale, ne faut-il pas admettre qu'il représentait la démocratie ouvrière par opposition à la démocratie bourgeoise ?¹³

Avant d'aller plus loin, il faut détruire une *légende qui veut que le bolchévisme soit identique au système des conseils*. Lorsque les conseils ouvriers apparurent, pendant la révolution russe de 1905-1906, personne ne comprit la signification profonde de cet événement et, en particulier, pas la social-démocratie russe, ni, encore moins, sa fraction bolchevique. D'ailleurs les bolcheviks, fidèles à leur opposition à tout mouvement autonome du prolétariat, opposition à laquelle nous avons déjà fait allusion, exigèrent formellement la subordination des conseils au Parti : « *Une partie des*

9 L. Trotsky, *Nos tâches politiques* (original russe, Genève 1904). Trad. fr de B. Fraenkel, Belfond, Paris 1970, p. 192.

10 *Id.* et *ibid.*, p. 160, 187, 201-2, 189.

11 L. Trotsky, *Rapport de la délégation sibérienne sur le deuxième congrès du parti ouvrier social-démocrate de Russie* (original russe, Genève 1903). Trad. fr. de D. Authier, Spartacus, Paris 1970, p.85.

12 L. Trotsky, *Nos tâches politiques*, *op. cit.*, p. 199.

* Voline le présente comme un « révolutionnaire sans parti, sympathisant avec le mouvement ouvrier ».

13 Elias Hurwicz, *Staatsmänner und Abenteuer. Russische Porträts von Witte bis Trotsky 1891-1925* (Hommes d'Etat et aventuriers. Portraits russes de Witte à Trotsky), Leipzig 1925, p. 352-6.

*bolcheviks a commis la faute d'exiger que le Soviet adopte officiellement le programme social-démocrate.*¹⁴ »

Ce n'est pas seulement cet aveu de Zinoviev qui est intéressant, mais aussi la manière typiquement bolchevique qu'il a d'« expliquer » l'apparition de cette nouvelle forme d'action de la classe prolétarienne. Car si Zinoviev avait raison, il faudrait voir dans la formation du soviet des travailleurs le résultat d'une intrigue menchevique contre les bolcheviks. « *Vous savez que les conseils des délégués ouvriers, les soviets, qui apparurent pour la première fois en 1905 à Pétersbourg furent créés par un groupe de mencheviks, qui voulaient, dans leur combat contre le "cercle étroit des révolutionnaires professionnels", s'appuyer sur les masses sans parti. Ils lancèrent le mot d'ordre "conseil" et ce mot d'ordre fut adopté.*¹⁵ »

Voilà comment un bolchevik présente les choses ! Un parti politique examine les environs pour y trouver quelque masse sans parti sur laquelle s'appuyer et lui donner un « mot d'ordre » qui l'enflamme. Ainsi la bonne parole germe dans les masses et l'histoire est faite. Les relations entre les bolcheviks et les conseils lors de leur première apparition sont parfaitement caractérisées par A. Rosenberg lorsqu'il écrit : « *Etant donné la situation révolutionnaire en 1905, les bolcheviks devaient s'accommoder de ce premier soviet, mais ils n'auraient jamais créé eux-mêmes une pareille organisation.*¹⁶ »

Les soupçons que nourrit Zinoviev, selon lesquels les mencheviks auraient animé les conseils ouvriers, ne correspondent tout simplement pas à la réalité historique. Dans *La Révolution inconnue*, Voline émet l'avis que la formation des conseils a été un phénomène de masse spontané que les mencheviks, eux aussi, accueillirent avec des sentiments mélangés. En réalité ils les ont considérés comme un mal inévitable dans cette situation où la Russie ne possédait pas encore de parti social-démocrate de masse, ainsi que le montre l'attitude de deux adversaires de Lénine et Trotsky : Martov et Martinov¹⁷. Les mencheviks, en effet, refusaient, tout comme les « bolcheviks » allemands (les « majoritaires » du parti social-démocrate), que tout le pouvoir passe aux soviets. Ils voulaient le voir revenir à la Constituante et au parlement. D'autre part, il est plus qu'in vraisemblable que le mot d'ordre de création des soviets soit sorti des mencheviks.

Et Lénine ? Comment se comportait-il par rapport aux conseils, cette forme d'organisation pratique de l'action prolétarienne autonome ? Nous savons qu'en 1905-06, il n'a pris aucune part active à leur travail. Zinoviev, dans sa compilation intitulée *Lénine*, compare ce dernier à Marat et nous apprend au passage que : « *A cette époque (1905), le camarade Lénine restait le plus souvent dans les galeries de la Société économique libre, où se tenaient les sessions du Conseil des délégués ouvriers. Il n'a jamais pris la parole devant ce conseil. Il a passé l'essentiel de son temps à écouter.* » Lorsque le Conseil ouvrier décida d'exclure les anarchistes, il en tira la conclusion significative que le soviet n'est pas un parlement ouvrier : « *Certes, s'il fallait considérer le soviet des députés ouvriers comme un parlement ouvrier ou comme un organe d'auto-administration du prolétariat, le refus d'y admettre les anarchistes serait une erreur (...). Le soviet des députés ouvriers n'est ni un parlement ni un organe d'auto-administration prolétarien, de manière générale ce n'est pas un organe d'auto-administration, c'est une organisation de combat poursuivant des fins déterminées.*¹⁸ »

Ces « fins déterminées », Lénine les voit comme étant d'ordre politique et démocratique, et

14 G. Zinoviev, *Geschichte der kommunistischen Partei Russlands (Blchewiski)* (Histoire du parti communiste de Russie [bolchevique]), Verlag der Komintern (Editions Komintern), Hambourg 1923, p. 124.

15 G. Zinoviev, *Vom Werdegang unserer Partei* (De l'évolution de notre parti), Verlag der Komintern, Hambourg 1920, p. 26.

16 A. Rosenberg, *Geschichte des Bolchevismus, von Marx bis zur Gegenwart* (Histoire du bolchevisme, de Marx à nos jours), Berlin 1932. Nous citons les extraits de cet ouvrage d'après la traduction française d'A. Pierhal, *Histoire du bolchevisme*, Grasset, Paris 1936, p. 52.

17 Martov-Dan, *Geschichte der russischen Sozialdemokratie* (Histoire de la social-démocratie russe), Berlin 1926, p. 145.

18 V.I. Lénine, *Socialisme et anarchisme* (25 nov. 1905), O.C., X, p. 67. Ce passage est cité par Rosenberg, *op. cit.*, p. 50-51.

par conséquent les anarchistes n'ont pas de place dans les conseils. Ces buts politiques et démocratiques correspondent parfaitement à une révolution bourgeoise, fut-elle radicale (jacobine). Lénine voulait encore marcher « *aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine* » pour, avec elle, déblayer « *véritablement, pour la première fois, la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie (...)* [Toutes ces thèses du marxisme] *montrent que l'idée de chercher le salut de la classe ouvrière ailleurs que dans le développement du capitalisme est réactionnaire. Dans les pays tels que la Russie, la classe ouvrière souffre moins du capitalisme que de l'insuffisance de son développement. La classe ouvrière est donc absolument intéressée au développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme.*¹⁹ »

Toutefois, Lénine n'était manifestement pas aussi convaincu que cela de cet intérêt absolu, comme nous le montre la conception qu'il se fait de l'existence et du rôle des conseils ouvriers. Et de même, il est clair que Lénine ne pensait guère à la démocratie des soviets lorsqu'il révisait de manière remarquable la célèbre phrase du Manifeste communiste en écrivant : « [Le prolétariat] *n'a à perdre que ses chaînes, il a un monde à gagner avec la démocratie.*²⁰ » Lénine expliquait que la révolution paysanne qui avait éclaté en Russie était, pour le moment (novembre-décembre 1905), une révolution « *bourgeoise* » qui ne pouvait sortir du cadre de l'ordre socio-économique capitaliste. C'est pourquoi « *au fond, les revendications prolétariennes se réduisent, pour la plupart, à des réformes parfaitement réalisables dans les limites du capitalisme. Le prolétariat exige à cette heure, immédiatement, non pas ce qui porte atteinte au capitalisme, mais ce qui l'épure, le fortifie, en hâte le développement.* »

Avec de telles prémisses, Lénine ne peut que conclure que les revendications purement socialistes sont encore inexistantes : « *A l'ordre du jour, se trouvent les revendications démocratiques des ouvriers sur le plan politique, et, sur le plan économique, leurs revendications économiques dans le cadre du capitalisme.*²¹ » Mais, si les conseils, une fois constitués, ne peuvent représenter un organe de classe prolétarien pour mener la révolution ouvrière socialiste, à quoi peuvent-ils bien servir selon la conception bolchevique ? En 1906, Lénine voyait dans les conseils un « *organisme de grève, d'insurrection* », et il les réduisait à être des organes purement techniques de l'insurrection. Jamais il ne les a considérés comme pouvant suffire : selon lui, des groupes de partisans militarisés, subordonnés au Parti, devront prendre leur place. En 1907, une résolution des bolcheviks préconisa la formation d'une milice du Parti (dans le style du futur *Schutzbund* autrichien), et elle lui attribuait plus d'importance qu'aux conseils ouvriers. Ces derniers ne devaient servir que comme organes d'insurrection, destinés à imposer aux masses les commandements du Parti : « *Ils sont nécessaires pour souder les masses (...) pour leur transmettre des solutions (...) élaborées par le Parti (...)*²² »

Lénine ne pouvait concevoir les Soviets que comme des conseils aux ordres. *Les bolcheviks n'ont jamais eu l'intention de mettre sur pied un « pouvoir soviétique » authentique ; il n'est en fait question pour le léninisme que d'assurer le « pouvoir du Parti ».* La participation des membres du Parti aux conseils n'est « *admissible qu'en cas de nécessité* », ce qui signifie, « *à condition que les intérêts du Parti soient protégés au mieux, et que le parti social-démocrate russe en sorte renforcé et consolidé* ».

Mais dès que ce renforcement du Parti est atteint, les conseils deviennent superflus²³. Telle était l'opinion professée dès mars 1907. Ainsi, le principe des conseils ne fait pas partie du patrimoine du bolchevisme. Et pour en finir avec le sujet « Lénine et les conseils ouvriers », donnons la parole à Karl Radek qui, sous une forme quelque peu adoucie, dit, à propos des conseils

19 V.I. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie* (original russe, Genève, juillet 1905), O.C., X, p. 73. Les passages soulignés le sont par Lénine.

20 *Id.*, p. 46 (479).

21 V.I. Lénine, *Le parti socialiste et le révolutionnaire sans parti* (original russe, Genève, nov. 1905), O.C., p. 73.

22 Projet de résolution présenté par *Proletari*, l'organe des bolcheviks. Lénine y fait allusion dans l'article "Projets de résolution pour le Ve congrès du P.O.S.D.R." (Original russe, mars 1907), O.C., XII, p. 139, 141.

23 Cf. le « considérant n° 5 » du projet cité dans la note précédente.

de 1905 : « *Que les conseils n'aient pas seulement représenté une organisation de lutte contre le gouvernement bourgeois, mais bien le germe de l'organisation du pouvoir prolétarien, voilà une chose dont les marxistes russes ne sont pas rendu compte à l'époque, et à plus forte raison les marxistes européens.*²⁴ » Nous supposons que Radek entend par marxistes russes, les mencheviks comme les bolcheviks.

Reste à examiner la position de Trotsky, le célèbre président du spectaculaire conseil ouvrier de Pétersbourg. Dans un article rédigé en 1909, il s'en prend énergiquement à la conception selon laquelle le prolétariat se limiterait de lui-même à un état de démocratie bourgeoise*. Il reproche à Lénine de ne s'appuyer sur les paysans que parce qu'il en a besoin pour servir de contre-poids aux ouvriers et les empêcher de pousser la révolution russe jusqu'à la réalisation du socialisme. Aucune force au monde ne pourra détourner les travailleurs de se battre pour leur but : ils aspirent à la dictature du prolétariat. Comme ils ne pourront installer celle-ci solidement en Russie si une révolution européenne ne leur vient pas en aide, il faut que la révolution russe devienne permanente et soit exportée immédiatement au-delà des frontières de l'Empire, dans l'Europe entière²⁵. En adoptant cette perspective, Trotsky se sépare donc de manière fondamentale de Lénine, même s'il se prononce comme lui pour une participation au gouvernement révolutionnaire bourgeois : « *En refusant d'y participer, les sociaux-démocrates rendraient un gouvernement révolutionnaire tout à fait impossible : aussi bien, une telle attitude de leur part équivaudrait à une trahison.*²⁶ »

Tandis que Trotsky, dans son *Histoire de la Révolution russe* de 1905, partage encore le point de vue menchevique sur la question des conseils, en 1907, il évolue fortement (probablement sous l'influence de Rosa Luxemburg) et, dans un article de la *Neue Zeit*, il comprend que les conseils représentent davantage qu'une force dans le combat pour la révolution démocratique. « *Le conseil est l'expression de la force organisée des masses, s'exerçant sur ses propres parties constitutives. C'est la véritable démocratie, sans chambre de réflexion, sans bureaucratie professionnelle, munie du droit de révoquer les délégués à tout instant* ». Et il prédit que, dans la révolution à venir, des conseils se constitueront de nouveau, et qu'ils se doteront d'une centralisation, le « Conseil ouvrier en général de Russie ». Pourtant, sur ce point décisif, il revint plus tard en fait à la conception menchevique et bolchevique : lui aussi ne vit plus dans les conseils qu'un moyen d'établir un gouvernement *provisoire* qui, dès que possible, aurait à abandonner ses pouvoirs à une assemblée constituante. C'est pourquoi nous allons examiner comment Trotsky s'est comporté vis-à-vis des conseils en 1917 et jusqu'à quel point il s'est trouvé en accord avec Lénine sur cette question²⁷.

III

Nous devons tout d'abord constater que la révolution de 1917 a davantage suivi les prévisions de Trotsky, en 1905, que celles de Lénine. En 1923, Martinov remarquait que le tableau dressé en 1905 par Trotsky pour dépeindre la marche de la deuxième révolution russe correspondait très précisément à la phase qui va de 1917 à 1920, c'est-à-dire y compris la période connue sous le

24 K. Radek, *Wege der russischen Revolution* (Les voies de la révolution russe), Hamburger Verlag der Komintern, p. 18. Trad. fr. de J.M. Brohm, E.D.I., Paris 1971.

* Idée défendue par Lénine.

25 Voir mon article, « Lenin und die russische Revolution » (Lénine et la révolution russe), *Pro und Contra*, 1ère année, n° 7, juillet 1950.

26 L. Trotsky, *Bilan et perspectives* (1906), trad. fr. de Gérard Bolch à partir d'une version anglaise. Cet article est reproduite dans le livre *1905*, collection « Arguments », Editions de Minuit, Paris 1969, qui contient l'ouvrage de Trotsky sur la première révolution russe. Le passage cité se trouve page 425.

27 Pour rédiger le passage qui précède, et plus particulièrement ce qui touche aux notes 15, 16, 23, 24, 26, je me suis appuyé sur l'ouvrage, non encore édité (1952), du sociologue vivant aux Etats-Unis, Rudolf Sprenger, *Die Grundlagen der bolschewistischen Machtpolitik – Zur Soziologie des Bolschewismus* (Les fondements de la politique de puissance des bolcheviks. Contribution à la sociologie du bolchevisme.)

nom de « communisme de guerre »²⁸. Ceci est vrai pour l'essentiel. Mais il y a toutefois un point très important, sur lequel, dans l'intervalle, Trotsky avait complètement changé d'opinion : la question des rapports entre le Parti et les conseils. En 1905-6, il voyait les relations entre le Parti et le mouvement des masses d'une manière assez voisine de celle de Rosa Luxemburg. Il écrit ainsi : « *La tâche du Parti socialiste a consisté et consiste à révolutionner la conscience de la classe ouvrière, tout comme le développement du capitalisme a révolutionné les relations sociales. Pourtant le travail d'agitation et d'organisation entraîne, dans les rangs du prolétariat, un certain conservatisme, relatif mais profond. Dans les partis socialistes européens, et au premier rang dans le plus puissant d'entre eux, le parti allemand, s'est établie une sorte de conservatisme qui se renforce à mesure que des masses plus larges sont gagnées au socialisme et que leur organisation et leur discipline s'accroissent. Ceci peut avoir comme conséquence que la social-démocratie qui, en tant qu'organisation, incarne l'expérience du prolétariat, se transforme à un certain moment en obstacle sur le chemin qui mène à l'affrontement direct entre les ouvriers et la réaction bourgeoise. En d'autres termes, le conservatisme de la propagande socialiste du Parti Prolétarien peut, le cas échéant, freiner la lutte directe du prolétariat pour le pouvoir.*²⁹ »

Il nous semble que cette description s'applique avant tout aux relations entre partis socialistes et conseils durant la révolution de 1905. Mais nous allons maintenant montrer que, fondamentalement, la position des partis socialistes, après l'éclatement de la révolution de 17, ne diffère pas de celle qu'ils avaient adoptée douze ans auparavant, si ce n'est sur le plan tactique. Et ceci est vrai tout autant des bolcheviks.

Trotsky a correctement caractérisé l'éclatement de la révolution de février 1917 comme un processus de décomposition qui a démarré au sein de l'armée. Le soulèvement des soldats et des travailleurs s'est fait tout d'abord contre la guerre, et les soldats ont été les premiers à lancer et propager le mouvement. La révolution a ainsi de plus en plus miné les fondements mêmes de l'armée : l'autorité du commandement et l'obéissance aveugle de la troupe. Trotsky s'en est bien rendu compte et il le dit assez clairement : « *L'insurrection des régiments de Pétersbourg en février 17 n'est pas le résultat d'une conjuration, mais les conséquences du climat houleux qui régnait dans l'armée entière et les masses populaires.* »

De même, il présente correctement la révolution, « *examinée du point de vue de la psychologie des masses* », comme une remise en cause rationnelle des structures et des idéologies traditionnelles. C'est évidemment la guerre qui a énormément fait pour cette révision chez les paysans. Ainsi Trotsky fait cette remarque : « *La guerre a créé [pour la révolution] la forme qu'il fallait, celle d'une organisation populaire générale : l'armée. La grande masse de la population, de la paysannerie, se trouva organisée de force au moment de l'éclatement de la révolution.* »

Les paysans, hier dispersés dans ce vaste empire, isolés, sans liaison les uns avec les autres, murés dans leur analphabétisme, sans journaux, se trouvèrent concentrés par la guerre dans l'armée où, non seulement ils purent échanger leurs expériences et leurs observations, mais plus encore se transformer en organisation armée. Il leur suffit de chasser les officiers tsaristes, de cesser de leur obéir, de créer leurs propres organes de direction pour que le soulèvement des troupes se transforme en révolution paysanne. Ces organes furent les *conseils de soldats*. Et comme la révolution éclata dans les villes qui étaient en même temps des ports et des cités industrielles, la création des conseils de soldats et celles des conseils d'ouvriers et de marins se firent simultanément. Ces conseils de soldats, marins et ouvriers, ont fait la révolution aussi bien dans la Russie de 1917 que dans

28 Cf. L. Trotsky, « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale ? », in *L'internationale communiste après Lénine*, recueil de divers textes présenté par P. Franck, Presses Universitaires de France, Paris 1969, tome II, p. 468. Voir aussi mon article « Trotskis Rolle beim Oktoberums-turz » (le rôle de Trotsky dans le soulèvement d'octobre) in *Pro und Contra*, 1ère année, n° 10, oct. 1950, p. 5 et ff.

29 L. Trotsky, *Unsere Revolution* (original russe, 1906), p. 285. De cette version allemande assez différente d'un original russe perdu, aucune version française n'a été donnée. Trotsky reprit en 1922 le texte allemand pour rétablir une nouvelle version russe qui a été traduite en français sous le titre de *1905*, Editions du Seuil. Le passage cité s'y trouve p. 462. (cf. note 27).

l'Allemagne de 1918. Derrière le système des soviets se fait sentir, au premier chef, « *tout le poids de la démocratie des soldats* », c'est-à-dire celui de la paysannerie. Bientôt celle-ci, dans son ensemble, suivit l'exemple des troupes et installa des soviets dans les villages. La constitution, à la suite de la révolution de février, d'un gouvernement bourgeois, soutenu par les mencheviks, et qui voulait poursuivre la guerre contre l'Allemagne pour ne pas faillir aux accords passés entre le tsarisme et l'Entente cordiale, c'était déjà un acte purement et simplement contre-révolutionnaire. Vouloir poursuivre une guerre qui avait eu comme conséquence de déclencher une révolution qui, avec les conseils de soldats, avait établi sa puissance, une guerre qu'il eût fallu continuer sous les ordres de l'ancien état-major tsariste, ceci signifiait évidemment s'engager dans une guerre civile latente, et avant tout dans une lutte contre les officiers et les conseils de soldats. Et l'on entendit rapidement s'élever des plaintes à propos du « double pouvoir », plaintes qui provenaient surtout de l'état-major. On retrouve une situation semblable dans l'Allemagne de novembre 1918 : les généraux impériaux réclamèrent d'Ebert la suppression des conseils de soldats et la réinstallation, à sa place, du commandement militaire comme prix de leur soutien aux social-démocrates majoritaires.

Trotsky remarque que, dans la conscience populaire, les soviets étaient les détenteurs du pouvoir. D'ailleurs, les membres du gouvernement provisoire (Kerensky, Tsere-telli, Skobelev) n'étaient-ils pas venus eux-mêmes des soviets ? (Il en va de même, notons-le, pour Ebert, Scheidemann et Landsberg dans l'Allemagne de 1918, qui étaient membres de conseils d'ouvriers et de soldats berlinois). En Russie (comme plus tard en Allemagne), les ministres « socialistes » étaient, en principe, des délégués des conseils d'ouvriers et de soldats, responsables devant ceux-ci. Mais lorsque ces délégués se mirent à collaborer avec la caste des officiers et les ennemis de classe de la veille, pas plus en Russie qu'en Allemagne les soviets ne se montrèrent capables d'exercer eux-mêmes le pouvoir, c'est-à-dire qu'ils l'avaient laissé confisquer par de vieux politiciens professionnels, lesquels avaient acquis toute leur expérience au sein du Parti, où ils avaient contracté ce conservatisme craintif et routinier qui, selon Trotsky, est toujours un obstacle à la révolution sociale. Quoi qu'il en soit, toujours selon Trotsky, et il n'y a aucune raison d'en douter, les soviets de la Russie de 1917 représentaient « *la majorité de la population intéressée par la politique.*³⁰ »

Jetons maintenant un coup d'oeil sur les conseils ouvriers. Les ouvriers, eux aussi, étaient contre la guerre avant toute chose, parce qu'elle ruinait l'économie russe beaucoup trop faible pour mener un conflit utilisant du matériel moderne. La cause première de l'intérêt porté par les ouvriers au soulèvement des soldats contre la guerre, et par suite, de leur participation à la révolution, est donc liée à cette défense de l'économie. Comment, partant de cette défense, les ouvriers passèrent-ils à la prise en main de la production, spontanément, sans se référer à une quelconque « solution » préconisée par le parti, marquant du même coup la révolution d'un caractère socialiste, voilà ce que nous aide à comprendre un des meilleurs récits concernant cette période, celui de Voronkof, un des délégués qui prit part à la première conférence des conseils d'entreprise, tenu le 30 mai 1917. « *En février et mars, les travailleurs abandonnèrent les usines et se répandirent dans les rues, pour écraser une fois pour toutes la tête du serpent tsariste. Les usines et les entreprises s'arrêtèrent. Une ou deux semaines plus tard, les masses ouvrières retournèrent dans les entreprises. Ils constatèrent alors que nombre d'entre elles avaient été abandonnées à leur propre sort par leur direction. Il fallait donc se mettre au travail sans direction. Mais comment ? Les entreprises élirent aussitôt des conseils d'entreprise. Grâce à leur aide, la vie normale reprit dans les usines et les entreprises. Puis la révolution prit un cours plus calme. Les fuyards* virent que les ouvriers n'étaient pas si assoiffés de sang et ils revinrent peu à peu. Une partie d'entre eux – une toute petite partie particulièrement réactionnaire – ne fut pas réacceptée par les ouvriers. Les autres furent*

30 L. Trotsky, *Der Charakter der russischen Revolution. Ergebnisse und Aussichten* (Le caractère de la révolution russe. Bilan et perspectives), (original russe d'août-septembre 1917), Vienne 1921, pp. 12, 18, 21, 26, 36, 40.

* Les entrepreneurs, les directeurs, etc.

autorisés à réintégrer l'entreprise, mais on leur adjoignit des membres du conseil d'entreprise. Ainsi fut mis sur pied, dans les faits, un contrôle sur tout ce qui se faisait dans l'entreprise. »

En mai 1917 s'était déjà installé depuis longtemps un contrôle ouvrier de la production, né spontanément de la révolution, bien avant que Lénine ait lancé ses mots d'ordre. D'ailleurs, ainsi que le rapporte Pokrowsky, les ouvriers se battirent, ici, contre l'arrêt de la production, et là, contre les tentatives répétées des entrepreneurs et des directeurs d'usine de faire baisser celle-ci, voire de la stopper complètement. Cette lutte se poursuivit pendant tout l'été 1917. Les patrons voulaient tout simplement attendre des jours plus favorables. Ainsi s'installait ce « double pouvoir » (d'un côté le gouvernement provisoire, de l'autre sa base de masse révolutionnaire dont il était issu : les soviets) ; en Russie comme plus tard en Allemagne, double pouvoir, qui, vu d'une manière superficielle, représentait deux régimes politiques. En réalité, derrière, il y avait deux classes différentes : la bourgeoisie luttant pour imposer sa domination exclusive, liée à la social-démocratie de droite et aux paysans aisés, c'est-à-dire aux conservateurs, d'une part, et le prolétariat allié aux soldats et aux paysans pauvres révolutionnaires, d'autre part. C'étaient ces paysans pauvres qui poussaient au partage des grandes propriétés foncières.

IV

Le 26 août 1917, c'est-à-dire quelques semaines avant que Lénine expose dans sa brochure : *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (rédigée en septembre 1917), son programme d'installation du « monopole capitaliste d'Etat » et de contrôle ouvrier sur la production, Trotsky constatait déjà que les soviets « *avaient, dans chaque entreprise, jeté à bas l'autorité des capitalistes et introduit le régime républicain.* » Mais il ajoutait que cet état de fait éliminait l'« *anarchie capitaliste* », (que, manifestement, il conçoit comme une « *absence d'Etat capitaliste* »), et, poursuivait-il, « *cela entraînera plus rapidement le contrôle de la production par l'Etat* ». Ainsi, l'élimination de l'autorité capitaliste et l'introduction du « régime républicain » dans les entreprises devaient être complétées par le contrôle étatique de la production et ceci bien que le contrôle ait déjà été entre les mains des travailleurs eux-mêmes.

Mais une question se pose : quel pouvait bien être cet Etat qui, en août 1917, devait prendre le contrôle de la production ? (Du reste : aux côtés, au-dessus, ou contre le contrôle ouvrier ?) Le gouvernement provisoire, issu des soviets, avait peu à peu domestiqué les conseils, ou plus exactement leurs délégués les plus en vue, qui étaient en majorité soit mencheviks soit social-révolutionnaires. Trotsky soutient que les conseils, hissés par la pression des masses à une hauteur prodigieuse, avaient perdu toute signification politique sous la conduite de ces deux partis (menchevique et social-révolutionnaire). Il décrit excellemment la contradiction interne qui en résultait pour la démocratie petite-bourgeoise. D'un côté elle mettait à la disposition de la bourgeoisie le pouvoir politique et « neutralisait » celui-ci par sa coalition avec les partis bourgeois ; de l'autre, elle devait, pour avoir du poids dans cette coalition, défendre les soviets en tant que ses organes propres, mais, ce faisant, elle empêchait le gouvernement provisoire de reconstruire un appareil administratif à l'ancienne mode, ou encore de substituer une nouvelle autorité à l'ancien appareil. Ainsi se développait dans la Russie de 1917, à travers le « double pouvoir », une situation semblable à celle que devait connaître l'Allemagne de 1918, qui pose l'alternative : « *Ou bien les soviets prennent le pouvoir, ou bien le gouvernement capitaliste doit anéantir les soviets.* »

Quel Etat devait donc prendre le contrôle de la production si le « pouvoir soviétique » ne le pouvait pas ? Le contrôle étatique de la production ne pouvait alors que prendre la forme d'une concentration, d'une synthèse politique de tous les contrôles de la production déjà pratiqués par les conseils d'entreprise. Sinon quoi ? En tout cas une chose était déjà certaine : les prolétaires russes avaient compris tout seuls la nécessité de la concentration politique. Trotsky lui-même atteste que

l'initiative de la convocation d'un congrès panrusse des délégués ouvriers est venue des comités d'usine et il ramène le rôle du Parti dans cette affaire à un simple soutien d'une telle initiative (30 août 1917-17 août vieux style). Simultanément, Trotsky oppose au Comité exécutif central des Soviets, qui a perdu toute signification à cause de sa direction menchevique et social-révolutionnaire, *le soviet de Pétersbourg* qui s'appuyait sur *l'avant-garde de la classe ouvrière* et les soldats qui s'y rattachaient. Il y voit le « centre de la nouvelle mobilisation révolutionnaire des masses, ouvrières, paysannes et de soldats dans la lutte pour le pouvoir ». Autrement dit, il semble bien que pour Trotsky ce ne soit pas le parti bolchevique (étant donné que ce ne peut être que lui qui soit l'avant-garde de la classe ouvrière) qui doive s'appuyer sur les conseils, mais les conseils qui doivent s'appuyer sur le Parti. Mais Trotsky ajoute aussitôt que le congrès panrusse des délégués ouvriers devra opposer vigoureusement et sans compromis sa propre tactique à celle du Comité exécutif central qui « *plane dans les hautes sphères de la révolution bureaucratique* ». « *Ceci ne peut toutefois se produire que si le prolétariat en tant que classe construit lui-même sa propre organisation centralisée à l'échelle de l'empire.*³¹ »

Ainsi, le congrès panrusse des délégués ouvriers ne représente pas la concentration politique de la classe ouvrière : il a lui-même besoin d'une organisation politique centralisée pour le conduire de manière correcte. C'est pourquoi le Parti doit se tenir au-dessus du congrès. Et Trotsky fait la comparaison historique avec la révolution française de 1848 au cours de laquelle le prolétariat s'était essayé héroïquement à l'action autonome : « *Mais il n'avait ni théorie révolutionnaire claire, ni organisation de classe détenant l'autorité.*³² » Cela veut clairement dire que le congrès panrusse des délégués ouvriers ne représente aucune « *organisation de classe détenant l'autorité* » : seul le parti bolchevique centralisé détient celle-ci.

Le rôle de ce parti est donc conçu par Trotsky tout à fait dans la ligne *jacobine*. En Russie aussi il s'agissait d'accomplir une révolution bourgeoise, sans et même contre la bourgeoisie. « *Seule la dictature des jacobins a conféré à la première révolution française sa signification principale, l'a marqué du sceau des grandes révolutions. Et pourtant, cette dictature, non seulement pouvait s'établir sans la bourgeoisie, mais encore ne le pouvait que contre elle (...)* Il est clair que *les jacobins ont fait la révolution bourgeoise sans la bourgeoisie.*³³ »

Trotsky admet volontiers que les jacobins sont à rattacher à la démocratie petite-bourgeoise, mais qu'ils se distinguent des mencheviks et des social-révolutionnaires en ce qu'ils ne s'appuyaient pas sur la petite-bourgeoisie mais sur le pré-prolétariat, ou le prolétariat naissant. « *Les jacobins s'appuyaient sur les classes pauvres et sans propriété, dans lesquelles le prolétariat de ce temps-là, non encore cristallisé en classe, se trouvait contenu.*³⁴ » Mais en Russie, non seulement le prolétariat était cristallisé en classe, mais il s'était même déjà organisé en conseils, si bien qu'on ne voit guère qu'il ait eu besoin de jacobins. S'il est vrai que le pré-prolétariat et le prolétariat naissant de Paris, les sans-culottes, aient pu avoir encore besoin des jacobins, il semble encore plus certain que, dans la Russie de 17, ce sont les jacobins modernes qui ont eu besoin du prolétariat de Pétersbourg pour, somme toute, accéder au pouvoir. Ici, nous nous trouvons devant le fait que Trotsky s'est finalement, lui aussi, prononcé pour le pouvoir au Parti (jacobin) et contre le pouvoir aux conseils (socialistes). Et cette prise de position date d'avant la prise du pouvoir par le parti bolchevique³⁵.

Et le même Trotsky qui, encore en 1924, devait concéder que, *dans la conscience du peuple, les soviets de 1917 étaient les détenteurs du pouvoir*, admettait ouvertement et comme allant de soi,

31 *Id.*, pp. 10, 14, 15, 39, 42, 45.

32 *Id.*

33 *Id.*

34 *Id.*

35 Il est évident que, dans ce que j'écris aujourd'hui, j'ai considérablement corrigé mon point de vue antérieur sur le trotskysme (cf. les articles de *Pro und Contra* cités dans les notes 23 et 27). Je ne peux continuer à estimer comme en juillet-octobre 1950 que, par comparaison avec le stalinisme et le léninisme, le trotskysme puisse représenter « la révolution prolétarienne internationale ou le socialisme prolétarien international. »

six mois après le « coup d'Etat bolchevique », que le parti bolchevique « *apparaît actuellement (le 21 avril 1918) comme le parti dominant dans les soviets, les organes du pouvoir.* »

En fait il n'existait plus de *pouvoir soviétique* à proprement parler mais il y avait toujours des « *organes du pouvoir* » (du Parti), qui étaient justement les soviets³⁶. Inutile de préciser qui, dans les faits, possédait le pouvoir et qui l'exerçait par l'intermédiaire de ces organes. Il ne fallut pas attendre très longtemps, jusqu'au 7 décembre 1919 seulement, pour entendre Trotsky expliquer lors d'un congrès des conseils (le VIIe) que le parti bolchevique était comme un nouvel *ordre de samourais* : « *Nous nous sommes intéressés autrefois à la caste japonaise des samourais qui, au nom de la collectivité, de l'ensemble de la nation, ne se sont jamais laissé arrêter par une quelconque barrière. Je dois dire que nous, dans la personne de nos commissaires, de nos communistes marchant à la pointe du combat, nous sommes devenus un nouvel ordre de samourais qui, sans privilège de caste, sont prêts à mourir pour la cause de la classe ouvrière.*³⁷ »

Mais ce nouvel ordre de samourais bolcheviques avait aussi d'autres tâches à remplir, comme le montre un ordre du tribunal révolutionnaire de guerre, daté du 8 août 1918, rédigé dans le train spécial de Trotsky, et qui porte la signature de celui-ci, en tant que commissaire du peuple à l'armée et à la marine et président du haut-soviet militaire, dans l'exercice de ses fonctions. On y lit entre autres : « *Le camarade Kamenchikov, que j'ai nommé commandant de la garde chargée de protéger la ligne de chemin de fer Moscou-Kazan, a donné l'ordre de créer des camps de concentration à Murom, Arsamas et Swiachsk. Dans ces camps ont été internés tous les agitateurs troubles, les officiers contre-révolutionnaires, les saboteurs, les spéculateurs, les parasites, à l'exception de ceux qui ont été fusillés séance tenante sur les lieux de leur crime, ou qui ont été condamnés à d'autres peines par le tribunal révolutionnaire.*³⁸ » Trotsky est donc le bolchevik qui doit être tenu pour responsable de la première installation des camps de concentration dans la « Russie des Soviets ». Nous montrerons ailleurs comment Trotsky détruisit les conseils de soldats, ouvrant ainsi la première brèche dans le système des conseils et amenant de ce pas la première pierre aux fondations du bonapartisme bolchevique.

V

Selon la constitution révolutionnaire, la Russie était définie comme une république des *conseils*. Dans le *Recueil des lois et ordonnances du gouvernement ouvrier et paysan*, n°1, article 9, on lit : « *Tout le pouvoir [d'État] appartient désormais aux conseils. Les commissaires du gouvernement provisoire sont destitués. Les présidents des conseils sont en contact direct avec le gouvernement révolutionnaire.* » (Publié par le *Journal du gouvernement provisoire ouvrier et paysan*, n°1, Moscou, 28 oct. 1917).

Dans le n°2 de ce même recueil, on trouve un appel à la population (article 22), où l'on peut lire ces phrases : « *Camarades ! Travailleurs ! Pensez-y ! Maintenant c'est vous-mêmes qui gouvernez l'État. Personne ne vous aidera à vous unir vous-mêmes et à prendre en mains les affaires de l'État. Vos conseils sont désormais les organes du pouvoir d'État, les organes de décision souverains. Unissez-vous au sein de vos conseils. Renforcez-les. Prenez les choses en main à partir de la base sans attendre qui que ce soit (...) Établissez le plus strict contrôle de la production et de la distribution des produits (...) En tous lieux, remettez tout le pouvoir dans les mains de vos conseils* » (*Id.*, n° 6, 8 nov. 1917).

Signalons encore que le n°5 du *Recueil* ordonnait l'élection des membres du commandement

36 L. Trotsky, *Die Sowjetmacht und der internationale Imperialismus* (Les soviets et l'impérialisme international), Promachos-Verlag, Belp-Berne 1918, p. 17.

37 W. Antonov-Osejenko, *Der Aufbau der Roten Armee in der Revolution* (L'édification de l'Armée Rouge pendant la révolution), Hambourg 1923, p. 79.

38 VI. Kossovski, *Das bolshwistische Regime in Russland* (Le régime bolchevique en Russie). Préface d'Hermann Greulich. Olten (Suisse), 1918. Appendice, p. 72-73.

de l'armée et supprimait les différences de grade, « seul [devant] être conservé le rang qui correspond à une charge réellement remplie » (*Id.*, n° 2, 2 déc. 1917).

Citons pour terminer le premier paragraphe du premier article de la constitution de la République socialiste fédérative soviétique de Russie adopté à la session du 10 juillet 1918 du congrès panrusse des soviets : « *La Russie est déclarée République des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir central et tout le pouvoir local sont transférés à ces soviets.*³⁹ »

L'article 5 des « dispositions générales » de cette constitution indique explicitement que le devoir principal de la constitution de la R.S.F.S.R., établie pour la période de transition actuelle, est « *d'installer la dictature du prolétariat* », ce qui veut dire « *étendre à l'ensemble de la Russie, le pouvoir complet des conseils.*⁴⁰ »

Nous rappelons ces faits historiques de la République des conseils russes de 1917-18 et nous citons ces extraits de documents importants parce que ce n'est qu'à leur lumière que l'exposé qui suit prend tout son sens. En effet, lorsque Alexandra Kollontaï, au IIIe Congrès international du Komintern (juillet 1921), prophétisa que la bureaucratie finirait par éliminer physiquement non seulement les conseils mais aussi l'avant-garde prolétarienne (c'est-à-dire le parti bolchevique), sa déclaration fut accueillie par les rires de... Léon D. Trotsky qui était au faîte de sa puissance bonapartiste et qui venait d'écraser Cronstadt ! Il vaut la peine d'écouter ce que Kollontaï avait à dire, pour pouvoir ensuite déterminer qui d'elle ou de Trotsky avait vu ce danger en toute clarté.

A cette époque, Alexandra Kollontaï appartenait à l'Opposition ouvrière. Un des leaders de cette Opposition ouvrière, Chliapnikov, avait exigé un changement fondamental de « *tout le système de contrôle de l'économie* » et, dans son rapport au VIIIe Congrès panrusse des soviets, du 30 décembre 1920, il pose clairement et nettement la question fondamentale de la « dictature du prolétariat » : « *La base de la controverse tourne autour de la question : par quels moyens le Parti peut-il réaliser sa politique économique dans cette période de transformation ? Par l'intermédiaire des ouvriers organisés dans leurs syndicats, ou par dessus leurs têtes, par des moyens bureaucratiques, par des fonctionnaires canonisés de l'État ?* »

Alexandra Kollontaï était alors en parfait accord avec cette façon de poser le problème. Elle voyait dans cette question le fond du différend. La tâche de la révolution prolétarienne consiste justement à « *chercher, découvrir et créer des formes nouvelles et plus parfaites d'économie ; trouver de nouveaux stimulants à la productivité du travail* ». Selon la conception que Kollontaï devait défendre publiquement après le VIIIe congrès des conseils, la construction de l'économie communiste ne peut être le fait que de cette classe qui est liée organiquement aux formes de production nouvelles, naissant dans les affres de l'enfantement d'un système économique plus productif et plus achevé. Les agents de la socialisation doivent être les « *communautés de production des travailleurs* ». C'est pourquoi Kollontaï faisait siennes les revendications de l'Opposition ouvrière. « *L'organisation du contrôle de l'économie sociale est la prérogative du congrès pan-russe des producteurs unis dans leurs syndicats et élisant le corps central dirigeant toute la vie économique de la République.*⁴¹ »

Pratiquement, cette thèse de l'Opposition revenait à exiger que la conduite de l'économie communiste soit réellement entre les mains des syndicats. Mais, fondamentalement, il s'agissait d'une « anti-thèse » aux exigences formulées le 30 décembre 1920 par Trotsky de « *faire fusionner dans leur croissance* » le Conseil supérieur de l'économie (une autorité centrale bureaucratique depuis belle lurette !) et les syndicats, ces derniers devant finalement être « absorbés » par le premier. Selon Trotsky ce ne sont pas les travailleurs qui sont « *les véritables organisateurs de la*

39 H. Klibanski, *Die Gesetzgebung der Bolschewiki* (La législation des bolcheviks), Ost-Europa Institut in Breslau. Quelle und Studien. I. Abteilung : Recht und Wirtschaft. 2ème cahier, Leipzig et Breslau, 1920, p. 84, 108-109, 162-3 et 71-73.

40 *Id.*, p. 73.

41 A. Kollontaï, *L'Opposition ouvrière* (Moscou 1921).

*production, groupés autour de leurs syndicats, mais les communistes à l'intérieur de ceux-ci.*⁴² » (autrement dit : le parti bolchevique). Les thèses de l'Opposition ouvrière – dont les dirigeants (outre Chliapnikov, il convient de nommer Loutovinov) étaient deux anciens ouvriers métallurgistes depuis longtemps membres du parti – revenaient à rien moins que réclamer l'effacement du Parti et son remplacement par l'auto-gouvernement des travailleurs organisés dans leurs syndicats. Rosenberg est même d'avis que l'Opposition ouvrière voulait « *en somme le retour à la stricte démocratie soviétique de 1917* ». Quoi qu'il en soit, Lénine qualifia la doctrine de l'Opposition d'« *hérésie anarcho-syndicaliste* »⁴³. Alexandra Kollontaï répond à cet anathème : « *Est-ce que cela est du syndicalisme ? N'est-ce pas au contraire ce qui est écrit dans le programme de notre Parti ? Et les principes proposés par les autres camarades ne dévient-ils pas de ce programme ?*⁴⁴ »

Les autres camarades dont il est question sont Lénine et Zinoviev d'un côté, Trotsky et Boukharine de l'autre⁴⁵. En dépit de leurs divergences – on sait que Lénine et Trotsky s'opposèrent violemment sur la question de l'« *étatisation des syndicats* » dont Lénine ne voulait pas – ils étaient au moins d'accord sur un point, selon Kollontaï : « *Ils sont tous d'accord sur le fait que, pour l'instant, la direction de la production doit se faire par-dessus la tête des ouvriers, par le moyen d'un système bureaucratique hérité du passé. Là-dessus l'accord est complet entre les leaders (...) Tous – Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine – pensent que la production est une affaire “si délicate” qu'elle est impossible sans l'assistance des “directeurs”. Il faut d'abord éduquer les ouvriers, leur “apprendre” (...)*⁴⁶ » Tout en reconnaissant la « *franchise* » de Trotsky, elle remarque qu'« *il ne croit pas les ouvriers prêts à créer le communisme, capables, à travers les peines et les souffrances, de chercher, de se tromper et pourtant de créer les nouvelles formes de production.*⁴⁷ »

Les peines, les souffrances, les erreurs, voilà bien ce qu'une bureaucratie ne saurait connaître ! Finalement Alexandra Kollontaï couronne son argumentation en posant la question de fond : « *Bureaucratie ou activité autonome des masses ?* » « *Durant la période de création de la base économique pour le communisme, quel système d'administration dans une république ouvrière offre le plus de liberté à la puissance créatrice de la classe : un système de bureaucratie d'Etat ou un système reposant sur une large activité autonome pratique des masses ouvrières ?*⁴⁸ » Et elle reproche aux dirigeants du parti, qu'elle vient de nommer, de « *prendre soudain le rôle de défenseurs et de chevaliers de la bureaucratie* », et remarque : « *Combien de camarades, suivant l'exemple de Trotsky, répètent que “si nous souffrons ce n'est pas pour avoir adopté le mauvais côté de la bureaucratie, mais pour ne pas en avoir encore appris les bons côtés” (Trotsky, Pour un plan commun)*⁴⁹ » Alexandra Kollontaï caractérise la bureaucratie correctement, comme une « *négation directe de l'activité autonome des masses (...)* [dont on] *ne peut chercher les bons et les mauvais côtés, (...) mais [dont on] doit résolument et ouvertement condamner [le] système, inutilisable pour une économie socialiste* ». Et, bien avant que Trotsky ait remarqué ce danger, elle affirme : « *La bureaucratie est une peste qui pénètre jusqu'à la moëlle de notre Parti et des institutions soviétiques.*⁵⁰ » Avec le système bureaucratique se combinent « *la peur de la critique et de la liberté de pensée* ». Le mal que fait la bureaucratie réside surtout « *dans la manière dont on résout les problèmes : non par un échange ouvert d'opinions, ou par les efforts de tous ceux qui sont concernés, mais par des décisions formelles prises dans les institutions centrales, par une seule personne ou très petit nombre de personnes, et transmises toutes faites vers le bas, tandis que les*

42 Cité par Kollontaï, *op. cit.*, p. 79 (70-71) (le texte allemand dit : qui dirigent ceux-ci).

43 A. Rosenberg, *op. cit.*, p. 205.

44 A. Kollantaï, *op. cit.*, p. 89 (81).

45 *L'Opposition Ouvrière*, Editions du Seuil.

46 A. Kollontaï, *op. cit.*, p. 77 (69 et 68) et p. 79 (71).

47 *Id.*, p. 79 (71).

48 *Id.*, p. 90 (82).

49 *Id.*, p. 91 (83).

50 *Id.*, p. 91-92 (93-84).

*personnes directement intéressées sont souvent complètement exclues.*⁵¹ »

Mais « *pour chasser la bureaucratie qui s'abrite dans les institutions soviétiques, il faut d'abord se débarrasser de la bureaucratie dans le Parti lui-même* ». Pour cela il faut procéder à « *l'expulsion du Parti de tous les éléments non prolétariens.* » « *Le Parti doit devenir un parti ouvrier.* » « *Les intérêts de l'Etat commencent à peser plus lourd que les intérêts des ouvriers.* » Elle exige le retour au « *principe de l'éligibilité des responsables* », « *à l'état de choses où toutes les questions importantes concernant l'activité du Parti et la politique soviétique sont soumises aux militants de base et ne sont supervisées par les leaders que par la suite.*⁵² » Alexandra Kollontaï s'élève aussi contre un autre phénomène apparu dans le Parti, qu'elle qualifie de « *fonctionnarisme pompeux* », et qui est responsable des relations formelles, officielles qui s'imposent partout. « *S'il y a encore de la camaraderie dans le Parti, elle n'existe qu'à la base* », ajoute-t-elle. La camaraderie et la fraternité ont disparu à cause de l'abandon du système de l'élection dans le Parti : « *Les nominations ne doivent être tolérées qu'à titre d'exception ; récemment elles ont commencé à devenir la règle. La nomination des responsables est une caractéristique de la bureaucratie ; cependant, actuellement, cette pratique est générale, légale, quotidienne, reconnue (...)* Le principe de la nomination diminue le sens du devoir et la responsabilité devant les masses. Ceux qui sont nommés ne sont pas responsables devant les masses, ce qui aggrave la division entre les dirigeants et les militants de base.⁵³ » Comme pas décisif sur la voie de l'élimination de la bureaucratie, Alexandra Kollontaï demande « *la large circulation de l'information, la publicité des débats, la liberté d'opinion et de discussion, le droit de critique à l'intérieur du Parti et parmi les membres des syndicats (...)* et *l'expulsion du Parti de tous ceux qui ont peur de la diffusion de l'information, de la responsabilité absolue devant la base, de la liberté de critique.* »

Ces quelques extraits de Kollontaï montrent que la critique de l'Opposition ouvrière allait beaucoup plus au fond des choses que tout ce que Trotsky a pu écrire par la suite sur la bureaucratie, c'est-à-dire seulement après qu'il fut *lui-même* tombé victime de ce système bureaucratique. Et d'ailleurs le meilleur de ce qu'il put en dire à ce moment n'arriva pas à dépasser cette critique de l'Opposition, et même la présuppose. Bien plus : Alexandra Kollontaï, en procédant à une analyse marxiste des phénomènes qu'elle critique, avait pu déterminer quelle couche sociale en était responsable. Et c'est justement ce point précis que Trotsky ne put jamais atteindre de toute sa vie, même dans sa discussion avec James Burnham.

En revanche, dès 1920, Alexandra Kollontaï affirmait avec force : dans le domaine de la gestion de l'économie, de l'industrie, dans celui du rétablissement du commerce avec l'Occident capitaliste, les « *représentants de la bourgeoisie riche* » ont pris les postes de responsabilité et de direction des organes soviétiques. Pourtant ce ne sont pas ces restes de la ci-devant bourgeoisie qui ont le plus contribué à la crise du système soviétique dans ces années 1920-21, avant l'introduction de la N.E.P., mais plutôt l'interférence de tendances de *trois* groupes sociaux différents : d'abord la classe ouvrière, ensuite la paysannerie et les classes moyennes, enfin la ci-devant bourgeoisie déjà nommée. Il est intéressant de noter qu'Alexandra Kollontaï range dans cette dernière les « *spécialistes, techniciens, ingénieurs, les anciens directeurs d'entreprises industrielles et financières* ». Tandis que la classe moyenne s'infiltrait dans les organes de direction soviétiques et l'intendance de l'Armée rouge, les « *spécialistes* » peuplaient les organes fondamentaux de l'économie. Par conséquent ce sont des « *représentants du ci-devant monde capitaliste* » qui, en proportion croissante, dirigent l'économie russe. Le Parti met sa confiance dans ces éléments complètement étrangers à la classe ouvrière. Mais ni l'Opposition ouvrière, ni Alexandra Kollontaï ne croyaient possible de « *construire une économie communiste en utilisant les moyens et les capacités créatrices des rejetons de l'autre classe, tout imprégnés de la routine du passé. Si nous pensons en marxistes, en hommes de science, nous répondrons catégoriquement et explicitement : Non ! La*

51 *Id.*, p. 92 (84).

52 *Id.*, p. 97 (89).

53 *Id.*, p. 96 (88).

racine de la controverse et la cause de la crise se trouvent dans la croyance que les “réalistes”, techniciens, spécialistes et organisateurs de la production capitaliste peuvent d'un seul coup se libérer de leurs conceptions traditionnelles sur la façon de gérer le travail, conceptions qui se sont profondément imprimées dans leur chair pendant les années qu'ils ont passées au service du capital, et qu'ils peuvent devenir capables de créer de nouvelles formes de production, d'organisation du travail et de motivation des travailleurs.⁵⁴ »

C'est pourquoi Alexandra Kollontaï reconnaît ce mérite à l'Opposition ouvrière d'avoir posé la question : qui doit construire les nouvelles formes économiques, les techniciens, les hommes d'affaires venus à l'époque tsariste avec leur psychologie complètement liée au passé, assistés ici ou là de quelques communistes honnêtes, fonctionnaires de soviets, ou « la collectivité de la classe ouvrière » qui, dans la lutte présente, s'incarne dans les syndicats ? Et elle décrit déjà avec assez de précision la classe qui alors luttait pour le pouvoir et qui depuis l'a atteint et l'exerce par une dictature sans équivalent : ce sont ces « réalistes », les ci-devant maîtres bourgeois du système capitaliste. *« Ce ne sont pas les magnas du capital (...) dont la République soviétique s'est débarrassée pendant la première phase de la révolution, mais ce sont les serviteurs les plus talentueux du système capitaliste, le “cerveau et le génie” du capitalisme, ses véritables créateurs et promoteurs. Approuvant chaleureusement les tendances centralistes du gouvernement soviétique dans le domaine économique, comprenant bien les bénéfices d'une “trustification” et d'une régulation de l'économie (ce qui, soit dit en passant, est en train d'être fait par le capital dans tous les pays industriels avancés), ils s'efforcent d'obtenir une seule chose : que cette régulation soit faite non pas par les organisations ouvrières (les syndicats d'usine) mais par eux-mêmes sous le couvert des institutions économiques soviétiques, des comités industriels centraux, des organes industriels du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale où ils sont déjà formellement enracinés. L'influence de ces messieurs sur la politique “sobre” de nos dirigeants est grande, bien plus grande qu'il n'est souhaitable (...) »⁵⁵*

En 1929, Trotsky pensait encore que les « forces techniques et intellectuelles nombreuses du pays » constituaient une protection efficace du système des soviets, non pas qu'elles aient été gagnées « par l'idée socialiste » mais parce qu'elles adhéraient à un « patriotisme qui s'était incorporé les enseignements élémentaires de l'histoire », voyaient dans le système soviétique un système de protection, de défense de l'indépendance de l'économie et du pays, face à l'exploitation impérialiste et coloniale ⁵⁶. Mais contre l'Opposition ouvrière, il se présenta en 1920 avec un plan qui ne signifiait rien de moins qu'une aggravation de la « militarisation du travail », l'étendant aux syndicats qu'il voulait intégrer à l'appareil d'Etat. (Nous traiterons de ce bonapartisme d'économie de guerre à la Trotsky dans un autre chapitre). Et Lénine vint expliquer à l'Opposition ouvrière comment il concevait la dictature du prolétariat : *« La dictature du prolétariat est inévitable lors du passage au socialisme mais elle ne s'exerce pas par l'intermédiaire de l'organisation groupant tous les ouvriers de l'industrie. Pourquoi ? Nous pouvons lire à ce propos les thèses du IIe Congrès de l'Internationale communiste sur le rôle du parti politique en général. Je ne m'arrêterai pas sur ce point. Les choses se passent ainsi : le Parti absorbe, en quelque sorte, l'avant-garde du prolétariat et c'est elle qui exerce la dictature du prolétariat. »⁵⁷*

Entre temps, Alexandra Kollontaï avait déjà caractérisé ce Parti : *« La politique claire du Parti de s'identifier avec les institutions de l'Etat soviétique se transforme peu à peu en une politique de classe supérieure, ce qui n'est rien d'autre, dans son essence, qu'une adaptation de nos*

54 *Id.*, p. 74 (65).

55 *Id.*, p. 65-66 (56).

56 L. Trotsky, « Ist die Umandlung des Soviets in eine parlamentarische Demokratie wahrscheinlich ? » (Est-ce que la transformation des soviets en démocratie est probable ?), in *Die neue Bücherschau*, VIIe année, 6ème cahier, juin 1929, p. 297.

57 V.I. Lénine, *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs du camarade Trotsky. (Discours au VIIIe congrès commun des délégués des soviets, des membres du conseil central des syndicats de l'URSS et du conseil des syndicats de Moscou appartenant au PCBR)*, O.C., XXXII, p. 12.

*centres dirigeants aux intérêts divergents et inconciliables de cette population hétérogène.*⁵⁸ » Elle s'en prend avec fougue à la croissance de l'inégalité entre le prolétariat, ce « *fer de lance de la dictature* », et les groupes « *privilegiés* » de la population de la Russie soviétique. Le travailleur des grandes masses voit très bien comment vivent les « *réalistes* » et les fonctionnaires soviétiques, et comment il vit, lui, sur qui repose la dictature du prolétariat. Et Alexandra Kollontaï de demander finalement : « *Sommes-nous vraiment le fer de lance de la dictature de classe* [question que posait en fait le prolétariat russe par la bouche de l'Opposition ouvrière (N.d.A.)], *ou bien simplement un troupeau obéissant qui sert de soutien à ceux qui, ayant coupé tout lien avec les masses, mènent leur propre politique et construisent l'industrie sans se soucier de nos opinions et de nos capacités créatrices, sous le couvert du nom du Parti ?*⁵⁹ »

Ainsi, tandis que s'exprimait cette critique fondamentale du prolétariat russe à l'égard de la dictature du parti bolchevique, Trotsky ne se trouvait pas du tout aux côtés des critiques, mais aux côtés des critiqués. Et il était déjà prêt à répondre à l'aide d'une Armée rouge, quelque peu défraîchie par ses aventures polonaises, à la critique pratique des ouvriers, soldats et paysans de Cronstadt, en mars 1921.

VI

Les bolcheviks ont cherché à diffamer l'insurrection de Cronstadt en la présentant comme un soulèvement contre-révolutionnaire perpétré par les gardes blancs. Antonov-Ovseenko parle de « *mutins* » et de « *partisans anarchistes* ». Et même Clara Zetkin est non seulement convaincue qu'il y a une relation entre le soulèvement de Cronstadt et les révoltes paysannes du sud de la Russie, mais elle estime que la rébellion du grand port *doit être examinée à la lumière du procès contre les social-révolutionnaires (été 1922)*, procès dans lequel elle représentait le Komintern devant le Tribunal révolutionnaire supérieur et dont elle étudiait les actes d'accusation. Mais elle doit reconnaître que, comparés aux mots d'ordre des mouvements paysans (liberté d'entreprise et de commerce, autorisation du capital privé et étranger, liberté démocratique, assemblée constituante), ceux de Cronstadt présentent « *une différence frappante* » : « *On crie en effet à Cronstadt : Vive l'assemblée constituante et les soviets libres sans les communistes !* »

Mais elle ne voit dans cette exigence qu'une concession formelle de la contre-révolution à la révolution prolétarienne⁶⁰. *Les conseils sans les communistes !!!* Oskar Anweiler prétend que le mot d'ordre n'a pas été mis en avant par ceux de Cronstadt mais par Milioukov, alors émigré⁶¹. Pourtant c'est bien dans cette revendication que se trouve le « *secret* » de cette « *Commune de Paris* » dans la Russie bolchevique. Déjà l'Opposition ouvrière, par la bouche d'Alexandra Kollontaï, avait demandé que soit « *limité le nombre de ceux qui occupent des positions de responsables à la fois dans le Parti et dans les institutions soviétiques.* » Ruth Fischer cite d'après Emma Goldman le cinquième point du programme des insurgés de Cronstadt⁶² : « *Suppression de la pratique de déléguer dans chaque institution soviétique des membres du parti : aucun parti ne doit bénéficier, pour propager ses idées, de passe-droits et de protections de l'Etat.* » Finalement citons le programme du 6 mars 1921, dans lequel il est dit, entre autres : « *Nous combattons pour le pouvoir aux conseils et non aux partis politiques. Nous sommes en faveur de l'élection libre des délégués de la classe ouvrière. Les conseils dirigés par les communistes* [c'est-à-dire les bolcheviks (N.d.A.)]

58 A. Kollontaï, *op. cit.*, p. 66 (57).

59 *Id.*, p. 71 (62).

60 Cl. Zetkin, *Wir klagen an ! Ein Beitrag zum Prozess der Sozialrevolutionäre* (Nous accusons : Contribution au procès des révolutionnaires sociaux).

61 O. Anweiler, *Die Rätebewegung in Russland 1905-1921* (Leyde 1958). Trad. fr. de S. Bricaner sous le titre : *Les soviets en Russie* (1905-1921), NRF, Paris 1971, p. 320.

62 Ruth Fischer, *Stalin un der deutsche Kommunismus* (Staline et le communisme allemand), Verlag der Frankfurter Heft, Francfort sur le Main, 1948, p. 208.

sont toujours restés muets face à nos besoins et à nos demandes ; ils ne répondent qu'avec des balles (...) » Le jour suivant devait commencer le bombardement de Cronstadt par l'artillerie, sur l'ordre de Lénine et Trotsky. Cette fois les bolcheviks répondaient avec des obus !

Nous n'avons pas l'intention de donner ici un compte-rendu de l'insurrection de Cronstadt, fût-ce une simple esquisse. Un an après le soulèvement, Alexandre Berkman en donnait une description s'appuyant sur une connaissance directe, racontant qu'il était intervenu auprès de Zinoviev en faveur des travailleurs et des marins de Cronstadt⁶³. Il nous suffit de nous rapporter ici quelques détails en rapport direct avec notre sujet.

A la fin de février 1921 se déclencha un mouvement de grève parmi les travailleurs de Pétersbourg. Les bolcheviks envoyèrent les *koursanty* (les élèves de l'établissement des cadets) pour la réprimer, allant finalement jusqu'à lock-outer les ouvriers d'une usine, les privant du même coup de leurs rations de nourriture. Lorsque les marins de Cronstadt apprirent ce fait ils créèrent un comité qu'ils envoyèrent enquêter à Pétersbourg et évaluer la situation. Ce comité appela à un meeting le 1er mars 1921 à Cronstadt (officiellement convoqué par la 1ère et la 2ème brigades la flotte de la Baltique) auquel assistèrent quelque 16 000 personnes, marins de la Flotte rouge, soldats de l'Armée rouge, et ouvriers. L'assemblée indignée adopta la célèbre résolution de Cronstadt dont nous avons déjà cité une partie et que nous donner ici en entier. Elle y décide :

1- Etant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans d'organiser immédiatement des réélections aux soviets au vote secret en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale;

2- D'exiger la liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les partis socialistes de gauche;

3- D'exiger la liberté de réunion et la liberté des organisations syndicales et des organisations paysannes;

4- D'organiser au plus tard pour le 10 mars 1921 une conférence des ouvriers sans parti, soldats et matelots de Petrograd, de Cronstadt et du département de Petrograd;

5- De libérer tous les prisonniers politiques des partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés des différents mouvements ouvriers et paysans;

6- D'élire une commission pour la révision des dossiers des détenus des prisons et des camps de concentration;

7- De supprimer tous les Politotdiel (Sections politiques) car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées ni recevoir de l'État des ressources dans ce but. A leur place doivent être créés des cercles culturels élus aux ressources provenant de l'État;

8- De supprimer immédiatement tous les détachements de barrage;

9- D'égaliser la ration pour tous les travailleurs excepté dans les corps de métiers insalubres et dangereux;

10- De supprimer les détachements de combat communistes dans toutes les unités militaires et faire disparaître le service de garde communiste dans les usines et fabriques. En cas de besoin de ces services de garde, les désigner par compagnie dans chaque unité militaire en tenant compte de l'avis des ouvriers;

11- De donner aux paysans la liberté d'action complète sur leur terre ainsi que celui d'avoir du bétail qu'ils devront soigner eux-mêmes et sans utiliser de travail des salariés;

12- De demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades koursantys de s'associer à notre résolution;

13- Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions;

14- Désigner un bureau de contrôle mobile;

63 A. Berckman, *Kronstadt die Pariserkommune Russlands* (Cronstadt, la commune de Paris russe, (mars 1922)), in *Syndicalist, Organ der F.A.U.D.*, I^{ve} année, 1922, n° 11.

15- Autoriser la production artisanale libre n'utilisant pas de travail salarié.⁶⁴

Seuls le président du comité exécutif du soviet de Cronstadt, Vassiliev, le président en exercice de la RSFSR, Kalinine et Kouzmine, commissaire politique de la flotte baltique*, s'opposèrent à la résolution. L'assemblée décida d'envoyer une délégation aux ouvriers en grève de Petrograd pour déterminer avec eux une conduite commune. Cette délégation composée de trente membres fut immédiatement arrêtée par le bolcheviks à son entrée dans la ville, et on n'en entendit plus jamais parler. Immédiatement après le meeting, le matin du 2 mars, un communiqué signé par Lénine et Trotsky présentait les événements de Cronstadt comme *une insurrection armée* contre le régime des conseils ! Pendant ce temps, à Cronstadt, aucun bolchevik à l'exception de Kouzmine et de Vassiliev n'était arrêté, et à plus forte raison exécuté, ce qui n'empêcha pas Trotsky de promettre, le 6 mars, aux rebelles de Cronstadt, après une fielleuse campagne de presse pleine de calomnies : « *Je vous canarderai comme des faisans !* » La tentative de médiation d'Alexandre Berkman auprès de Zinoviev échoua. Le 4 mars, Zinoviev lui-même tint à la session du soviet de Petrograd un discours hystérique contre Cronstadt, tandis que son collaborateur le plus proche, Jevdomikov, présentait la résolution finale, accusant Cronstadt de soulèvement contre-révolutionnaire et ordonnant sa soumission immédiate. Trotsky n'était pas présent à cette session ; il arriva à Petrograd dans la nuit du 5 mars. *Lui et Staline* prirent alors les mesures nécessaires pour liquider Cronstadt. Toukhatchevsky se chargea du travail d'état-major, Trotsky de celui du héros militaire officiel, Staline de la liquidation pure et simple du soulèvement. Lorsqu'après dix jours de combat Cronstadt fut tombée, Trotsky se précipita à Pétersbourg pour liquider de la même manière le mouvement ouvrier. Le bilan de la victoire de Trotsky, Staline et Toukhatchevsky à Cronstadt se monte à quelques 14 000 cadavres. Apparemment on s'était donné toute cette peine pour anéantir tout entière l'assemblée populaire qui s'était réunie le 1er mars !

Du point de vue des principes, cet écrasement du soulèvement anti-bolchevique de Cronstadt montre de manière indiscutable que Lénine et Trotsky s'étaient prononcés dans leur pratique politique pour le pouvoir du Parti et *contre le pouvoir des conseils*. On ne peut pas plus douter de ce fait que la décision de pratique politique, incontestable et sans équivoque, d'Erbert et de Noske choisissant le pouvoir du Parti contre celui des conseils allemands au soir du 9 novembre 1918. Alexander Berkman compare Cronstadt à la Commune de Paris, Lénine à Thiers et Trotsky à Gallifet ; mais il y a une autre comparaison à faire en ce qui concerne Trotsky et c'est Noske lui-même qui nous la fournit. Parlant un jour de sa conception de la réorganisation de l'armée allemande sous la houlette social-démocrate, il se félicita d'avoir pu être *le Trotsky allemand* !⁶⁵

Depuis Cronstadt, le « trotskysme » tout entier n'est qu'une vaste entreprise d'apologie des décisions et actes de Trotsky pour la période de 1917 à 1921, et du même coup il se livre à une apothéose du bolchevisme de la même période. C'est pourquoi, dès le début de l'année 1921, sous la contrainte de cette apologétique, la méthode dialectique de Trotsky tombe au niveau de la « dialectique éristique » de Schopenhauer, qui était déjà la méthode favorite de discussion du jeune Lev Davidovitch⁶⁶. De même, ses écrits historiques portent les mêmes stigmates de cette nécessité apologétique en bien des points décisifs. Prenons, par exemple, sa perspective de « révolution permanente » qui était diamétralement opposée à la conception que Lénine se faisait de la révolution russe. Nous avons déjà cité l'opinion de Martinov selon laquelle la première période de la Révolution d'octobre (allant de 1917 à 1920) avait correspondu, non pas aux idées de Lénine, mais à celles de Trotsky de 1905. Cette conception, Trotsky l'avait développée et élargie dans le chapitre final de son livre sur la révolution de 1905-1906. D'ailleurs Lounatcharsky, faisant allusion à ce chapitre « Perspectives de la révolution russe », avait une fois qualifié Trotsky de « plus orthodoxe

64 Ida Mett, *La Commune de Cronstadt : Crépuscule sanglant des soviets*, Spartacus 1948, p. 38-39.

* Tous trois bolcheviks.

65 Cité par R. Fischer, *op. cit.*, p. 99.

66 Elias Hurwicz, *op. cit.*, p. 319.

que Lénine ». N'avait-il pas en effet, plus de dix ans avant la Révolution russe, prédit son caractère – au moins dans sa première phase : révolution paysanne et donc révolution bourgeoise, non pas sous la conduite de la bourgeoisie des villes, mais sous celle du prolétariat urbain des usines, révolution qu'il aurait à maintenir permanente ? Ceci revient à dire que la conception initiale de Lénine ne fut tout simplement jamais à l'ordre du jour de l'Histoire. Et c'est Trotsky lui-même qui cite la dernière lettre d'Adolphe Joffe que celui-ci lui adressa avant son suicide, et dans laquelle on lit notamment ceci : « *Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905 et Lénine lui aussi l'a reconnu. Je vous ai souvent raconté que je lui avais entendu dire moi-même : en 1905 c'était vous et non lui qui aviez raison. A l'heure de la mort, on ne ment pas. Je vous le redis aujourd'hui.* »

Dans le même livre allemand où cette lettre est citée en appendice, on peut lire un chapitre intitulé : « Divergences réelles et divergences prétendues », dont nous extrayons ce passage du paragraphe 18 : « *Face à toute l'Internationale Communiste (voir la déclaration du 13 déc. 1926 citée plus haut) nous avons déclaré, sous les signatures de Zinoviev, Kamenev et Trotsky : Il est faux que nous défendions le trotskysme. Trotsky a déclaré devant toute l'Internationale Communiste que, sur toutes les questions de principe, quelles qu'elles fussent, où il a controversé avec Lénine, c'est Lénine qui a eu raison et, en particulier, sur la question de la révolution permanente et de la paysannerie. Cette déclaration, faite devant toute l'Internationale communiste, le groupe de Staline ne l'a pas publiée et il continue à nous accuser de "trotskysme". Cette déclaration a trait seulement, cela va de soi, aux divergences passées avec Lénine et non à ces divergences que, de mauvaise foi, inventent Staline et Boukharine.*⁶⁷ »

Mais, lorsque Trotsky, dans les loisirs forcés que lui réservait son exil à Alma Ata en 1928, entreprit de revoir ses vieux écrits sur la révolution permanente « *un crayon à la main* », il arriva de nouveau au résultat que « *sur la base de sa conception, c'est-à-dire la théorie de la révolution permanente* », il avait prévu « *l'inévitabilité de la Révolution d'octobre, treize ans à l'avance.* »

Aussi fit-il une tentative pour restituer la théorie de la révolution permanente telle qu'il l'avait formulée pour la première fois en 1905. Toutefois, il fait une remarque supplémentaire : « *Je montre en quoi ma façon de poser la question différerait de celle de Lénine et comment et pourquoi, aux moments décisifs, elle coïncida avec la sienne.*⁶⁸ »

La méthode apologétique utilisée par Trotsky revient à émousser en maints endroits les pointes, pour ne pas dire les montagnes qui séparaient les positions initiales de Lénine des siennes et, pour l'essentiel, elle s'efforce de démontrer les affirmations que représentent les titres et sous titres de ses articles : « Avec Lénine dans l'Internationale », « Avec Lénine dans la question paysanne », « Lénine [me] donne carte blanche » (en 1919), « Mon accord avec Lénine sur l'édification de l'industrie », « Avec Lénine contre Staline », « Avec Lénine contre Staline, Rykov, Kalinine et Boukharine ».

Pour caractériser l'acuité du différend entre Lénine et Trotsky avant 1917 – et du même coup prouver que dès 1909 Trotsky avait prévu la « dégénérescence » de la dictature bolchevique, dont il ne constata pourtant lui-même l'apparition qu'au début de 1923, *au plus tôt*, lorsque la liquidation du « communisme de guerre » et les premières années de la NEP entraînèrent inéluctablement le déclin de sa puissance – nous citerons quelques phrases d'un article de Trotsky paru dans le journal polonais *Przegląd Social-demokratyczny*, « vraisemblablement en 1909 ». Trotsky, dont la « révolution permanente » réclamait la dictature du seul prolétariat, s'élève ici contre les thèses de Lénine sur la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat *et de la paysannerie* et il reproche à celui-ci non seulement d'attendre au prolétariat vainqueur qu'il se restreigne à une révolution paysanno-bourgeoise, mais d'aller même jusqu'à « *compléter cette restriction par une véritable garantie antisocialiste, en imposant au prolétariat un collaborateur : le moujik.* »

Trotsky voit, dans le cas où la conception de Lénine se réaliserait, se déclencher rapidement

67 L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland* (La situation réelle en Russie). Edition autorisée, traduite en allemand par Wilhelm Cremer, Avalun Verlag, Hellerau bei Dresden, 1929, p. 264-65.

68 L. Trotsky, *La Révolution permanente*, 1928-1931. Tr. fr., Editions de Minuit, Paris 1963, p. 29.

un conflit « entre le prolétariat et le gouvernement révolutionnaire » et ne conçoit, pour résoudre un tel conflit, que cette alternative : « *Ce conflit peut se terminer, soit par une répression anti-ouvrière venant du parti paysan, soit par l'élimination de ce parti du gouvernement.* »

Tout le malheur est là : les bolcheviks ne conduisent la lutte de classe du prolétariat que jusqu'à l'instant de la victoire de la révolution, puis ils doivent détourner le prolétariat d'accomplir ses devoirs de classe, puisque les paysans ne veulent pas de socialisme. Trotsky caractérise alors les différences de perspective révolutionnaire entre les bolcheviks et les mencheviks : « *Tandis que les aspects anti-révolutionnaires des mencheviks se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu'il y a d'anti-révolutionnaire dans le bolchevisme ne nous menace – mais la menace n'en est pas moins sérieuse – que dans le cas d'une victoire révolutionnaire.* » Dans son livre sur la révolution de 1905, où il cite cet article de 1909, il ajoute, au début de 1922, une note en bas de page que ses adversaires utiliseront quelques années plus tard, comme pièces à conviction contre le trotskysme : « *Il n'en fut pas ainsi fort heureusement ; sous la direction du camarade Lénine, le bolchevisme transforma (non sans luttes intérieures) son idéologie sur cette question primordiale dès le printemps 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir.* »

Les staliniens utilisèrent cette phrase pour prouver que Trotsky pensait que ce n'était pas lui qui s'était rallié au bolchevisme, mais le bolchevisme qui était venu à ses idées⁶⁹. Pour établir une fois pour toute le principe de l'apologétique de Trotsky utilisons cet exemple :

1922 : *Trotsky se trouve encore dans une position de force inébranlée.*

Il affirme sans ambage que Lénine au début de l'année 1917 s'est rallié à la position sur la « révolution permanente » et qu'il a réorienté son parti, en venant à bout de l'opposition sérieuse des vieux bolcheviks (Kamenev, Zinoviev, Staline, etc.), vers une position trotskyste.

1923 : *La position de force de Trotsky est menacée et ébranlée.*

Le ci-devant menchevik Martinov affirme que la Révolution d'octobre, en suivant la voie tracée par Trotsky, est arrivée à un cul-de-sac « *où le prolétariat et la paysannerie se sont trouvés séparés de force* » tandis que le parti bolchevique a été contraint de faire un considérable pas en arrière (NEP). A la suite de cela il adhère au parti bolchevique.

1925 : *Trotsky a complètement perdu sa position de force.*

1927 : Trotsky déclare devant l'ensemble du Komintern que Lénine avait raison sur la question de la « révolution permanente ».

1928 : *Trotsky est banni à Alma Ata.*

Trotsky prétend de nouveau que le cours de la révolution a suivi ses prédictions de 1905, c'est-à-dire les perspectives tracées par la « révolution permanente ».

1930 : *Trotsky a trouvé l'asile à Prinkipo en Turquie.*

Trotsky s'efforce de minimiser ces différends avec Lénine avant 1917 et de prouver que, dans toutes les questions fondamentales et décisives, il a été d'accord avec Lénine. Et c'est cette dernière position qu'il a gardé ensuite jusqu'au bout !

Dans l'ouvrage de 1929 où il traite de la falsification stalinienne de la Révolution d'octobre, il déclare déjà : « *Mes divergences d'opinion avec Lénine avaient un caractère tout à fait secondaire et moi, en tant que révolutionnaire résolu, je me suis de plus en plus transformé en bolchevik, et pas seulement en paroles, aussi en actes.*⁷⁰ »

69 L. Trotsky, *1905*, Ed. de Minuit, Paris 1963, p. 384 et 385.

70 L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, op. cit., p. 165-66.

Cette déclaration se rapporte à ses actes pendant la première guerre mondiale. Mais lorsque Trotsky démissionne, le 15 janvier 1925, de son poste de président du Conseil révolutionnaire de la Guerre, il va jusqu'à déclarer que sa propre doctrine est liquidée depuis longtemps : « *Je pensais au cours des huit années qui viennent de s'écouler, ne plus jamais avoir à revenir sur le problème du point de vue d'un prétendu "trotskysme". Le trotskysme a été et est pour moi depuis longtemps liquidé.* » Et Trotsky prétend faire remonter sa première déclaration de ce type à une discussion sur son livre : *1917, les leçons d'Octobre*⁷¹. Mais nous avons bien vu que Trotsky, au moins en 1922, n'avait pas encore pu « liquider » sa théorie.

Sur le plan politique comme celui des principes, l'attitude de Trotsky après 1925 ne peut donc être comprise qu'en relation avec son opposition et sa lutte contre les vieux léninistes. Encore et toujours il tenta, en pure perte, de fournir la preuve que c'est lui et non la vieille garde des bolcheviks – dont il ne restait plus guère que Staline – qui représentait et défendait la véritable pensée et le vrai point de vue de Lénine contre ses épigones staliniens. A la fin de l'hiver 1920-21, Trotsky avait dû se rendre compte que le parti bolchevique n'était pas devenu trotskyste.

Et lorsque, en 1921, Lénine lui-même, sous la pression du mouvement paysan et de ses vieux camarades de parti, eut abandonné la ligne trotskyste, et fait retour forcé à ses anciennes conceptions, la chute de Trotsky n'était plus qu'une question de temps. Lénine n'aurait pas pu défendre Trotsky davantage contre la majorité du Parti dans cette circonstance, et Trotsky le savait : il ne fit aucune opposition à l'introduction de la NEP qui sonnait le glas de ses conceptions⁷². Et même si Lénine avait été encore vivant en 1925, il n'aurait pas pu sauver Trotsky. Trotsky était l'homme du communisme de guerre : il s'est élevé avec lui et est tombé avec lui.

VII

Nous avons vu que Trotsky, bien avant le « coup d'Etat » des bolcheviks, avait imposé le pouvoir du *Parti* à celui des conseils. Mais, de ce point de vue, Trotsky était tout autant menchevik que bolchevik, car la prédominance du Parti, des partis en général sur les conseils, n'est pas seulement une idée « bolchevique » mais « social-démocrate » en général.

Est-ce que Trotsky, au moins après sa chute (1925), n'aurait pas dû voir le danger d'une dictature du parti *sur* le prolétariat – en dépit du fait qu'il ait lui-même écrasé le soulèvement de Cronstadt ? Ne rapporte-t-il pas son dernier entretien avec Lénine (à la fin de 1923), au cours duquel ils avaient formé une alliance pour « *combattre le bureaucratisme du bureau du Parti* * » dont Staline était président en tant que secrétaire général ?⁷³ Et est-ce que Trotsky n'a pas dit en face à Staline, lors d'une session du Politburo en 1926, qu'il était candidat au poste de fossoyeur du Parti ?⁷⁴ D'autre part, lors du XIIe Congrès du Parti (Lénine gravement malade ne put y assister), à la requête des vieux bolcheviks, une résolution fut adoptée qui déclarait tout à fait clairement ceci (23 avril 1923) : « *Toutes les tentatives de rendre l'Etat indépendant du Parti sont contre-révolutionnaires. Le Parti doit conserver le pouvoir de fait, et la direction des organes soviétiques et de l'économie d'Etat.* »⁷⁵ Cette résolution fut prise avant la rupture ouverte entre Trotsky et la *Troïka*, Kamenev-Zinoniev-Staline, à la suite de laquelle cette dernière cessa d'inviter le premier à ses discussions, l'éliminant ainsi petit à petit (fin 1923).

Toutes ces expériences n'ont pas réussi à faire abandonner par Trotsky la conception bolchevique du rôle du Parti. Sur ce point il était devenu *bolchevik* et il le resta, comme nous le

71 G. Dimitrioff, *op. cit.*, p. 54.

72 A. Rosenberg, *op. cit.*, p. 205 et suivantes.

* Le Rabkrin

73 L. Trotsky, *Die wirliche Lage in Russland*, *op. cit.*, p. 243.

74 L. Trotsky, « Mein Kampf mit Stalin » (Mon combat contre Staline), in *Das Tagebuch*, Xe année, cahier n° 10, mars 1929, p. 377.

75 Schlesinger, *Das bolschewistische Russland* (La Russie bolchevique), Breslau 1926, p. 68-69.

verrons bientôt.

Le livre que nous avons déjà mentionné, *1917 : les leçons d'Octobre*⁷⁶, fut, on le sait l'occasion toute trouvée pour faire éclater le conflit avec les vieux bolcheviks et marqua, du même coup, le début de la chute de Trotsky (1924). Mais ce qui irritait la « Vieille Garde » dans cet ouvrage, c'était l'exposé de sa propre attitude, en partie opposée, en partie dilatoire, dans la question de la prise de pouvoir en octobre 1917 ; ce n'était sûrement pas les conceptions que Trotsky développe sur le sens et le rôle du Parti. Pas plus que les léninistes, Trotsky ne peut concevoir une révolution prolétarienne sans Parti : pas de parti, pas de révolution. Voilà comment il caractérise la différence entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne : « *La révolution prolétarienne se différencie justement en ce que le prolétariat non seulement en est la force agissante, mais aussi la force dirigeante, par l'intermédiaire de son avant-garde. Le rôle qui, dans la révolution bourgeoise, a été rempli par la puissance économique de la bourgeoisie, par sa culture, son administration urbaine, ses universités, seul le parti du prolétariat peut le tenir dans la révolution prolétarienne.* »

Déjà ici, nous trouvons le point de vue fondamental du bolchevisme : la classe ouvrière ne doit pas seulement être une classe agissante, mais une classe qui *se conduit elle-même*, mais cette auto-direction ne peut être le fait de *toute* la classe : seulement de son avant-garde. Et dans la mesure où on désigne par là le parti bolchevique, il s'agit d'une avant-garde qui ne sort pas historiquement des ouvriers, mais du mouvement des intellectuels qui ne fait quitter l'usine définitivement aux prolétaires doués qu'afin de se les amalgamer. Trotsky voit donc aussi dans le *bolchevisme* une *éducation*, déterminée pour aboutir à une type détermination politique : « *une organisation de l'avant-garde prolétarienne qui lui permette de prendre le pouvoir par les armes.* » La tâche de cette organisation de l'avant-garde prolétarienne, et même du Parti, est entièrement conçue dans la perspective d'une insurrection armée. « *Pourtant tout ce travail de préparation a une vertu dans la mesure où il rend le Parti, et, en premier lieu, ses organes dirigeants, capables de déterminer le moment de l'insurrection et de diriger celle-ci. Car la tâche du parti communiste, c'est la prise du pouvoir, avec comme but la transformation de la société.* »

Ainsi voit-on ressortir dans le léninisme et chez Trotsky la vieille idée de la *Narodnaïa Volia* : Tout pour le peuple par une *partie* du peuple ! (mot d'ordre des *Narodovoltsi* par opposition au mot d'ordre des anciens narodniks : Tout pour le peuple et par le peuple !), agrémentée de la vieille conception selon laquelle l'organisation révolutionnaire doit « usurper le pouvoir » et réaliser, grâce à cet acte, « un renversement économique ». Pour Marx et Engels, au contraire, la puissance de l'Etat ne doit être conquise que pour détruire un bastion du capitalisme et pour libérer la puissance de la *société* de ses dernières entraves.

Si on conçoit le Parti comme devant, avant tout, être organisé pour le soulèvement armé, on comprend que Trotsky puisse écrire : « *Le moyen essentiel de la révolution prolétarienne, c'est le Parti.* » Mais qu'en était-il en octobre 1917 ? Ici s'opposaient deux points de vue. Selon le premier, « *la préparation du soulèvement et la conduite de celui-ci seront réalisées par le Parti et au nom de celui-ci et c'est seulement la victoire qui sera entérinée par le congrès des soviets.* » D'après ce qui précède nous pourrions penser qu'il s'agit là de l'opinion de Trotsky. On en est loin ! Il s'agit du point de vue de Lénine sur « l'art de l'insurrection armée ». Le Comité central, à la requête de Trotsky, n'adopta pas cette motion, mais sa propre position, ce qui donne : « *le soulèvement a été conduit dans le sillage des soviets et, sur le plan de l'agitation, lié au IIe congrès des soviets.* »

Trotsky se dépêche d'ajouter que « *cette discordance* » entre Lénine et lui « *n'était pas une question de principe, mais une pure question tactique.* » Nous lui en donnons volontiers acte et nous examinerons alors sa conception plus particulièrement en relation avec le rôle que, selon lui, les conseils doivent jouer à côté du Parti. Nous avons déjà l'impression que la conduite du soulèvement dans le sillage des soviets et sa liaison avec le deuxième congrès des soviets ne sert qu'à « masquer

76 L. Trotsky, *1917. Die Lehren der Revolution* (1917, les leçons de la révolution). Préface de Paul Lévi, Berlin 1925, p. 15, 20-24, 58, 60-64, 78-79.

» la prise du pouvoir par le Parti. D'ailleurs Trotsky n'en fait pas mystère. Il écrit plus loin que « *les préparatifs du soulèvement avaient été masqués sous les préparatifs du IIe Congrès des soviets, en utilisant le prétexte qu'il fallait protéger celui-ci.* » Trotsky réussit, grâce à ce prétexte, un joli coup tactique : faire rapporter, à la suite d'une protestation du soviet de Pétrograd, une décision de Kerensky envoyant au front les deux tiers de la garnison péterbourgeoise, et, le 16 octobre, créer le Comité révolutionnaire pour la guerre qui ordonna le maintien de troupes à Pétersbourg. Après quoi le soulèvement, comme le prétend à juste titre Trotsky, était déjà pratiquement victorieux, et il faut aussi remarquer que Lénine n'avait pas tout à fait saisi ce que signifiait cette situation puisqu'il se trouvait, lui-même, hors de Pétersbourg.

« *En réalité nous avons eu affaire à un soulèvement armé, bien que non sanglant, des régiments de Pétrograd, contre le gouvernement provisoire, qui se fit sous la conduite du Comité révolutionnaire pour la Guerre, et sous couvert d'avoir à protéger le IIe congrès des soviets, qui devait décider du sort du gouvernement.* »

Ce soulèvement « tranquille », presque « légal », du 16 octobre seul a permis, selon Trotsky, de faire coïncider la date de la prise du pouvoir avec celle de la réunion du IIe congrès des soviets (25 octobre). Et ceci ne fut possible que grâce au double pouvoir, c'est-à-dire grâce au droit que possédaient les conseils de contrôler les décisions du gouvernement provisoire et de les modifier. « *Ainsi avons-nous pu, grâce aux traditions et aux habitudes légalisées du double gouvernement, masquer le soulèvement effectif de la garnison de Pétrograd.* » Autrement dit, Trotsky a utilisé les conseils pour masquer le soulèvement armé du parti bolchevique, et utilisé « *le cadre de la légalité soviétique pour y couler le soulèvement bolchevique.* » « *Sous le couvert du mot d'ordre du combat pour le IIe congrès nous nous sommes emparés des armes de l'armée révolutionnaire.* » Nous apprenons, du même coup, ce que les bolcheviks entendent par « mot d'ordre ». Trotsky revient encore une fois sur sa « divergence tactique » avec Lénine et ceci de manière tout à fait remarquable : « *L'organisation du soulèvement armé avec comme consigne : la prise du pouvoir par le Parti, est une chose ; la préparation et ultérieurement la menée à bien de l'insurrection avec comme mot d'ordre : défense des droits du congrès des soviets, est tout à fait autre chose.* »

Ainsi on voit à quel point peuvent différer une *consigne* et un *mot d'ordre* : autant que la vérité et le mensonge. Trotsky pourtant nous annonce que le IIe congrès des conseils non seulement devait fixer le sort du gouvernement provisoire, mais aussi résoudre la question du pouvoir. Est-ce que ceci signifie une reconnaissance du système des conseils, avec l'intention de le renforcer et de lui remettre la responsabilité politique ? Trotsky donne à cette question une réponse aussi claire que cynique : « *La coïncidence dans le temps entre le soulèvement et le IIe congrès des soviets ne signifie en aucune manière que nous nourrissions l'espoir naïf (! [N.d.A.]) que ce congrès résolve de lui-même la question du pouvoir. Un tel fétichisme de la forme soviétique nous était parfaitement étranger.* »

Mais peut-être que les travailleurs, marins et soldats de Pétersbourg et Cronstadt nourrissaient ce genre d'« espoir naïf » ? Et peut-être que le « mot d'ordre » a renforcé ces espoirs naïfs ? Peut-être ont-ils cru, eux aussi, aux prétextes mis en avant par les bolcheviks ? Quant au gouvernement provisoire, il est douteux qu'il y ait cru, ce que Trotsky laisse entendre : « *ces gens croyaient en fait qu'il s'agissait pour nous de parlementarisme soviétique (! [N.d.A.]), d'obtenir du nouveau congrès une résolution sur la question du pouvoir, sur le modèle des résolutions prises par les soviets de Moscou et Pétrograd.* » Trotsky, en 1905 comme en 1917, pensait que les conseils constituent la « *forme organisationnelle naturelle* » du mouvement des ouvriers et des soldats, mais il partage l'idée de Lénine qu'il ne s'agit que d'organes de lutte pour le pouvoir... du Parti. Dès qu'ils se créent spontanément, ils doivent servir de marche-pied au Parti dans la prise du pouvoir. « *On ne doit pas oublier que les soviets s'étaient créés dans la période "démocratique" de la révolution russe, qu'ils furent alors légalisés, puis qu'ils passèrent de notre côté et c'est nous qui en avons fait quelque chose d'utilisable.* »

Cependant les bolcheviks savaient parfaitement que « *dans la conscience populaire les*

soviets étaient les détenteurs du pouvoir ». Et si les conseils n'avaient pas voulu se laisser utiliser ? Et bien, qu'ils aillent au diable ! Il aurait fallu alors, comme le fit Lénine en juillet 1917, ouvrir les « hostilités » contre eux, mener une lutte « contre le fétichisme de la forme organisationnelle soviétique ». Par ailleurs, Trotsky, parlant du nouveau mouvement révolutionnaire des années 1914-15 qui selon toute vraisemblance, n'a pu se développer complètement à cause de la déclaration de guerre, s'exprime en ces termes : « *Il est très probable que si la révolution victorieuse avait pris le chemin que lui avaient ouvert les événements de juillet 1914 (que l'on s'imagine un appel simultané de la social-démocratie et des syndicats allemands à la grève de masse contre la guerre ! [N.d.A.]), après l'élimination du tsarisme, tout le pouvoir serait revenu aux soviets révolutionnaires des travailleurs, qui auraient attiré à eux les masses paysannes par l'intermédiaire des "narodniks" de gauche (c'est-à-dire le premier moment ! [N.d.A.]).* »

Il ne fait strictement aucun doute que Trotsky est convaincu que tout mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière prend la forme organisationnelle des conseils, qui se trouvent alors devant le dilemme décisif : « *soit disparaître, soit prendre réellement le pouvoir* ». Mais le côté bolchevique de Trotsky ressort aussitôt : « *les conseils ne peuvent pas prendre le pouvoir en tant que coalition démocratique des travailleurs et des paysans, constituée par la réunion de nombreux partis, mais seulement par la dictature prolétarienne qui ne peut être exercée que par un seul parti...* »

Et si les conseils n'avaient pas voulu se laisser conduire par un seul parti ? Alors, nous dit Trotsky, « *si la révolution était passée par dessus notre parti, nous aurions fait l'expérience d'un soulèvement des masses ouvrières et paysannes sans la direction du parti.* » Et si un ouvrier était tenté de dire : « Et alors ? », Trotsky lui répond par avance : « *en d'autres termes, nous aurions connu une catastrophe.* » Peut-être que notre ouvrier aurait répondu : « Pour le Parti ! ». Mais voici ce que Trotsky prétend : « *Sans le Parti, si celui-ci démissionne, ou s'il n'y a qu'un semblant de parti, la révolution prolétarienne ne peut vaincre. Telle est la leçon fondamentale des dix dernières années.* »

Avec le recul de quelques décennies, nous sommes arrivés à la conviction que ce sont toujours les partis qui ont arraché la victoire des mains du prolétariat. Et à l'époque où Trotsky écrivait la phrase ci-dessus, il y avait déjà trois ans que Cronstadt avait fourni la démonstration russe de ce que nous avançons. En Russie c'est justement le parti bolchevique qui a liquidé la révolution ouvrière. L'enseignement de l'histoire nous montre que la révolution ouvrière socialiste a, jusqu'à présent, exprimé ses principes d'organisation sous la forme de conseils. Et c'est Trotsky qui, au contraire, prétend « *former au but voulu* » les soviets, c'est-à-dire en faire « *une forme de combat vivante et souple* » adaptée à la prise du pouvoir par le Parti, mais « *pas un principe d'organisation qui s'insinuerait dans le parti et viendrait gêner son développement naturel* ». On pourrait penser simplement que Trotsky finirait par en avoir assez d'une forme d'organisation qui, bien que se refusant au principe des conseils, est condamnée à une « *dégénérescence* » inévitable. Mais on voit sans arrêt Trotsky ne rien trouver à reprocher aux principes bolcheviques d'organisation et domination des masses, « *en dernière analyse* », si ce n'est *qu'il n'est pas à leur tête !*

Pour en terminer avec notre analyse de la brochure écrite par Trotsky contre la troïka Kamenev-Zinoviev-Staline, il nous reste à examiner un point qui nous intéresse particulièrement. Trotsky formule les conditions préalables de l'« *art de l'insurrection armée* » qui permettent à un parti bolchevique de prendre le pouvoir ; les principes de Lénine n'y jouent pas un rôle spécial car ils ne sont valables que dans les conditions russes : « *Notre analyse fondamentale et notre examen incontestable nous conduisent à penser que le processus de prise du pouvoir en Amérique et en Europe rencontrera une résistance beaucoup plus opiniâtre et décidée que chez nous de la part de la classe dominante. Ceci nous contraint à traiter l'insurrection armée et la guerre civile, dans les faits, comme un art.* »

Voilà pourquoi Trotsky prétend que la conception bolchevique du mouvement ouvrier qui, selon ses propres mots, n'est pas au premier chef orientée vers la « *politique au sens large* », mais

vers la « guerre au sens restreint », a une valeur et une signification pour les pays beaucoup plus développés socialement et industriellement de l'Europe et de l'Amérique. Notre examen de ce livre de Trotsky qui ouvrit le combat contre le stalinisme, montre que son auteur n'a pas abandonné le moindre des principes fondamentaux du bolchevisme, mais qu'au contraire il s'y livre à une certaine reformulation *doctrinaire*, à un raidissement *dogmatique*.⁷⁷

En 1924, Trotsky composa donc son ouvrage polémique : *1917*. Il se trouvait déjà entraîné dans un débat difficile avec le parti bolchevique. Selon lui ce dernier s'était écarté du « léninisme », mais Trotsky n'en continuait pas moins de prétendre que si Lénine était mort, le léninisme était bien vivant : « *Il vit dans le Parti qu'il a fondé, il vit dans le premier Etat ouvrier, à la tête duquel il se trouvait et qu'il dirigeait.* » (Tiflis, 22/1/1924). On voit déjà là poindre cette « mythification » du dirigeant, dont le Parti doit être l'incarnation. De même que l'Eglise chrétienne est le corps du Christ, de même le Parti bolchévique donne un corps à l'esprit, au génie de Lénine : « *Lénine était un génie, et un génie il n'y en a qu'un par siècle. L'histoire mondiale ne connaît que deux génies qui aient conduit la classe ouvrière : Marx et Lénine. Certes, disposer du parti le plus puissant et le plus discipliné ne crée pas un génie, mais le Parti peut s'efforcer, dans la mesure du possible, de remplacer un génie, aussi longtemps que celui-ci fait défaut, par un redoublement des efforts collectifs.* »

Voilà ce que déclarait Trotsky pendant la grave maladie de Lénine, le 5 avril 1923, dans son rapport à la VIIe Conférence panrusse du Parti, c'est-à-dire à un moment où Lénine n'était pas encore mort. Cette thèse veut tout simplement dire que pendant le long laps de temps que représente un siècle, le parti bolchevique devra se comporter en substitut d'un génie ! Il doit pour ainsi dire vivre « dans l'esprit » de son fondateur, cela vaut bien entendu du parti de Lénine que celui-ci a façonné en « aristocratie du prolétariat », comme dit Trotsky. (Mais qu'avait donc Lénine contre l'« aristocratie ouvrière » anglaise ?). Il y a comme on sait une idéologie du génie, et le marxiste autrichien Edgar Zilsel va jusqu'à parler de *religion du génie*. Le mouvement ouvrier ne devrait guère en connaître les méfaits si on en croit les vers de sa chanson, *l'Internationale* :

« *Il n'est pas de sauveur suprême
Ni dieu, ni César, ni tribun
Producteurs sauvons-nous nous-mêmes...* »

Mais là-dessus Trotsky a son avis, lui le créateur du mythe de Lénine : « *Nous chantons : Il n'est pas de sauveur suprême... ni tribun... Cela est parfaitement exact, seulement au sens ultime de l'Histoire ; ce qui veut dire que même sans l'existence de Marx et d'Oulianov Lénine, la classe ouvrière finirait par triompher. La classe ouvrière aurait forgé elle-même les idées et les méthodes dont elle aurait eu besoin, mais plus lentement.*⁷⁸ » Trotsky nous a pourtant dit que la révolution ouvrière ne peut vaincre sans le parti bolchevique que Lénine a fondé. Cependant la classe ouvrière a créé ses « méthodes », les conseils, et ceci sans Lénine et avant lui, et pas plus lentement mais plus vite.

Il ne s'agit pas seulement pour les bolcheviks de raccourcir le chemin que doit parcourir le mouvement ouvrier pour s'affranchir de la domination du capital ; il ne s'agit même pas du Parti tel que pouvait le concevoir Rosa Luxemburg, mais bien d'une caste nouvelle qui réclame le pouvoir, et qui s'est constituée dans le feu d'une révolution paysanno-bourgeoise à partir des porteurs « du génie du capitalisme », pour parler comme Alexandra Kollontaï. Cette caste se dote avec le parti bolchevique d'une organisation militaire qui puisse fonctionner comme « état-major général de la révolution mondiale » et lui permettre d'évincer la classe dominante, et de prendre sa place. D'ailleurs Lénine, en septembre 1917, parlait de mettre le parti bolchevique à la place de la caste

⁷⁷ *Id.*

⁷⁸ L. Trotsky, *Über Lenin. Material für eine Biographie* (Sur Lénine. Matériel pour une biographie), Berlin 1924, p. 166, 168 et 171.

des Junkers. Mais on peut quand même se faire une conception différente d'un parti et de son rôle, comme par exemple celle que se faisait le *Spartakusbund*, le mouvement communiste allemand pré-bolchevique. « *La Ligue Spartacus n'est pas un parti qui voudrait arriver par dessus les masses ouvrières ou par ces masses elles-mêmes, à établir sa domination ; la Ligue Spartacus veut seulement être en toute occasion la partie du prolétariat la plus consciente du but commun : celle qui à chaque pas du chemin parcouru par toute la large masse ouvrière, rappelle celle-ci à la conscience de ses tâches historiques ; celle qui représente dans chaque stade particulier de la révolution son aboutissement final et, dans chaque question locale ou nationale, les intérêts de la révolution mondiale des prolétaires... Si Spartacus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable de la grande majorité des masses prolétariennes dans toute l'Allemagne et pas autrement que comme la force de leur conscience adhésion aux perspectives, aux buts et aux méthodes de lutte propagées par La Ligue Spartacus... La victoire de Spartacus ne se place pas au commencement mais à la fin de la révolution ; elle est identique à la victoire définitive des masses aux millions de têtes qui ne font que s'engager aujourd'hui sur le chemin du socialisme.*⁷⁹ » Nous pensons qu'entre cette conception « luxemburgiste » du rôle du parti et celles des bolcheviques, développés par Lénine et Trotsky, il y a un énorme fossé, tout un monde.

Même après qu'il ait été chassé du pouvoir, banni puis exilé, Trotsky n'abandonna jamais le point de vue fondamental de Lénine sur la « déviation » anarchiste et syndicaliste tel qu'il l'exprima devant le Xe congrès du Parti en mars 1921 : « *Le marxisme enseigne (...) que le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste, est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est le seul capable (...) de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat et, par son intermédiaire, guider toutes les masses laborieuses. Autrement la dictature du prolétariat est impossible.*⁸⁰ »

Trotsky s'exprime de manière quelque peu lapidaire en disant que « *pour tout bolchevik, l'axiome inviolable du léninisme* » c'est que « *la dictature du prolétariat ne peut et ne doit être réalisée que par la dictature du Parti.* » On remarquera les mots *peut* et *doit*.⁸¹ Ceci veut évidemment dire que Trotsky ne combat pas dans la Russie stalinienne la dictature du Parti, mais qu'il aurait voulu « *renouveler le Parti en détruisant la dictature de l'appareil bureaucratique* ». ⁸² Par conséquent, il ne s'agit que de mettre les trotskystes à la place des stalinien. Déjà, à Alma Ata, Trotsky avait demandé dans sa déclaration au VIe congrès international du Komintern, le 12 juillet 1928, la « *réintégration dans le Parti des bolcheviks-léninistes (Opposition)* ». Et dans la « lettre ouverte » de 1932, les trotskystes demandaient le « *rappel des camarades Trotsky, Rakovsky et les autres combattants d'Octobre, à la tête du Parti communiste mondial.*⁸³ »

C'était en 1932. Je ne militais moi-même que depuis trois ans au sein des jeunesses socialistes et syndicalistes libres. J'avais toutefois commencé à étudier Marx et j'avais lu quelques écrits de Rosa Luxemburg. Je commençais à remettre en question l'enseignement de Lénine, et au sein du S.A.P.[*] et du S.J.V[**], je défendais le « luxembourgisme » contre la minorité oppositionnelle du K.P.D. (Parti communiste d'Allemagne). Je connaissais déjà un peu l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Un jour quelqu'un nous passa une brochure dont nous ne pûmes lire certains passages qu'en hâchant la tête. C'était un texte de Trotsky intitulé : *Le destin du prolétariat allemand*, où celui-ci s'efforçait de montrer clairement à la classe ouvrière ce qu'elle avait à faire.

79 Cf. A et D. Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin, 1918-1919*, Ed. Spartacus, Paris 1977 (1948), p. 97.

80 V.I. Lénine, *Avant-projet de résolution du Xe congrès du parti communiste de Russie sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti*, (8 mars 1921), O.C., XXXII, 257 (O.Ch., III, 696).

81 L. Trotsky, *Die wirkliche...*, op. cit., p. 100.

82 L. Trotsky, *Erfolge des Sozialismus und Gefahren des Abenteuerums* (Succès du socialisme et dangers de l'aventurisme), in *Die Aktion*, XXIe année, cahier 1/2, avril 1931, p. 16.

83 L. Trotsky, *An den VI. Weltkongress der Komintern* (Adresse au VIe congrès du Komintern), in *Die Aktion*, XVIIIe année, cahier 10-12, mi-décembre 1928, p. 209 et in *Permanente Revolution*, organe des trotskystes allemands, 1932, n° 6.

Tout d'abord il apprenait aux ouvriers allemands, qui avaient eu comme dirigeante et comme « enseignante » une Rosa Luxemburg, qu'ils étaient purement et simplement, « *en soi* », du « *matériel bon pour l'exploitation* » et que ce n'était que « *par l'intermédiaire du Parti* » qu'ils pourraient devenir une classe « *pour soi* ». « *Le parti est l'organe historique par l'intermédiaire duquel la classe atteint à la conscience de soi.* » Il qualifiait notre thèse, selon laquelle la classe est au-dessus du Parti, de théorie petite-bourgeoise fautive et réactionnaire. Nous baissâmes la tête tout penauds devant cet argument si puissant. Mais nous aurions bien voulu savoir *comment* les ouvriers, à l'aide du Parti, pourraient atteindre à la conscience. Nous lûmes alors ce paragraphe : « *La marche de la classe vers la conscience de soi, c'est-à-dire la formation par écrémage du parti révolutionnaire, qui entraîne le prolétariat derrière lui, est un processus compliqué et contradictoire.* »

Perplexes, nous hochâmes de nouveau la tête, car en effet la chose était compliquée et contradictoire :

1) ce n'est que par l'intermédiaire du Parti que le prolétariat peut accéder à la conscience de classe.

2) le Parti s'« écrème » pendant que la classe marche – apparemment spontanément vers la conscience de classe.

Alors nous nous mîmes à phosphorer, à presser nos méninges, à torturer notre entendement dialectique, pour réussir à comprendre comment une classe déjà en marche vers la conscience de classe pourrait tout d'abord « écrémer » le Parti, sans lequel elle ne pourra jamais accéder à la conscience de classe.

A cette époque, nous étions en pleine discussion sur le problème du *front uni* et nous nous disputions sur la question de savoir si, en Russie, les conseils détenaient véritablement le pouvoir ou non. Trotsky nous apprit alors que les conseils étaient « *uniquement la représentation de classe du prolétariat* », mais qu'ils ne possédaient « *en soi et pour soi* » « *aucune force miraculeuse* ». (Celle-ci était apparemment réservée au Parti et à son génie.) Là-dessus Trotsky expliquait que « la grande fonction historique » des soviets en Allemagne c'est de devenir l'organe du front uni prolétarien. Mais en examinant les choses de plus près, nous en vîmes à découvrir que s'il fallait construire des conseils allemands à la sauce du parti bolchevique ce n'était que pour conduire les masses ouvrières de la social-démocratie et des syndicats libres sur une autre voie, et les amener sous la direction du Parti. Là, c'en était trop : « *Si le parti communiste avait la chance dans la période préliminaire d'éliminer tous les autres partis politique des rangs des travailleurs et de réunir sous sa bannière, politiquement et organiquement, l'énorme majorité des travailleurs, il n'y aurait plus en aucune façon besoin de soviets.*⁸⁴ »

Autrement dit, le besoin de soviets ne se fait sentir que tant que le parti bolchevique n'a pas encore pu regrouper le prolétariat derrière lui. Nous rejetâmes alors le trotskysme, qui de plus, à cette époque, bénéficiait d'un appui particulier de la part de l'appareil du parti social-démocrate. (A Dresde, la brochure de Trotsky : *Le fascisme va-t-il réellement gagner ?* fut distribuée gratuitement à tous les fonctionnaires du S.P.D. !) Nous fîmes nôtre la question posée en octobre 1932 par le groupe social-démocrate de gauche Roter Kämpfer : *Le trotskysme peut-il réellement gagner ?*, pour y répondre par un *Non* énergique. Nous étions d'accord avec ce groupe pour estimer que : « *Trotsky, avec sa conception, montre à quel point il est proche de son ennemi Staline sur la question des conseils.*⁸⁵ » Nous cessâmes d'entendre parler de Trotsky (et du trotskysme) jusqu'à son assassinat le 20 août 1940, et de toucher à sa littérature.

En 1945 nous fûmes heureux d'avoir pu sauver cet écrit et d'autres plus anciens et d'en avoir retrouvés aussi entre les mains de camarades. Il était en revanche difficile pour ne pas dire

84 L. Trotsky, *Was nun ? Schicksalsfragen des deutschen Proletariats* (Et maintenant ? Questions cruciales du prolétariat allemand), Berlin, 1932, 2ème édition, p. 24 et 54.

85 *Kann der Trotzkismus wirklich siegen ? Grundlinien einer Trotzki-Kritik* (Le trotskysme peut-il réellement triompher ? Fondements d'une critique de Trotsky), Berlin oct. 1932, par le groupe Roter Kämpfer.

impossible de trouver des écrits de Trotsky de la période 1933-1940. Je finis pas en trouver quelques uns, soit ronéotés soit tapés à la machine, traduits en allemand de l'américain. Je me mis à les lire et je fus saisi de constater que cet homme supérieur n'avait plus été capable d'apprendre quoi que ce soit après 1933. Ainsi, après la liquidation de toute la « vieille garde » bolchevique en 1937, il n'en déclara pas moins que le bolchevisme est la « seule forme du marxisme » pour notre époque et que le parti bolchevique a « établi pour la première fois, les rapports entre l'avant-garde et la classe ». Quant aux conseils, voilà maintenant que, selon lui, ils n'étaient « que » la « forme la plus organisée de la liaison entre l'avant-garde et la classe ». Et toujours, le refrain : le prolétariat ne peut « prendre le pouvoir que dans la personne de son avant-garde », et : aussi bien la révolution que la dictature du prolétariat ne peuvent être menées à bon port, en tant qu'objectifs de la classe, que sous la « conduite de l'avant-garde ». « Sans confiance de la classe dans son avant-garde, sans soutien de l'avant-garde par la classe, il ne peut être question de prendre le pouvoir. »

Le prolétariat ne peut pas prendre le pouvoir « sans la direction politique d'un parti qui sait ce qu'il veut ». ⁸⁶ En 1937, Trotsky ne pouvait évidemment pas contester que « le règne du parti unique ait servi de point de départ juridique au système totalitaire stalinien », mais cela ne l'empêchait pas d'écrire, encore en janvier 1940 : « Il est exact que pour asseoir en droit sa dictature la bureaucratie soviétique se soit appuyée sur le centralisme démocratique, mais avec son développement elle a changé ce principe en exactement son contraire. Mais cela ne jette évidemment pas le moindre discrédit sur la méthode du bolchevisme. »

Jusqu'à peu de temps avant sa mort, le bolchevisme est resté à ses yeux « le phénomène (...) de la prééminence du parti révolutionnaire » et il confirmait une fois de plus : « En entrant dans le parti bolchevique, Trotsky a reconnu complètement et de tout coeur le bien fondé de la méthode de Lénine, celle de la construction du Parti. »

Ce parti prééminent est et reste une organisation minoritaire. C'est un cadre militaire, chaque membre du Parti devant se considérer comme un « officier de l'armée prolétarienne ». ⁸⁷ Trotsky écrit ce genre de phrase, et bien d'autres à consonance presque toujours militaire ou mécaniste, compare le mouvement ouvrier avec une armée en campagne, conçoit le parti des ouvriers comme un état-major... et se déchaîne contre *thermidor* et le *bonapartisme* !? En 1929, il prévoit comme « variante actuelle du bonapartisme » l'installation « d'une dictature militaire pure et simple » ⁸⁸, en 1937 il admet que « la réaction thermidorienne de Staline s'accompagne de la reconstruction de la société soviétique au profit d'une minorité privilégiée ». Mais jamais il n'a la capacité de se poser la question, et à plus forte raison d'y répondre par une étude scientifique (historico-critique), de savoir dans quelle mesure, justement, les principes du bolchevisme n'ont pas correspondu à cette évolution thermidorienne en bonapartisme, ou ne l'ont pas facilitée. Et cela vient tout simplement de ce que Trotsky *lui-même* ne peut poser cette question car elle revient à se demander si ce n'est pas lui, en tant que détenteur du pouvoir à l'époque du communisme de guerre, en tant que créateur et organisateur de l'Armée Rouge, en tant que défenseur d'un programme dont les principes d'organisation revenaient à procéder à une « militarisation du travail » dans l'industrie et de toute la classe ouvrière russe, lui donc qui, loin de jeter comme il s'en est vanté si souvent de manière emphatique, les « fondements du socialisme », avait plutôt créé les bases du bonapartisme. Comme il ne se pose pas ce genre de question et que les trotskystes, lorsqu'on en parle, baissent pudiquement les yeux, c'est nous qui le ferons pour déterminer de quoi sont faits ces fondements de l'« Etat ouvrier » installé en Russie avec l'aide de Trotsky.

Berlin Wannsee, 21-27 janvier 1952

86 L. Trotsky, *Stalinismus und Bolschewismus* (Stalinisme et bolchevisme), Numéro spécial du journal *Der Marxist* (1ère année n° 3), p. 9-12.

87 L. Trotsky, *D'une égratignure au danger de gangrène, polémique contre Schachtman*, datée de Coyoacan, 24 janvier 1940, tr. fr. in *Défense du Marxisme*, EDI, Paris 1972, p. 22.

88 Cf. note 55, p. 298.

Sur la théorie de l'« Etat ouvrier » en Russie

Natalia Trotsky a suivi l'exemple de Kroupskaïa, la veuve de Lénine. De même que celle-ci s'était élevée contre les « léninistes » au nom de Lénine, de même, en 1951, Natalia Trotsky s'est opposée aux « trotskystes ». Ce n'est que récemment que nous avons pu avoir une version allemande de sa lettre de rupture adressée à la IVe Internationale.⁸⁹ La raison de cette rupture est avant tout liée au fait que les trotskystes veulent maintenir la définition de l'Etat stalinien comme « Etat ouvrier ». Elle refuse d'admettre que aussi bien la Russie que les Etats d'Europe orientale, qui sont encore sous la botte des troupes russes, sont des « Etats ouvriers » et d'attribuer à la bureaucratie stalinienne de ces pays un rôle progressiste et, a fortiori, révolutionnaire. Mais ce que Natalia Trotsky peut le moins supporter, c'est la position de la IVe Internationale sur la guerre, selon laquelle, au cas où une troisième guerre mondiale éclaterait, la classe ouvrière internationale devrait soutenir l'Etat stalinien. Elle termine en disant que c'est avec la plus grande amertume qu'elle a lu le message qui lui a été envoyé par le dernier congrès du Socialist Workers Party. Selon ce message, les idées de Trotsky continuent de guider les membres de la IVe Internationale, mais Natalia estime qu'aujourd'hui, le 9 mai 1951, Trotsky lui-même, à un moment où Staline n'a rien laissé de la patrie socialiste, penserait qu'il faut abandonner la thèse de l'« Etat ouvrier ».

Bien entendu les trotskystes ne sont pas restés sans répondre. Le 29 mai 1951, le SWP de New York envoya à Natalia Trotsky une déclaration, dans laquelle il commençait par accepter que l'on rediscute la question de l'*Etat ouvrier*, affirmant que sur ce point le SWP n'avait pas encore arrêté sa position définitive, mais qu'il continue néanmoins à « *défendre et soutenir l'économie planifiée* ». Il ne voit dans les arguments de Natalia Trotsky contre la définition de l'URSS comme « *Etat ouvrier dégénéré* » que la répétition d'arguments avancés par l'« *opposition petite-bourgeoise Schachtman-Burnham* » dans les années 1939-40. Natalia Trotsky affirme sa conviction que l'Union soviétique est devenue un Etat capitaliste. Toutefois le SWP préfère « *la méthode et les conceptions de Trotsky* » et, par conséquent, s'en tenir à la ligne politique de « *défense de l'économie planifiée* » en Russie et, simultanément, d'« *opposition intransigeante au stalinisme* ». La déclaration cite des passages de Trotsky, choisis avec beaucoup de soin, où celui-ci prend position sur la politique extérieure et la politique de guerre de la Russie pendant la deuxième guerre mondiale, et ajoute cette phrase : « *Onze ans plus tard, nous ne voyons aucune raison de modifier notre position sur ce sujet ou sur d'autres.* »

Pour terminer, les trotskystes américains réaffirment qu'ils sont les « *disciples de L. D. Trotsky* » et que l'explication que celui-ci a donnée du caractère de l'Union soviétique et du stalinisme, les a fait se ranger sous sa bannière. Ils expriment finalement la conviction qu'en dehors du mouvement fondé par Trotsky, « *il n'y a aucune force révolutionnaire sérieuse de portée internationale* ».⁹⁰

Bien que nous soyons enclins à partager le point de vue de Natalia Trotsky sur le caractère de la Russie stalinienne, nous craignons cependant qu'en effet, ce ne soient pas les trotskystes, mais la veuve de Trotsky qui se soit écartée du « trotskysme ».

II

L'historien connaît toujours deux types de soucis : d'une part, il y a le fait que les documents

89 N. Trotsky, « Lettre au comité exécutif de la IVème Internationale », citée in J. Roussel, *Les enfants du prophète. Histoire du mouvement trotskyste en France*, Editions Spartacus, Paris 1972, p. 100 et 199.

90 *Pro und Contra*, Berlin, 2ème année, N° 9, septembre 1951, p. 132-134.

et les sources sont incomplets et incertains, de l'autre, le fait que le résultat de ses recherches le conduit souvent à détruire des mythes et des légendes, ce qui rend son travail impopulaire. Le mythe de la Révolution russe se présente en gros ainsi : couronnant une politique sans compromis, reposant sur le programme du parti léniniste et se coulant dans sa forme organisationnelle, un soulèvement armé, dirigé par les bolcheviks selon un plan soigneusement établi, fut déclenché en octobre 1917. Après sa victoire, la dictature du prolétariat, qui, hier encore, n'était qu'un projet, est entrée dans les faits, et ceci a rendu possible la construction d'un ordre social socialiste qui devient réalité. Mais les faits historiques qui s'opposent à cette légende sont tout simplement innombrables. En tout premier lieu, le fait qu'il n'y ait pas de capitalisme *russe* (nous entendons par là un capitalisme industriel moderne), mais bien un capitalisme *étranger* dans la Russie tsariste. « *En Russie, le capital s'est créé par l'intermédiaire du capital financier d'Europe occidentale (...) Chez nous, le capital financier des pays étrangers, France, Allemagne, Angleterre, etc., s'est introduit et a construit des usines gigantesques presque du jour au lendemain, sur une terre vierge, ici ou là (...) dans tout le sud et le sud-ouest du pays (...) Le capital d'Europe occidentale a transplanté ici des usines et des ateliers entiers et les a implantés d'un coup.* »

Déposséder ce capital, cela voudrait dire *nationaliser* au vrai sens de ce terme, et s'il s'ensuit que, de ce point de vue, la Révolution russe a été une révolution *nationale* qui, au premier chef, s'est opposée aux capitalistes français, allemands, anglais, etc., et pas tellement à la bourgeoisie industrielle autochtone. Celle-ci, dans la Russie d'avant la révolution, « *n'avait aucune force politique* » : « *aucune bourgeoisie (...) n'y exerçait encore une influence particulière.* »

C'est bien Trotsky qui a fait cette constatation, tout en montrant que l'indigente bourgeoisie russe dépendait complètement de l'« *énorme puissance financière* » internationale.⁹¹ Si Trotsky était au courant de cet état de faiblesse, comment pouvait-il alors, avant Brest-Litovsk (mars 1918), espérer la compréhension des représentants militaires du capital financier allemand et solliciter l'aide des représentants militaires du capital financier français et anglais ? C'est pourtant ce que le capitaine Jacques Sadoul, témoin absolument irréfutable et alors membre de la mission militaire française, nous apprend : « *En décembre (1917), en janvier, en février (1918), vingt fois Lénine et Trotsky, atterés par les menaces de l'ennemi (l'Allemagne), impuissants à reconstituer seuls l'armée russe en déliquescence, demandèrent, par mon intermédiaire, l'appui des missions alliées, des forces militaires de l'Entente. A cette collaboration, ils posaient une seule condition : la garantie que les Alliés n'attenteraient pas à l'existence du gouvernement ouvrier et paysan. A ces sollicitations désespérées, les représentants de l'Entente opposèrent toujours un refus formel.* »⁹²

Voici un autre fait : à peine les bolcheviks avaient-ils secoué le joug du capital financier étranger qu'ils se dépêchaient de se remettre sous la dépendance d'un autre. Déjà en janvier 1918, le directeur de la Nya-Bank de Stockholm, Aschberg, se trouvait en Russie pour obtenir des bolcheviks une licence d'exportation pour une quantité importante d'huile à machine. Tirant le bilan de ses impressions sur ses partenaires commerciaux bolcheviks devant un journaliste du *Politiken*, journal socialiste de gauche de Stockholm, il affirmait sa conviction que le capital financier pouvait faire des opérations très profitables avec les bolcheviks.⁹³

Un autre fait est que Lénine et Trotsky voulaient, avec l'aide du « gouvernement ouvrier et paysan », transposer en Russie l'économie de guerre allemande de 1914-18, ce qui eut comme premier effet de mettre à mal, pour l'essentiel, tout le socialisme de leurs premières mesures économiques.⁹⁴ Et pour en venir à l'« Etat ouvrier », c'est Lénine lui-même qui, le 30 décembre 1920, le qualifia d'abstraction, parce que l'Etat bolchévique « n'était pas complètement un Etat

91 L. Trotsky, *Die Sowjetmacht und der internationale Imperialismus*, op. cit., p. 21-22.

92 Capitaine Jacques Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique*, Maspéro, Paris 1971, Lettre à A. Thomas du 26 juillet 1918, p. 431-32.

93 Vladimir Kossowski, *Das bolschwistische Regime in Russland*, op. cit., p. 37.

94 Cf. mon article, « Lenins Staatskapitalismus, 1917-1922 » (Le capitalisme d'Etat de Lénine, 1917-1922) in *Funken*, 2ème année, N° 7, décembre 1951, p. 3 et ff.

ouvrier », mais un « Etat ouvrier présentant une excroissance bureaucratique ». ⁹⁵ Pourtant, au sens bolchevique du terme, il ne peut être question d'Etat ouvrier ou de dictature du prolétariat que si s'exerce la dictature du Parti. Et c'est ce qui nous permet de résoudre l'énigme posée par l'affirmation de Boukharine au Xe congrès du Parti (mars 1921) selon laquelle, si l'on voulait prendre au sérieux la « *démocratie ouvrière* », « *la dictature du prolétariat ne pouvait se maintenir une seconde* ». Pardi ! Elle ne peut être exercée *que* par l'« avant-garde de la classe ouvrière », le parti bolchévique. ⁹⁶ Pourtant au même congrès, où on refusait ainsi la démocratie ouvrière, Lénine dut reconnaître que l'on n'avait pas la force de mener une lutte décisive contre les « excroissances bureaucratiques » de l'Etat ouvrier.

A la lumière de tels faits, qui existaient déjà dans les premières années de la dictature du parti bolchevique, que peut bien vouloir dire la définition de la Russie comme Etat ouvrier ? De quelle structure économique s'agit-il dans ce pays ?

III

Lorsque l'opposition trotskyste en Russie, dans son appel au VIe congrès du Komintern (1928), exprime encore sa conviction ferme que « le détenteur réel du pouvoir soviétique est toujours le prolétariat », cela ne veut pas dire grand chose, sauf que toujours l'avant-garde de la classe ouvrière, le parti bolchevique, dirige le pouvoir soviétique. Si on pose la question de la structure économique du socialisme que l'on prétend construire en Russie, on obtient bien de Trotsky toute une série de réponses pleines d'enseignements. Une fois il parle des « *avantages énormes* » qui « *résultent de la révolution socialiste* », et il nous présente comme telle l'« *étatisation du sol, des moyens de production, des banques et des organes centraux de l'administration.* » Que devons-nous entendre par étatisation des organes centraux de l'administration ? Rien si ce n'est la réalisation d'un point du programme du parti bolchevique qui recommande l'enrôlement obligatoire dans le Parti de tout membre d'un soviet remplissant une fonction déterminée dans l'administration de l'Etat ? Quoi qu'il en soit, les « énormes avantages » tirés de la révolution socialiste de 1917 semblent s'être concentrés sur un point : *l'étatisation*. C'est pourquoi, lorsque Trotsky et ses partisans affirmèrent devant le Komintern que « *ceux de nos partisans qui nient le caractère prolétarien de notre parti et de notre Etat et le caractère socialiste de la construction de l'Union soviétique, nous les combattons impitoyablement et nous les chassons de nos rangs* », cela voulait dire : le caractère socialiste de la construction économique de la Russie est garanti par l'étatisation, le caractère prolétarien de l'Etat est garanti par la dictature du prolétariat, laquelle est garantie par la dictature du Parti qui doit rester l'avant-garde du prolétariat. Pourtant, Trotsky polémique avec Molotov qui soutenait la théorie selon laquelle il était impossible de rapprocher les travailleurs de l'Etat, ou l'Etat des travailleurs, puisque l'Etat était déjà en soi un Etat ouvrier. Trotsky y voyait la « *plus vicieuse formule bureaucratique que l'on puisse imaginer* ». ⁹⁷ Mais peut-être Molotov n'avait-il fait que tirer une conclusion ironique des thèses trotskystes ?

Lorsque Staline imposa sa thèse de la « *construction du socialisme dans un seul pays* », Trotsky commença à restreindre notablement les effets de la « *révolution socialiste* » en Russie et à tempérer quelque peu son application du « *caractère socialiste* » de l'économie russe. Répondant à Staline qui prétendait qu'en Russie le socialisme était déjà réalisé à 90 % (il s'appuyait ici manifestement sur une déclaration de Lénine), Trotsky, après le VIe congrès du Komintern, fit une déclaration sur le programme du Komintern dans laquelle il demandait qu'au lieu de tels mensonges l'on dise ceci au prolétariat russe : « *Au niveau actuel (1928) de notre économie et dans l'état de nos conditions d'existence et de culture, nous sommes beaucoup plus près d'une société capitaliste, et*

95 V.I. Lénine, *Les syndicats et la situation actuelle*, O. C., XXXII, p. 13; *La crise du parti*, O.C., XXXII, p. 51.

96 L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, op. cit., p. 100.

97 *Id.*, p. 69, 84, 145 et 285.

même d'une société capitaliste encore arriérée et non civilisée, que d'une société socialiste. » Trotsky estimait encore à cette époque que le socialisme ne pourrait être édifié en Russie que lorsque le prolétariat aurait pris le pouvoir dans les pays développés.⁹⁸

Finalement, Trotsky alla si loin dans sa critique du stalinisme qu'il en arriva à décrire la victoire de Staline, non seulement comme le triomphe des tendances modérées, conservatrices, bureaucratiques et nationalistes, mais même comme la « *victoire des suppôts de la propriété privée* ». ⁹⁹ Et là nous touchons du doigt une caractéristique intéressante de la pensée de Trotsky : il se montre incapable de concevoir une « dégénérescence » autrement que comme une régression, que sous la forme d'un retour au vieux capitalisme, classique, libéral, fondé sur la propriété privée. Car, selon lui, « *le système soviétique (...) est avant tout un nouveau système de relations économiques ou de "propriété". C'est pour l'essentiel une question de propriété : la terre, les banques, les mines, le rail.* »

Si la propriété privée des moyens de production, distribution et communication était rétablie, alors on retournerait au capitalisme. Mais, en revanche, aussi longtemps que la *propriété d'Etat* de ces moyens sera maintenue, la Russie gardera ses fondements « socialistes ». Sur ce point il n'y a pas de différence fondamentale avec les staliniens, dont la thèse est : « *Avec l'abolition de la propriété privée, c'est toute la pyramide du capitalisme qui s'écroule et, par conséquent, de l'exploitation.* »¹⁰⁰

Pour Trotsky, étatsisme et stalinisme vont de pair.

IV

Trotsky qualifia finalement la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays de « *national-socialisme stalinien* »¹⁰¹ et compara l'abandon de la conception marxiste de la construction du socialisme par le stalinisme à l'attitude de la social-démocratie allemande en août 1914, face à la guerre et au patriotisme. « *Ce parallèle n'est pas dû au hasard. L'"erreur" de Staline et l'"erreur" de la social-démocratie signifient : national-socialisme.* »

Nous admettons donc volontiers que Trotsky n'était pas un « national-étatiste ». Pourtant, dans sa préface à l'édition allemande de la *Révolution permanente*, datée du 29 mars 1930, il voit toujours « *la force de l'économie soviétique (...) dans la nationalisation des moyens de production et dans leur justification planifiée* ». ¹⁰² Ici encore, l'économie planifiée d'Etat est vue comme le fondement positif de la construction du socialisme en Russie.

Trotsky s'éleva ouvertement contre la thèse de la construction du socialisme dans un seul pays, avant tout parce que l'autarcie, tant politique qu'économique, qui en découle, ne lui plaisait guère. Il mettait l'accent sur la nécessité de réaliser la reconstruction économique de la Russie en contact étroit avec l'économie capitaliste mondiale, et il refusait de réduire le Komintern à n'être plus qu'un organe de soutien de l'Union soviétique, au sens d'une politique purement défensive contre une possible intervention. Il s'insurge contre l'opinion de Varga, selon laquelle la théorie du socialisme dans un seul pays est une insanité, mais une insanité nécessaire pour fortifier le moral des ouvriers : « *un mensonge de cureton en guise de salut* ». Et lorsque, au cours de la deuxième

98 L. Trotsky, « Ein Programm der internationalen Revolution – oder das Programm des Sozialismus in einem Lande ? » (Un programme pour la révolution internationale, ou le programme du socialisme dans un seul pays ?), publié dans *Die Aktion* par Franz Pfemfert, XVIIIe année, N° 10-12, mi-décembre 1928, p. 195.

99 L. Trotsky, « Mein Kampf mit Stalin » (Mon combat contre Staline), in *Das Tagebuch*, Xe année, N° 10, 9 mars 1929, p. 381.

100 Voir le rapport sur l'exposé du major russe Sokolka, « Sozialismus oder Staatskapitalismus » (Socialisme ou capitalisme d'Etat), in *Tägliche Rundschau*, N° 122, 29 mai 1947, Berlin. Cet exposé est une attaque contre le camarade Franz Rotter de Munich (alors à Augsburg).

101 L. Trotsky, *Aus meinem Leben* (Ma vie), Berlin 1929, p. 381.

102 L. Trotsky, *Die permanente Revolution* (La Révolution permanente), Berlin-Wilmersdorf 1930, p. 7, 13, 15.

année du premier plan quinquennal, on en vint à dire officiellement que l'économie russe était déjà entrée dans la période du socialisme, Trotsky s'éleva énergiquement contre la thèse qui s'y rattache selon laquelle « *le socialisme (...) est déjà réalisé dans ses fondements* ». Lorsqu'en 1931 on examine la vie soviétique, la vie quotidienne des masses ouvrières, le niveau de culture et le taux élevé d'analphabétisme, on doit reconnaître honnêtement « *que les conditions de vie (...) de l'énorme majorité de la population du pays sont à 95 % les héritières de la Russie tsaristo-bourgeoise, et qu'on y décèle à peine 5 % d'éléments socialistes.* »

Tirant les « conclusions » de son analyse de la Russie de cette époque, Trotsky souligne qu'on ne peut en aucune manière considérer les kolkhoses comme identiques au socialisme. De plus, il est impossible de décrire l'économie de transition que connaît l'Union soviétique, et « *dont le niveau la rapproche davantage de l'économie tsaristo-bourgeoise que du capitalisme avancé* », comme étant le socialisme. Pour en finir, il exigeait alors la rénovation du Parti, par un renversement de la « *dictature de l'appareil bureaucratique* ». ¹⁰³ Et là on ne peut que s'étonner. Le Parti n'est donc plus l'« avant-garde du prolétariat » ? A la place d'une dictature *prolétarienne*, il y a maintenant une dictature *bureaucratique* ? Mais qu'est alors devenu l'« Etat ouvrier » ?

V

Un an plus tôt, Trotsky s'était exprimé sur la question du rôle et de la signification du *pouvoir d'Etat* : « *En aucune manière, il ne saurait s'agir d'un reflet passif du processus économique* » ; le pouvoir d'Etat peut avoir un sens plus considérable, plus progressiste, lorsqu'il est détenu par une classe révolutionnaire, bien qu'il ne puisse, même dans ce cas, abolir le processus économique, ni s'affranchir des lois de l'économie capitaliste (cf. note 14). Pourtant, maintenant le pouvoir d'Etat n'était plus détenu par la classe ouvrière, c'est-à-dire par son avant-garde, mais par l'« appareil bureaucratique ». Alors ? Est-ce que maintenant le pouvoir d'Etat russe ne jouait pas seulement un rôle « conservateur » mais bien « réactionnaire » ? Toujours est-il, nous dit Trotsky, que « *le pouvoir d'Etat reste une arme de la superstructure* » (cf. note 14).

Jusqu'alors on avait postulé que le caractère prolétarien de l'économie étatique planifiée était garanti par le fait que l'Etat est un Etat ouvrier, et que l'Etat est ouvrier parce que règne la dictature prolétarienne, et que la dictature du prolétariat règne parce que celle-ci est exercée par l'avant-garde du prolétariat, le parti bolchevique. Mais, aujourd'hui, à un moment où le pouvoir d'Etat se trouvait entre les mains de l'appareil bureaucratique, qu'en résultait-il pour le caractère social de l'économie planifiée d'Etat, de *l'infrastructure* ? Comment, dans la conception de Trotsky, s'articulent « l'infrastructure » (l'économie) et la « superstructure » (l'Etat) ? Il écrit : « *La politique, c'est de l'économie concentrée* ». ¹⁰⁴ Devons-nous alors, eu égard au pouvoir d'Etat, considérer la superstructure comme infrastructure concentrée ? Mais dans ce cas la propriété étatique se concentre dans l'Etat, tout comme l'économie planifiée, et nous ne sommes pas très avancés. Nous lisons d'autre part chez Trotsky : « *Prendre position par rapport à l'économie, cela relève de la politique.* » Doit-on comprendre que prendre position par rapport à l'infrastructure relève de la politique ? Il ne fait aucun doute que prendre une position étatique par rapport à l'économie, c'est un acte politique et que – Trotsky nous le dit lui-même – la position prise par le stalinisme est bureaucratique, conservatrice, voire réactionnaire. Est-ce que, dans ces conditions, l'« infrastructure » reste immuable ? Certainement pas. Trotsky ne nous a-t-il pas avertis que le pouvoir d'Etat n'était pas un reflet passif du processus économique ? Reste à savoir comment le pouvoir d'Etat est « actif ». A cette question Trotsky répond : « *L'arme de la politique, c'est le Parti* ». ¹⁰⁵ Nous avons vu qu'il

103 L. Trotsky, *Erfolge des Sozialismus und Gefahren des Abenteueriums* (Succès du socialisme et dangers de l'aventurisme), in *Die Aktion*, XXI^e année, N° 1/2, avril 1931, p. 4, 6-7, 15-16.

104 L. Trotsky, *Sowjetwirtschaft in Gefahr. Vor dem zweiten Fünfjahres-plan* (L'économie soviétique en danger avant le deuxième plan quinquennal), Berlin-Neukölln, novembre 1932, p. 19, 29, 31, 32.

105 *Ibid.*

s'agit là d'une arme quelque peu défraîchie, puisque le Parti doit être « rénové ». Mais alors, qui fait la politique si le Parti est défaillant ? C'est l'appareil bureaucratique, qui, selon toutes apparences, utilise le Parti comme arme. Par conséquent, le Parti est une arme de la superstructure.

Or l'appareil bureaucratique est composé d'hommes : « *La politique est faite par des hommes et avec des hommes, et rien d'humain ne lui est étranger* », nous dit Trotsky. Pourtant, en fin de compte, ces hommes agissent en tant que forces sociales personnifiées, et cela vaut pour les hommes du Parti : « *Les oppositions personnelles, les regroupements au sein du Parti étaient déjà devenus des instruments de forces sociales, de couches et de classes impersonnelles* ».¹⁰⁶

Résumons donc tout cela : bien que le pouvoir d'Etat ne soit pas une image passive du processus économique, il ne peut bouleverser celui-ci, tout en pouvant, pourtant, l'influencer activement. Mais ce pouvoir appartient au domaine de la superstructure, et en elle se concentre, en quelque sorte, ce processus économique. La politique apparaît, pour ainsi dire, comme l'expression concentrée de l'économie, comme une prise de position par rapport à l'économie. Elle se sert, dans ce but, du Parti, dont, cependant, les oppositions internes ne font, à leur tour, qu'exprimer des forces socio-économiques. Ne nous trouvons-nous pas ici devant la primauté de l'économie ?

VI

Mais, en 1932, Trotsky continuait d'affirmer que le soulèvement d'Octobre et les lois fondamentales du pouvoir soviétique avaient créé les « *conditions nécessaires pour une économie planifiée socialiste* », et pas pour une économie purement et simplement étatique. Il en voyait la preuve dans le déroulement des dernières années, où s'étaient mis en place et avaient fonctionné les organes d'Etat de direction centralisée de l'économie. Ainsi le socialisme, « en tant que système », avait fait valoir, pour la première fois, ses droits à la victoire historique. Les « *avantages productifs* » du socialisme (qui reste à réaliser complètement), Trotsky les voit dans la « *centralisation, la concentration, l'unification de la volonté directrice* ». Voici quelles sont les conditions préalables à l'installation du système socialiste qui sont apparues pour la première fois en Russie : « *1) les organes d'Etat proprement dits, c'est-à-dire le système hiérarchisé des commissions du plan, du centre jusqu'aux lieux d'exécution; 2) le commerce en tant que système de régulation du marché; 3) la bureaucratie soviétique, le système de l'action vivante des masses sur la structure de l'économie* ».

Eh oui !, vous avez bien lu. Non seulement Trotsky parle de « bureaucratie des conseils », une monstrueuse contradiction dans les termes, mais il va jusqu'à parler d'une action vivante des masses sur la structure de l'économie planifiée par l'Etat ! Et il continue toujours de nous entretenir du « prolétariat organisé dans l'Etat », de l'« Etat ouvrier », dans les mains duquel seraient rassemblés tous les « leviers de commande » : budget, crédit, production, commerce. Mais c'est le même Trotsky qui affirme que la bureaucratie a « renoncé » à la démocratie soviétique, qu'elle n'est « soumise à aucun contrôle », et qu'elle « commande despotiquement à l'extérieur » ! Voici le tableau qu'il nous trace : « *La bureaucratie oppose un refus de plus en plus ferme à toute exigence, protestation ou critique. Le seul droit que, finalement, elle laisse aux travailleurs, c'est le droit de dépasser le programme de production fixé par l'entreprise. Toute tentative de la base de s'immiscer dans la conduite de l'économie sera immédiatement taxée de déviation de droite ou de gauche, c'est-à-dire, dans la pratique, traitée comme un délit de droit commun.* »

Trotsky parle de la « *perte d'autonomie politique des travailleurs* », perte dont ils ne peuvent se consoler que par « *l'attente de succès proches et décisifs du socialisme* ». Mais le point essentiel de sa critique, c'est qu'on n'est pas entré dans le socialisme. « *Nous ne dominerons pas de sitôt les méthodes de la planification. Nous ne faisons qu'émettre des hypothèses grossières et nous les appliquons mal, et encore dans une semi-obscurité. Les crises sont chez nous non seulement*

106 *Ibid.*

possibles mais inévitables. La bureaucratie a déjà préparé la crise qui vient. »

Revenons aux trois conditions préalables à l'installation du socialisme. De ce qui précède on conclut que la troisième, celle de l'action des masses sur la structure économique, n'est plus remplie. Quant à la seconde, le contrôle du marché, la bureaucratie « *s'en désintéresse avec légèreté* ». Seule reste donc remplie la première condition : l'existence du système hiérarchisé des commissions du plan.

Il s'ensuit que la seule condition préalable remplie qui permette de garantir la construction d'une économie socialiste en Russie est l'économie planifiée de l'Etat, le contrôle politique de la production et peut-être de la distribution, l'ensemble mis en oeuvre par la dictature de l'appareil bureaucratique. Pourtant Trotsky, qui insiste énergiquement dans ses conclusions sur le fait que le destin de l'Union soviétique est « *intimement lié au développement mondial* »¹⁰⁷, n'en continue pas moins à soutenir sa thèse de « l'Etat ouvrier » (de la classe ouvrière organisée dans l'Etat), et même sa conception de l'Union soviétique comme « *pivot de la révolution mondiale* ». C'est ce qu'il écrit mot pour mot¹⁰⁸ : « *L'énorme signification de l'Union soviétique, c'est qu'elle est le pivot de la révolution mondiale, et ceci, indépendamment du fait qu'elle parvienne ou non à construire le socialisme.* »

Que faut-il comprendre ? Dans le même chapitre où Trotsky explique que le système soviétique doit pour l'essentiel être considéré sous l'angle de la propriété, car c'est un nouveau système de rapports économiques, de relations de propriété¹⁰⁹, il se demande si la Russie peut faire retour au capitalisme. Il répond par la négative. Mais si en même temps le socialisme ne peut être construit, à quel système avons-nous donc affaire ? Trotsky admet que les paysans sont prêts à tolérer un retour au capitalisme industriel parce que l'industrie d'Etat ne peut leur livrer ses produits ni en quantité suffisante ni à un prix suffisant. Mais une Russie redevenue capitaliste n'occuperait qu'une position de troisième ordre dans le concert du capitalisme mondial (ceci est écrit en 1929). Vient alors un passage très intéressant qu'il est utile de citer en entier : « *Un capitalisme russe réinstallé serait un petit capitalisme, à moitié colonisé et sans avenir propre. La Russie se situerait alors à une place à peu près entre la Russie agraire d'hier et les Indes d'aujourd'hui. En revanche, le système soviétique, avec son industrie nationalisée et son monopole du commerce extérieur, est, en dépit de ses contradictions et de ses difficultés, un système qui protège l'indépendance de l'économie nationale et de l'économie agraire [souligné par Trotsky]. C'est ce qu'ont compris les nombreux démocrates qui se sont rangés aux côtés du gouvernement soviétique, non par adhésion à l'idée socialiste mais poussés par le patriotisme qui a assimilé les enseignements élémentaires de l'histoire. A cette catégorie appartiennent aussi les nombreux intellectuels et techniciens du pays ainsi que la nouvelle école d'écrivains que j'appelle, faute d'une meilleure dénomination, *poputchiki* (compagnons de route).* »

Dans cet esprit Trotsky, dès 1929, déclare que « *le système soviétique, indépendamment des buts socialistes qu'il poursuit* », est une « *garantie de développement indépendant, c'est-à-dire non colonial.* »¹¹⁰

Mais Trotsky n'avait-il pas, presque simultanément, dans son autobiographie, énoncé la règle suivante : « Ce sont les mêmes bolcheviks qui pendant la guerre de 1914-18 étaient *patriotes*, qui après la révolution de février étaient *démocrates*, qui sont aujourd'hui les “suppôts du national-socialisme stalinien” » ? Et si aujourd'hui ce national-socialisme voyait justement sa mission historique dans la défense de l'indépendance de l'économie agraire et nationale russe, dans le rejet d'un développement colonial ? Et si s'était installée la Russie des *managers* et son économie planifiée d'Etat, sous la forme de ces oppositions personnelles, de ces regroupements, derrière

107 *Ibid.* p. 5, 18, 21-24, 28, 38, 40.

108 Cf. note 10, p. 193.

109 L. Trotsky, *Ist die Umwandlung der Sowjets in eine parlamentarische Demokratie wahrscheinlich ?* (La transformation des soviets en démocratie parlementaire est-elle probable ?), in *Die Neue Bücherschau*, 7e année, N° 6, juin 1929, 296-298.

110 *Ibid.*

lesquels se cachent, selon Trotsky, les forces sociales impersonnelles, les couches et les classes sociales de la nouvelle Russie, ces nombreux techniciens et intellectuels ? C'est que, eux aussi, se laissent guider par un patriotisme qui s'est incorporé les leçons de l'Histoire et non par l'idée socialiste. Mais alors : *l'Union soviétique ne constitue-t-elle encore le « pivot de la révolution mondiale » que dans la mesure où elle représente, avec sa nationalisation du capital étranger, la première révolution anti-coloniale victorieuse ?* Est-ce qu'il faut alors défendre la Russie soviétique, qu'elle construise le socialisme ou non, parce que son économie planifiée d'Etat garantit un développement « indépendant, c'est-à-dire non colonial », et que d'autre part elle peut servir de « pivot » à de futures *révolutions coloniales* d'Asie ou d'Afrique ? Trotsky reprochait à Varga son « mensonge de cureton », selon lequel la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays est nécessaire pour fortifier le moral des travailleurs russes. On peut alors poser la question : est-ce que, par hasard, il faudrait fortifier le moral des ouvriers d'Europe occidentale et des Etats-Unis avec la théorie de l'établissement des fondements du socialisme dans l'« Etat ouvrier », pour leur faire soutenir la première révolution coloniale eurasiennne (en attendant celles qui suivront sous sa houlette) ? Nous aurons la réponse à cette question lorsque nous aurons examiné la position de Trotsky sur la politique de guerre et la politique extérieure stalinienne pendant la deuxième guerre mondiale.

VII

Après l'éclatement de la deuxième guerre mondiale et le partage de la Pologne entre Hitler et Staline, Trotsky affirme, dans une lettre, que les révolutions ne changent ordinairement rien aux données géographiques. C'est pourquoi même un « *Etat ouvrier sain* » tendrait à l'expansion, ce qui, dans le cas de la Russie, se traduit par des tendances analogues à celles de l'expansionnisme tsariste. Les camarades qui, considérant le pacte germano-soviétique, veulent rayer la mention « *Etat ouvrier* » sont aussi enfantins que Staline, lorsqu'il retire l'Ordre de Lénine à un fonctionnaire bolchevique tombé en disgrâce. La science sociale marxiste et l'hystérie n'ont absolument rien de commun. La bureaucratie stalinienne n'a pas encore complètement assassiné la révolution d'Octobre. Et en ce qui concerne l'entrée des soldats de Staline en Pologne et dans d'autres pays de l'Est, il faut y voir un fait positif « *très progressiste* », car : « *Ni le tsar, ni Hitler, ni Chamberlain n'ont eut eu ou n'ont l'habitude d'abolir la propriété privée capitaliste dans les pays occupés.* »

Ce n'est ni l'expansion ni leur politique territoriale que Trotsky reproche aux « *gangsters du Kremlin* », mais « *uniquement les méthodes bureaucratiques et contre-révolutionnaires de cette expansion, l'activité générale contre-révolutionnaire de la bureaucratie* ».

On apprend donc ici qu'une bureaucratie peut être à la fois contre-révolutionnaire d'un côté et très progressiste d'un autre, lorsqu'elle supprime la propriété privée dans les territoires occupés. (On sait que l'armée de cette bureaucratie l'a souvent fait aussi de manière « individualiste » !). Mais parce que la bureaucratie est contre-révolutionnaire, Trotsky estime qu'il faut la renverser.¹¹¹ Devons-nous en conclure qu'après avoir renversé le stalinisme, les trotskystes poursuivraient cette politique d'expansion très progressiste ?

Naturellement, cette conception de Trotsky rencontra quelques difficultés, même dans les milieux trotskystes. Certains objectaient que, puisque la bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire dirigeait la Russie, il fallait introduire une nouvelle catégorie : « *L'Etat ouvrier contre-révolutionnaire* ». D'autres allèrent jusqu'à poser la question : est-ce que la bureaucratie stalinienne ne serait pas une *classe* ? Trotsky répondit à ces objections et à d'autres le 18 octobre 1939, dans un article très instructif. Il y écrit : « *Si la canaille bonapartiste constitue une classe, cela signifie qu'elle est non pas un avorton accidentel, mais un enfant viable de l'Histoire. Si son*

111 L. Trotsky, *Lettre à Sherman Stanley* (8 oct. 1939), citée dans *Défense du marxisme*, EDI, Paris 1972, p. 267. La lettre est signée *Crux* !!

*marivaudage et son parasitisme spoliateur constituent une "exploitation" au sens scientifique du terme, cela signifie que la bureaucratie a, devant elle, un avenir historique en tant que classe dirigeante indispensable. »*¹¹²

Autrement dit, le parasitisme ne peut être « exploitation », parce que, si c'était le cas, la bureaucratie aurait un avenir historique en tant que classe. Or la bureaucratie ne peut être une classe, car si c'était le cas elle cesserait d'être un avorton de l'Histoire pour devenir un enfant viable : cela ne peut pas être, tranche Trotsky, parce que cela ne doit pas être. Et voilà ce qui se qualifie encore soi-même de « défense du marxisme » ! (Sans compter que l'« enfant » a prouvé sa vitalité depuis maintenant plus de trente ans et l'a confirmé dans une guerre terrible !).

L'argumentation de Trotsky, qui déjà tourne en rond, devient franchement comique lorsqu'elle recourt à la méthode de l'analogie, ce qui en soi est déjà tout un symbole. Ainsi compare-t-il l'Union soviétique à une voiture fortement endommagée mais encore réparable. Dans une telle situation, on doit chercher quelles parties sont encore bonnes et quelles parties sont irrécupérables pour savoir comment entreprendre la réparation. « *C'est [cette] attitude qu'un ouvrier conscient adoptera vis-à-vis de l'URSS. Il est parfaitement en droit de dire que les gangsters de la bureaucratie ont transformé l'Etat ouvrier en ruine. Mais, quand il passe de cette explosion d'indignation au problème politique, il est bien obligé de reconnaître qu'il a devant lui un Etat ouvrier faussé dont le moteur économique est endommagé, mais qui continue à tourner et qui pourrait être réparé complètement par le remplacement de quelques pièces. »*¹¹³

Voilà maintenant la pensée dialectique de Trotsky descendue au niveau de... l'automobile ! « *Bien sûr, ce n'est qu'une comparaison* », nous rassure-t-il. La catégorie dialectique de la totalité sociale peut au plus être représentée symboliquement par un *organisme*, mais jamais au grand jamais par un *mécanisme*, dans lequel la totalité devient la somme pure et simple des actions mécaniques de ses parties constituantes. Ainsi pensent les mécanistes et les... organisateurs !

Donc Trotsky, inébranlé par les objections de l'Opposition, prétend non seulement qu'un « Etat ouvrier » peut jouer un rôle contre-révolutionnaire dans l'arène internationale, mais même un rôle *impérialiste* au sens ordinaire (non-marxiste) du terme : « *La force motrice de la bureaucratie soviétique réside, sans aucun doute, dans sa volonté d'accroître son pouvoir, son prestige, ses revenus. C'est ce même élément d'impérialisme – pris dans le sens le plus large – qui fut, dans le passé, la Parque spécifique de toutes les monarchies, oligarchies, castes dirigeantes, classes et milieux divers. »*¹¹⁴

Mais si l'on conçoit (avec Lénine) l'impérialisme comme la « politique d'expansion » du capital financier, on ne peut l'identifier avec la politique extérieure et la politique de guerre de la « bureaucratie bonapartiste ». La définition correcte, la voici : « *politique de la bureaucratie bonapartiste, d'un Etat ouvrier dégénéré, encerclé par l'impérialisme* ». ¹¹⁵

Au sujet du pacte germano-soviétique, Trotsky déclara que le « soutien », dans des circonstances déterminées, jusqu'à un point bien déterminé, et sous une forme bien définie, « *de tel ou tel impérialisme est inéluctable même pour un Etat ouvrier parfaitement sain* », il est impossible de secouer les chaînes de l'impérialisme mondial, de briser l'encercllement impérialiste. C'est ainsi que Trotsky explique l'alliance entre l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline. Il admet que Moscou « *est maintenant en train de défendre la politique extérieure de pillage menée par Hitler* ». Mais il ajoute aussitôt que ceci non plus ne transforme pas « *la Russie en Etat impérialiste* » (c'est-à-dire au sens politique expansionniste du « capital financier »). Trotsky va aussi loin, dans le soutien à la Russie stalinienne alliée à l'Allemagne nazie, que Walter Ulbricht, dans son article de février 1940, dans le *Welt* de Stockholm. Trotsky n'écrit-il pas : « *Si demain l'Angleterre ou la France menaçaient Léningrad ou Moscou, les ouvriers britanniques et français devraient prendre*

112 L. Trotsky, « Sur la nature de l'URSS », in *Défense du marxisme*, op. cit., p. 126, 126-7, 128, 130, 133, 131, 134, 134-135.

113 *Ibid.*

114 *Ibid.*

115 *Ibid.*

*les mesures les plus radicales pour empêcher l'envoi de soldats et de munitions. Au contraire, si Hitler se trouvait, par la force des choses, contraint d'envoyer des munitions à Staline, les ouvriers allemands n'auraient, dans ce cas particulier, aucune raison de recourir à la grève ou au sabotage. Personne, j'espère, ne proposera d'autre solution. »*¹¹⁶

Mais lorsque Hitler fit la tentative d'annexer l'Ukraine dominée par les staliniens, la IV^e Internationale déclara : « *Nous défendrons contre Hitler, l'Ukraine esclave de Staline* ». Le « soutien inconditionnel de l'URSS » fait partie en effet de son programme et selon Trotsky ceci veut dire « *qu'indépendamment des motifs et des causes de la guerre, nous défendons les fondements sociaux de l'URSS, si et quand ils seront menacés par l'impérialisme* ». ¹¹⁷

Et ce soutien se rapporte explicitement et exclusivement à l'URSS, à l'« *Etat ouvrier* » – à l'URSS et à ce qui, en URSS, est lié à un *Etat ouvrier* ». Mais ne voit-on pas que rien de tout cela ne se tient ? Trotsky recommande aux ouvriers des Etats impérialistes de « *ne pas perdre de vue les intérêts de l'Union soviétique (ou des révolutions coloniales)* ». En outre, Trotsky voit toujours la possibilité théorique, en 1939 (!), de la défaite totale du mouvement ouvrier international, auquel cas l'Union soviétique elle-même, sous la forme d'un « *collectivisme bureaucratique* », devra se transformer en société d'exploitation. Si les forces réactionnaires devaient l'emporter dans la société, il ne resterait plus qu'une seule possibilité : la barbarie : « *Le fascisme d'une part, la mutation de l'Etat soviétique d'autre part donnent une idée des formes sociales et politiques que revêtirait cette nouvelle barbarie.* » ¹¹⁸

Mais voir cette possibilité comme inévitable, cela relève d'une conception se rattachant au pessimisme historique le plus profond. Or selon le point de vue de Trotsky il n'y a aucune raison de s'y abandonner, et il fait référence à l'édition dominicale du journal français *Paris-Soir*, du 31 août 1939, qui publie une conversation entre Coulondre et Hitler. Au cours de leur dernière entrevue, l'ambassadeur de France prévint Hitler de la duplicité de Staline et lui dit : « *En cas de guerre, le grand vainqueur serait Trotsky. Y avez-vous songé ?* » Et Hitler fit cette réponse « *étonnante* » : « *Je sais* », comme s'il parlait d'une question depuis longtemps résolue.

Trotsky trouve cette conversation extrêmement remarquable parce qu'il l'interprète ainsi : les représentants de la barbarie ne doutent absolument pas de ce que « *la révolution socialiste l'emporte sur leur barbarie* ». Il croyait que Coulondre n'avait fait que mettre un nom sur le spectre de la révolution. ¹¹⁹ Qu'est-ce que Trotsky aurait bien pu dire en 1951, alors qu'après la seconde guerre mondiale, la révolution socialiste ne s'est pas plus déclenchée que le trotskysme n'a triomphé.

VIII

L'année même de son assassinat (1940), Trotsky publia une lettre ouverte au camarade James Burnham, qui, avec le camarade Schachtman, s'était opposé à lui en soulevant la question de la nature de l'Etat soviétique. (Il s'agit là de l'état embryonnaire de sa future théorie de la révolution des managers.) Dans cette lettre, il n'y a, pour commencer, qu'un seul point intéressant : lorsque Trotsky prétend (en s'appuyant sur l'organe parisien des mencheviks) que « *la marche en avant de l'Armée Rouge [en Pologne (N. d. A.)], s'est accompagnée d'une vague "d'élan révolutionnaire"* » qui s'est étendue jusqu'aux paysans roumains, et que cette invasion russe représentait une guerre civile, « *bien qu'elle ait été importée de l'extérieur à la pointe des baïonnettes* » et contrôlée par la bureaucratie moscovite. ¹²⁰ Quelques semaines plus tard, dans sa brochure polémique *D'une égratignure à la menace de gangrène*, Trotsky réattaque de manière plus fondamentale les thèses de l'opposition Burnham-Schachtman, selon lesquelles : 1) *la politique extérieure du Kremlin est «*

116 *Ibid.*

117 *Ibid.*

118 *Ibid.*

119 *Ibid.*

120 L. Trotsky, « Lettre ouverte au camarade James Burnham », in *Défense du marxisme*, op. cit., p. 182-184.

impérialiste », 2) *l'URSS ne peut plus être soutenue « inconditionnellement »*. C'est cette brochure que nous allons examiner plus longuement.

De ce que Trotsky écrit, il ressort d'abord que Schachtman lui reprochait d'être un partisan de la révolution bureaucratique plutôt que de la révolution faite par les masses, ensuite d'exprimer une tendance à la capitulation devant le stalinisme. A cela Trotsky répond en reprochant à Schachtman de « *mettre ses pas dans les empreintes de Burnham* », ce « *prêtre de la science bourgeoise* ». Venons-en au fait ! Mais par où commencer ?

Commençons donc par le fait que Schachtman rappelle à Trotsky une polémique passée dans laquelle Lénine déniait, contre Trotsky, l'existence d'un pur « Etat ouvrier », et expliquait que Trotsky retombait dans ses erreurs des années 20, lors de la discussion sur les rapports entre syndicats et Etat soviétique. Trotsky, pour sa défense, se rapporte à la précision apportée par Lénine le 19 janvier 1921, à la définition de l'Etat soviétique donnée le 30 décembre 1920 : « *J'aurais dû dire : un Etat ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un Etat ouvrier, premièrement avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique.* »¹²¹

Trotsky parle d'une « *erreur significative dans la formulation sur la nature de l'Etat soviétique* ». Par là il fait allusion à la première façon dont Lénine s'était exprimé, en prétendant qu'on avait pas affaire en réalité à un Etat ouvrier, mais à un Etat ouvrier et paysan (le 30 décembre).¹²² Il en conclut que la position correcte est de reconnaître que l'Etat ouvrier ne peut être simultanément un Etat paysan. Du reste, Trotsky explicite sa position : Lénine a eu tort à cette époque dans son argumentation contre lui, car « *il n'y avait aucune différence d'opinion entre nous sur la définition de l'Etat soviétique* ». Bien plus, ce qui compte c'est que la définition de 1919-20 reste « *concrètement inchangée* » (quelle dialectique !) aujourd'hui (1940), en ce qui concerne la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme ; cela fait obligation au prolétariat de défendre l'Etat russe tel qu'il est.

Schachtman soutient contre Trotsky que l'on avait eu tout à fait raison, lors de la discussion sur les syndicats, en 1920-21, de soulever la question de la nature de l'Etat en Union soviétique. Et on a encore plus de raison de le faire aujourd'hui, alors que la guerre vient d'éclater (en septembre 1939). On ne peut plus considérer que le haut degré de dégénérescence atteint par le régime soviétique ne soit pas un élément décisif, sous le prétexte toujours renouvelé que l'on n'a pas touché à la propriété d'Etat. Il ne fait aucun doute que Schachtman atteignait là le point le plus vulnérable de la position de Trotsky.

Et nous nous trouvons de nouveau face au même complexe : propriété privée, propriété d'Etat, relation mutuelle de l'économie et de la politique. Est-ce que cette discussion avec Burnham et Schachtman a conduit Trotsky à modifier la conception que nous avons exposée ? Voyons cela de plus près. Nous trouvons dans son pamphlet un chapitre intitulé : « *L'abstrait et le concret : l'économie et la politique* ». Il y déclare que Schachtman a gaspillé son temps à chercher à montrer que la propriété nationalisée ne détermine pas « *en elle-même et par elle-même* », « *automatiquement* », « *directement* », « *immédiatement* », la politique du Kremlin.¹²³ Car « *les formes de la propriété déterminent, non point immédiatement, mais à travers une série de facteurs intermédiaires et à travers leur interaction, non seulement la politique, mais aussi la morale* ». ¹²⁴ Nous avons déjà relevé, plus haut, une tournure de phrase de Trotsky où il est question de « *relation économiques ou de propriété* » (cf. 1929). Ici encore il semble qu'il considère les formes économiques et les formes de propriété comme équivalentes. La propriété nationalisée ne peut pas

121 V. Lénine, *La crise du Parti*, O. C. XXXII, p. 51, cité par Trotsky in *Défense du marxisme*, p. 211. Il s'agit d'une correction apportée par Lénine à une de ses déclarations précédentes du 30 décembre : *Les syndicats et la situation actuelle* (O. C. XXXII p. 15-16).

122 *Ibid.*

123 L. Trotsky, « *D'une égratignure à la menace de gangrène* », in *Défense du marxisme*, op. cit., p. 209, 208, 210, 236, 210, 213, 213, 213, 201, 217, 218, 220, 223, 223, 229 note 21.

124 *Ibid.*

déterminer directement la politique du Kremlin, ne serait-ce que parce qu'il y a une opposition entre la base sociale fondée par la révolution d'Octobre et les tendances de la superstructure étatique. D'ailleurs, continue Trotsky, n'est-ce pas lui-même qui, il y a dix-sept ans déjà (en 1923), avait publiquement attiré l'attention sur la contradiction croissante entre les deux ? Pas à pas il a suivi et constaté la croissance de l'indépendance de la bureaucratie par rapport au prolétariat et le renforcement de sa dépendance vis-à-vis d'autres classes et d'autres groupes, « tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ».¹²⁵ Et à la fin de son ouvrage polémique, Trotsky va jusqu'à écrire : « *La domination de la bureaucratie stalinienne serait inconcevable sans le G.P.U., l'armée, les tribunaux, etc. La bureaucratie soviétique soutient Staline précisément parce qu'il est parmi les bureaucrates le meilleur défenseur de ses intérêts.* »¹²⁶

Mais de quels intérêts peut-il bien s'agir puisque, on s'en souvient, Trotsky dépeint, en 1932, la bureaucratie soviétique comme « *le système de l'action vivante des masses sur la structure économique* » ? En dépit de cette dépendance croissante de la bureaucratie stalinienne par rapport aux autres classes (lesquelles ?), et son indépendance accrue par rapport à la classe ouvrière, Trotsky ne veut pas abandonner pour autant la thèse de l'« Etat ouvrier ». La raison qu'il en donne est une belle manifestation de son côté doctrinaire, complètement bolchévique (étatique) : « *Si (...) l'U.R.S.S. avait complètement cessé d'être un Etat ouvrier, ce n'est pas une révolution politique qu'il faudrait [c'est-à-dire dirigée contre la bureaucratie soviétique (N.d.A.)], mais une révolution sociale.* »¹²⁷

Or une révolution sociale change la structure économique par le renversement d'une classe dominante. Autrement dit, la conséquence que Trotsky refuse, c'est que la bureaucratie stalinienne devrait alors être considérée comme une nouvelle classe dominante et son système comme une autre structure économique. (Burnhman s'est rangé à cette conclusion et en a tiré sa théorie de la révolution des managers.)

IX

A proprement parler, le sujet de la discussion entre Trotsky et l'opposition Burnham-Schachtman n'est pas la question de l'« Etat ouvrier » en tant que tel, mais bien ceci : « *Est-ce que l'Union soviétique est encore un Etat ouvrier, fût-il dégénéré, ou bien s'est-elle déjà transformée en une nouvelle sorte d'Etat exploiteur ?* ».¹²⁸ Il est clair que Trotsky et ses partisans ont cherché désespérément à se protéger contre le second terme de l'alternative en recourant à des expressions anthropologiques ou médicales (« dégénéré », « sains », etc.). L'admettre c'était du même coup rejeter l'étatisme bolchevique dans son entier. Trotsky lui-même doit cependant concéder que : « *1) les traits qui constituaient en 1920 une "déformation bureaucratique" du système soviétique se sont transformés en un régime bureaucratique qui a dévoré les Soviets; 2) la dictature de la bureaucratie, incompatible avec les tâches intérieures et internationales du socialisme, a introduit et continue d'introduire des déformations profondes jusque dans la vie économique du pays; 3) fondamentalement, cependant, le système de l'économie planifiée sur la base de la propriété étatique des moyens de production a été préservé et constitue toujours une conquête grandiose de l'humanité.* »¹²⁹

Comme, dans une guerre victorieuse des Etats impérialistes contre la Russie, ceux-ci non seulement liquideraient la dictature de la bureaucratie mais aussi l'économie planifiée d'Etat, et qu'ils partageraient le pays en sphères d'influence, il en résulterait inévitablement une stabilisation de l'impérialisme grâce à la colonisation de la Russie, et du même coup un affaiblissement du

125 *Ibid.*

126 *Ibid.*

127 *Ibid.*

128 *Ibid.*

129 *Ibid.*

prolétariat mondial (et avant toute chose des peuples coloniaux).¹³⁰ Mais aussi longtemps qu'une telle guerre n'est pas une réalité, la tâche de la IVe internationale reste essentiellement la même : « *Il faut renverser la bureaucratie et cette tâche n'est réalisable qu'en créant un parti bolchevique illégal en Russie.* »¹³¹

Nous pensons, nous, que cela ne ferait que relancer le cercle vicieux. D'après la lettre ouverte au camarade Burnham, Trotsky a reproché au camarade Schachtman, conformément à cette perspective, dans une lettre datée du 20 janvier 1939, de négliger « *la nécessité absolue de suivre avec attention le développement intérieur du parti stalinien* ». Et, dans sa polémique contre Schachtman, il cite le passage suivant de cette lettre : « *Je ne comprends pas pourquoi le Socialist Appeal néglige presque complètement le parti stalinien. Ce parti représente maintenant une foule de contradictions. Des scissions sont inévitables. Les prochaines adhésions importantes [à la IVe Internationale (N.d.A.)] viendront sûrement du parti stalinien. Nous devrions concentrer notre attention politique sur lui.* »¹³²

N'a-t-on pas l'impression, en examinant cette perspective, que le seul principe directeur de toute la politique trotskyste est purement et simplement la reprise du pouvoir en Russie par Trotsky et ses partisans ?

Nous avons vu que, selon Trotsky, le système de l'économie planifiée sur la base de la propriété d'Etat est « *et reste* » une acquisition colossale de l'humanité. Il en est tellement persuadé qu'il s'emporte contre Schachtman et lui pose une question polémique sur l'expansion russe, sans remarquer qu'il soulève là un problème bien intéressant : « *Schachtman veut-il dire, à propos de l'U.R.S.S., que la propriété d'Etat des moyens de production est déjà devenue un frein au développement et que l'élargissement de cette propriété à d'autres pays constitue un facteur de réaction économique ?* »¹³³

Et pourquoi pas ? Est-ce qu'une telle transformation serait en contradiction avec la dialectique de l'Histoire ? La propriété privée elle aussi a été autrefois progressiste et s'est ensuite transformée en un frein au développement. Pourquoi devrait-on estimer que la propriété d'Etat des moyens de production aurait le privilège d'échapper à cette dialectique ? Déjà, en 1880, Engels écrivait : « *Ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de circulation ont été développés réellement par les sociétés par actions, et que donc l'étatisation devient pressante, économiquement inéluctable, qu'elle signifie, même si c'est l'Etat d'aujourd'hui qui la réalise, un progrès économique, un nouveau pas franchi sur le chemin de la prise de possession de toutes les forces productives par la société elle-même.* »¹³⁴

Est-ce que là où, à la suite des seize dernières années, la prise de possession des moyens de production par la société elle-même devient une nécessité économique inéluctable – et, finalement, c'est cela le socialisme – l'existence de la propriété d'Etat ne serait pas devenue un frein au développement ultérieur ? Et est-ce que l'extension du capitalisme d'Etat russe aux pays avancés d'Europe n'aurait pas un résultat réactionnaire ? Le passage à la propriété d'Etat des moyens de production (étatisme) n'est, au mieux, qu'une étape préalable au passage à la propriété sociale (socialisme). Pourtant le terme « propriété » masque quelque peu la condition déterminante : l'« *association des producteurs libres et égaux* » doit avoir le pouvoir *direct* de disposer des moyens de production. Voilà seulement ce que peut signifier la déclaration d'Engels selon laquelle la société doit franchir le stade « formel » de la propriété d'Etat des forces productives pour prendre possession « *directement et sans détours* » (c'est-à-dire au-delà de l'Etat) des forces productives.¹³⁵ C'est la position des groupes sociaux dans le procès de production qui les constitue en classe, et ce

130 *Ibid.*

131 *Ibid.*

132 *Ibid.*

133 *Ibid.*

134 F. Engels, *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft* (Le développement du socialisme : de l'utopie à la science), Berlin 1945, p. 54-56.

135 *Ibid.*

n'est qu'en second lieu que cette position se trouve codifiée juridiquement, c'est-à-dire se traduit sous forme de rapports de propriété. Trotsky, lui, identifie les rapports de classe et les rapports de propriété lorsqu'il écrit « *rapports de classe (propriété)* » (1940) ou « *relations économiques ou de propriété* ». C'est pourquoi la propriété d'Etat pure et simple des moyens de production ne peut construire des fondements socialistes qu'au sens de ce que Engels appelait en 1887 « le socialisme de juristes ». En réalité, ces fondements ne peuvent être construits que par la prise en mains, ne serait-ce que partielle, des forces productives par les producteurs.

X

Examinons, à la lumière de cette conception marxiste, d'autres considérations de Trotsky sur l'« Etat ouvrier », son expansion et sa défense. Apparemment on ne peut guère trouver à redire dans la phrase suivante : « *Constituer une économie planifiée sur la base de la propriété collectivisée indépendamment des frontières nationales, c'est le rôle du prolétariat international, et avant tout en Europe.* »¹³⁶ A condition qu'on n'entende pas par « collectivisation » la « nationalisation ». C'est pourtant ce que fait Trotsky une fois de plus. Mais il porte lui-même un coup sévère à sa thèse lorsqu'il compare les « *méthodes bureaucratiques du Kremlin* » « *d'expropriation des possédants de Finlande et de Pologne* » aux « *méthodes dynastiques des Hohenzollern pendant l'unification de l'Allemagne* ». « *Lorsque nous nous trouvons placés devant la nécessité de choisir entre la défense des formes réactionnaires de propriété à l'aide de mesures réactionnaires et l'introduction de formes progressistes de propriété à l'aide de mesures bureaucratiques, nous ne mettons pas du tout les deux camps sur le même plan et nous choisissons le moindre mal.* »¹³⁷

Une fois encore les méthodes bureaucratiques se transforment en moyens d'introduction de formes progressistes de propriété. Comme il s'agit là de mettre en oeuvre des mesures d'étatisation et par conséquent d'étendre le pouvoir de décision bureaucratique, les bureaucrates devraient se réjouir de voir quelqu'un leur assurer qu'ils sont les instruments du progrès. Mais c'est pourtant à la même bureaucratie que s'en prend Trotsky quand il écrit : « *Dans sa politique, tant intérieure qu'extérieure, la bureaucratie défend avant tout ses propres intérêts de parasite. Dans cette mesure, nous menons contre elle une lutte à mort ; mais d'une manière très déformée, les intérêts de l'Etat ouvrier se réfractent, en dernière instance, à travers les intérêts de la bureaucratie.* »¹³⁸

Comme nous l'avons dit, ceci qualifie l'intervention armée de la Russie, conformément au pacte germano-soviétique, en Pologne orientale, et son invasion de la Finlande. Même dans de telles circonstances, écrit Trotsky, la IVe Internationale défend les intérêts de l'Etat ouvrier, car, indépendamment des buts poursuivis par tel ou tel gouvernement, indépendamment des occasions de généralisations de la guerre qui en résultent, il s'agit du destin des « *conquêtes historiques* », dans la guerre présente « *entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste* » (écrit en 1940 !), « *conquêtes historiques* » que « *nous défendons sans conditions ; sans conditions, c'est-à-dire en dépit de la politique réactionnaire de la bureaucratie* ». Nous connaissons bien sûr ces conquêtes historiques : « *la propriété d'Etat et le monopole du commerce extérieur* ». Il est évident que les intérêts de l'Etat ouvrier s'y identifient. Ainsi Trotsky prétendait que l'invasion de l'Armée Rouge en Pologne orientale, le 17 septembre 1939, avait libéré une « *impulsion bureaucratique en direction de la révolution socialiste* » et ceci n'aurait pas été possible si la bureaucratie – probablement « *en dernière analyse* » – ne plongeait pas ses « *racines dans un Etat ouvrier* ». Et cela est cohérent, puisque, comme nous l'avons vu, la définition de l'« Etat ouvrier » ne retient que la propriété d'Etat des moyens de production et le monopole d'Etat du commerce extérieur, et que tous deux sont bien,

136 L. Trotsky, « D'une égratignure à la menace de gangrène », in *Défense du marxisme*, op. cit., p. 209, 208, 210, 236, 210, 213, 213, 213, 201, 217, 218, 220, 223, 223, 229 note 21.

137 *Ibid.*

138 *Ibid.*

dans les faits, les « racines » juridiques de la bureaucratie. En quoi consiste donc le bouleversement social des territoires occupés par l'armée stalinienne ? En ce que la Biélorussie occidentale et l'Ukraine occidentale (la ci-devant Pologne orientale) ont élu une assemblée nationale. « *Aux élections aux assemblées nationales d'Ukraine occidentale et de Biélorussie occidentale, le programme électoral, dicté naturellement par le Kremlin, comportait trois points importants : le rattachement des deux provinces à la fédération de l'U.R.S.S., la confiscation des biens des propriétaires fonciers en faveur des paysans, la nationalisation de la grande industrie et des banques.* »¹³⁹

C'était donc pour l'essentiel le programme de la révolution agraire dans un pays industriellement arriéré, tel qu'il en surgira toujours dans toute l'Eurasie, et plus particulièrement en ce qui concerne le premier point pour les pays qui se trouvent dans la sphère d'influence de la Russie. Trotsky n'en déclare pas moins que le Kremlin qui, pourtant, a imposé un tel programme électoral s'est trouvé forcé par les « *seuls fondements sociaux de l'U.R.S.S.* »¹⁴⁰ de choisir « *un programme de révolution sociale* ». En dépit de ses liens avec le national-socialisme, il a réalisé ces changements sociaux. En quel sens peut-on dire que « la base sociale de l'Union soviétique » a contraint la bureaucratie du Kremlin à effectuer la révolution sociale en Pologne orientale ? Trotsky lui-même nous fournit une réponse sans équivoque : « *Sans cela, elle (la bureaucratie) n'aurait pas pu l'inclure dans la composition de l'U.R.S.S.* »¹⁴¹ !

On sait que l'expropriation des grandes propriétés au profit des paysans et l'étatisation des banques et de l'industrie lourde a déjà eu lieu dans d'autres pays, dont l'Etat possède aussi une bureaucratie qui est indépendante du prolétariat et qui, par conséquent, dépend d'autres classes et groupes sociaux. Toutefois nous n'avons jamais entendu dire que les ouvriers devaient défendre les « fondements socialistes » de ces pays. Trotsky lui-même cite dans sa polémique contre Schachtman un passage tiré du *New York Times* sur la ci-devant Pologne orientale, où l'on trouve ces phrases : « *Dans l'industrie on n'a pas encore pratiqué d'énergiques actes d'expropriation sur une large échelle. Les centres principaux du système bancaire et du système ferroviaire et un certain nombre de grandes entreprises industrielles étaient propriété d'Etat plusieurs années avant l'occupation russe. Dans les petites et moyennes industries les travailleurs exercent maintenant un contrôle sur la production.* »¹⁴²

Par conséquent, les travailleurs ont le droit de contrôler la production dans les petites et moyennes industries, mais pas dans les grosses et les étatisées. Mais que déduire du fait qu'il n'y a même pas eu après l'occupation russe d'expropriation généralisée ? Et ceci en dépit des revendications de nationalisation de l'industrie lourde et des banques, mises en avant par le programme. Doit-on conclure que le fait que les banques principales, les chemins de fer et nombre d'entreprises industrielles aient été expropriées par l'Etat capitaliste polonais avant l'arrivée de l'Armée Rouge, constituait déjà « une conquête colossale de l'humanité » ? Il ne reste alors comme acte essentiel dans les transformations sociales déclenchées par l'Armée Rouge en Pologne orientale que la « révolution agraire ». Trotsky l'examine en détail.¹⁴³ Mais quel rapport y a-t-il entre une extension des révolutions paysannes euro-asiatiques et la fondation d'industries lourdes nationales sur une base capitaliste d'Etat qui les accompagne, avec l'établissement, la défense, c'est-à-dire l'expansion d'un « Etat ouvrier » ?

Finalement, dans la conception de Trotsky lui-même il ne restait guère de l'« Etat ouvrier » que l'économie planifiée d'Etat sur la base de la propriété d'Etat des moyens de production. Le Socialist Worker Party discutait sans doute de la question de la définition de l'« Etat ouvrier », mais se dépêchait d'ajouter qu'il continuait de « *défendre l'économie planifiée* ». Nous voyons maintenant que ses membres sont trotskystes conséquents. La définition de l'« Etat ouvrier » n'est certainement

139 *Ibid.*

140 *Ibid.*

141 *Ibid.*

142 *Ibid.*

143 L. Trotsky, « D'une égratignure à la menace de gangrène », op. cit., p. 222 et ff.

pas aussi importante à défendre que l'économie planifiée d'Etat et la propriété d'Etat des moyens... du moins pour les étatistes. La camarade Natalia Trotsky avait parfaitement raison de se séparer des trotskystes, mais elle ne pouvait guère le faire au nom de Trotsky et par référence à ses idées. Même dans la « perspective du plus profond pessimisme historique », celle où il faut reconnaître dans la Russie un système de néo-barbarie, voire admettre la possibilité théorique d'une société d'exploitation, ni bourgeoise, ni socialiste, celle du « collectivisme bureaucratique », il ne faudrait pas pour autant, selon Trotsky, conclure à l'abandon de la thèse de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., du moins aussi longtemps que celle-ci garde l'économie planifiée d'Etat et la propriété d'Etat des moyens de production. Nous ne pouvons que contredire Natalia Trotsky lorsqu'elle déclare aux trotskystes qu'elle ne reconnaît, dans leur politique, aucune des idées de Trotsky. Il n'y en a hélas ! que trop. Et le pire, c'est que déjà du vivant de Trotsky c'étaient de « vieilles formules, complètement dépassées ». Le nouveau mouvement ouvrier peut se passer des formules du trotskysme et des officiers trotskystes pour accomplir sa tâche.

Berlin-Wannsee, 16-19 Janvier 1952

Le bonapartisme de Trotsky

Trotsky professe avec Lénine et bien d'autres marxistes « orthodoxes » la plus haute estime pour l'organisation industrielle que l'Allemagne mit en place pour produire les machines et le matériel de guerre. Le « socialisme de guerre » allemand lui a fait aussi une impression extraordinaire, comme en témoigne les nombreux discours qu'il a prononcés aux Etats-Unis à la fin de 1916. Sans doute, et cela va de soi, il se déclare contre les méthodes de la bourgeoisie de décharger les tensions entre les Etats – *la guerre* – et pour les méthodes du prolétariat de les éliminer – *la révolution*. Mais que faire si le prolétariat renonce et si la révolution se fait attendre ? On doit alors se prononcer pour la victoire des pays progressistes. Et quelle nation, parmi celles qui combattent dans cette première guerre mondiale, devrait remporter la victoire ? Trotsky répond : il n'y a qu'un seul pays parmi les belligérants qui, grâce à son développement capitaliste, dispose de moyens économiques, spirituels et culturels si gigantesques, que, au cas où il serait victorieux, il pourrait réaliser, éventuellement par la force, l'unification nécessaire du monde cultivé, ce qui représenterait un énorme pas en avant. Et ce pays c'est l'Allemagne !¹⁴⁴

Qui peut alors s'étonner d'apprendre que Trotsky, lorsqu'il voulut, en mars 1917, après l'éclatement de la révolution, regagner la Russie via le Canada, ait été arrêté par les Anglais comme « agent allemand » ? Mais l'histoire aime l'ironie, et c'est Pavel Milioukov, alors ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire, qui intervint auprès de la Grande Bretagne et obtint la libération de Trotsky !

Une fois arrivé en Russie, Trotsky écrivit un article dans l'organe central des bolcheviks, *Proletarii*, du 26 août 1917. La révolution, disait-il, devait se développer davantage et s'attaquer aussi aux propriétaires de l'industrie capitaliste. De nouveau il se réfère à l'économie de guerre allemande : « *En ce qui concerne l'introduction du contrôle de la production et de la distribution, le prolétariat a un modèle précieux : l'Europe occidentale, et, avant tout, ce qu'on appelle l'Allemagne du "socialisme de guerre"* ».

Trotsky ajoute certes que « *ce travail d'organisation* » en Russie ne peut se faire que sur la base d'une révolution agraire et sous la conduite d'« *une force réellement révolutionnaire* ». ¹⁴⁵ Pour lui, comme pour les bolcheviks, il s'agissait des soviets, bien entendu sous la conduite du parti bolchevique. Beaucoup plus tard, chassé du pouvoir et devenu chef de l'opposition léniniste, il donna son avis sur le premier plan quinquennal, disant que celui-ci devait se fixer comme but, « *en s'appuyant sur les avantages incomparables de notre structure économique* », de « *mieux se préparer et mieux s'armer pour faire face à un blocus ou à une intervention* ». De nouveau il se réfère à l'exemple allemand, à son organisation pour la guerre. « *La chose la plus importante dans le cas d'une guerre dure et durable c'est d'avoir une industrie propre, aussi développée que possible, qui soit capable d'une production de masse mais aussi de passer rapidement d'un type de production à un autre. Le passé récent nous a montré qu'un pays aussi hautement développé industriellement que l'Allemagne, lié au marché mondial par des milliers d'attaches, a pu développer une vitalité et une capacité de résistance énormes, lorsqu'il fut, d'un coup, séparé du reste du monde par la guerre et le blocus.* »

On voit que Trotsky conçoit la construction du socialisme et de l'industrie d'Etat en Russie, comme liée à l'économie capitaliste mondiale, mais avec la nécessité de « *se préparer à la guerre* », parce que celle-ci est un risque inévitable, étant donnée la croissance même des liens avec le capitalisme mondial.¹⁴⁶

Il n'est donc pas douteux que l'esprit du socialisme de guerre allemand des années 14-18 est

144 Elias Hurwicz, *Staatsmänner und Abenteuer...*, op. cit., p. 328-30.

145 L. Trotsky, *Der Charakter der russischen Revolution*, op. cit., p. 13

146 L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, op. cit., p. 73-74.

venu s'insinuer dans le cerveau de Trotsky et se mêler à la praxis bolchevique.¹⁴⁷ Cependant le « socialisme de guerre » allemand n'aurait pas pu, à lui seul, avoir une telle influence sur la théorie et la pratique bolcheviques, si, en fait, les idées organisationnelles de type militaire que professaient Lénine et Trotsky ne lui avaient préparé le chemin. Car, pour Lénine, « *la révolution est une guerre* » ; il la voit au premier chef comme un problème stratégique et tactique de guerre civile. C'est pourquoi Lénine considère que « *l'armée moderne (...) est un des bons modèles d'organisation* ». Et qu'est-ce que Lénine entend par « organisation » ? « *Lorsque, poursuivant un but déterminé, saisis d'une volonté déterminée, des millions d'hommes changent leur comportement et leurs actes, les lieux et les méthodes de leurs actions, leurs armes et leurs outils – conformément aux changements des conditions de la lutte et des résultats de celle-ci.* »

Et Lénine ajoute expressément que ceci vaut pour le combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.¹⁴⁸ Nous allons voir que Trotsky est d'accord avec cette conception militaire de l'organisation valable pour la lutte de libération du prolétariat.

II

Dans une conférence que fit Trotsky à Moscou le 28 avril 1918, il énonce comme tâches essentielles pour la révolution de « *rétablir l'ordre* » dans le pays, de « *reconstruire l'économie* » et de « *créer une force armée* ». Ce n'est pas un hasard si Trotsky réunit ces trois tâches en une tâche essentielle.¹⁴⁹ Il sera vite clair que le principe d'ordre qui doit diriger aussi bien l'armée que l'économie doit être le même : le principe militaire. On a célébré en Trotsky le fondateur et le créateur de l'« *Armée Rouge* » et on l'a comparé à Carnot, l'organisateur des armées de la révolution française.¹⁵⁰

Mais ce qui nous intéresse au premier chef ici, c'est le fait que Trotsky ait tenté rien moins que d'imposer aux travailleurs dans la production le même règlement qu'aux soldats de l'Armée Rouge. Dans la même conférence il réclame « *une discipline de fer strictement appliquée, au travail* », et il donne un exemple qui participe entièrement de l'esprit de la citation de Lénine que nous avons faite plus haut. Il faut, dit-il, « *pouvoir transférer immédiatement et à chaque instant un nombre donné de travailleurs de la métallurgie d'un lieu donné à un autre* ». ¹⁵¹ C'est pourquoi, lorsque fut créé sous sa présidence le haut conseil militaire, le commandement militaire engagea séance tenante une lutte contre le « *séparatisme et le fédéralisme militaire régnants* ». ¹⁵² En pratique, il s'agissait d'une lutte contre les conseils de soldats et les groupes de partisans. Cette lutte aboutit au renforcement de l'autorité du sommet bureaucratique du commissariat du peuple aux armées. Dans son rapport au Ve congrès des soviets, le 10 juillet 1918, Trotsky déclare : « *Sans centralisme, pas d'armée.* » ¹⁵³ Le même congrès des soviets entérina l'introduction du service militaire obligatoire.

Immédiatement on réintroduisit la discipline, qui, pour reprendre un mot de Rosa Luxemburg contre Lénine, a toujours été imposée aux prolétaires par la caserne. Trotsky ne croyait

147 Voir mon article « Lenins Staatskapitalismus, 1917 bis 1922 » (Le capitalisme d'Etat de Lénine, 1917-1922), in *Funken*, 2ème année, N° 7, déc. 1951, p. 3.

148 Engels-Lénine, *Militärpolitische Schriften* (Ecrits militaires et politiques), Tome II. Lénine : *Die Revolution von 1905 und der imperialistische Krieg* (La Révolution de 1905 et la guerre impérialiste), Berlin 1930, p. 29 et 43.

149 L. Trotsky, *Die Sowjetmacht und der internationale Imperialismus* (Le pouvoir soviétique et l'impérialisme international), op. cit., p. 31, 34 et 37.

150 Capitaine J. Sadoul, op. cit.

151 L. Trotsky, *Die Sowjetmacht une...*, op. cit., p. 31, 34 et 37.

152 L. Trotsky, « Die Rote Armee » (L'Armée Rouge) in *Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*, 1922-23, IIe partie : « Die Sowjetrepubliken » (Les républiques soviétiques), 2e chapitre : « Der Kampf der Sowjetrepublik » (Le combat de la république soviétique).

153 L. Trotsky, *Die Geburt der Roten Armee*, (La naissance de l'Armée Rouge), Vienne 1924, p. 86 et ff.

même pas pouvoir renoncer à contrôler l'éclat des boutons des uniformes.¹⁵⁴ Avec l'introduction du « *sens du devoir dans le métier des armes* » et la réintégration d'officiers tsaristes dans l'Armée Rouge, se trouva supprimé du même coup un autre principe révolutionnaire, introduit par les conseils de soldats : le droit, pour les troupes, d'élire leurs officiers. Cette tendance à la centralisation de l'administration militaire était également incompatible avec le principe des conseils, dont l'application dans l'armée est qualifiée par Trotsky de « *pseudo-démocratie chaotique (...) inadmissible, monstrueux, mortel* ». La suppression totale du système électif dans l'armée fut effective dès avril 1918.¹⁵⁵

Trotsky présenta devant le VIII^e congrès du parti bolchevique des thèses sur la question militaire qui présentent un intérêt particulier pour le problème que nous discutons ici (avril 1919). Il y déclare que la prise du pouvoir politique par le prolétariat donne justement à celui-ci la possibilité d'utiliser l'appareil d'Etat pour la construction planifiée d'une armée centralisée. Sur ces entrefaites, s'était développée contre l'Armée Rouge une agitation d'ouvriers et de « *communistes de gauche* » qui voyaient en elle la base d'un *futur bonapartisme*. Bien entendu Trotsky la combat. Mais ses thèses sur la question de l'élection du commandement ne sont pas « *entièrement catégoriques* ». Il fait dépendre la décision de choisir soit la nomination, soit l'élection des officiers, de « *considérations pratiques* ». Le caractère révolutionnaire d'une armée, poursuit-il, est déterminé par le caractère du régime qui la crée, lui fixe ses buts et en fait son instrument. Et comme, maintenant, en Russie, le prolétariat est au pouvoir, l'Armée Rouge ne peut être rien d'autre qu'une arme d'auto-défense socialiste du prolétariat et des paysans pauvres. Le co-rapporteur de l'opposition, Smirnov, fit avant tout des réserves sur la réintégration d'officiers tsaristes et réclama la démocratisation des formes extérieures de l'Armée Rouge, pour ne pas la rendre repoussante aux paysans et aux ouvriers. Les thèses de Trotsky sur la question militaire furent adoptées cependant à l'unanimité des participants au VIII^e congrès du parti bolchevique.¹⁵⁶

Où en était alors la menace de bonapartisme ?

III

Bien que nous ayons parfaite conscience des différences sociologiques entre la France révolutionnaire de 1790-1800 et la Russie révolutionnaire de 1917-1927, nous allons quand même faire référence à la conception marxienne du bonapartisme. Dans le *18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, Marx décrit comment la révolution française dut développer la centralisation, mais aussi l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Cette oeuvre, déjà commencée par la monarchie absolue, créa un pouvoir absolutif « *avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec son mécanisme étatique complexe et artificiel, son armée de fonctionnaires d'un demi million d'hommes et son autre armée de cinq cent mille soldats* ». Marx qualifie cet appareil d'Etat bureaucratico-militaire moderne d'« *effroyable corps parasite qui recouvre comme une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores* ». Ce vigoureux tableau fait ressortir l'essentiel : l'Etat organisé militairement entrave et étrangle la société. « *Napoléon* », continue Marx, « *acheva de perfectionner ce mécanisme d'Etat* ». Puis Marx dégage les principes de cet auto-détachement de l'organisation sociale : « *Chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre d'intérêt supérieur, général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'aux chemins de fer,*

154 L. Trotsky, « Rede auf dem II. Allrussischen Kongress der Arbeitelung für politische Aufklärung im Oktober 1921 in Moskau » (Discussion au II^e congrès pan-russe des sections pour l'explication politique en Octobre 1921 à Moscou), in *Russische Korrespondenz*, 1921, N° 12, p. 990 et ff.

155 L. Trotsky, *Die Geburt der Roten Armee*, op. cit., p. 7 et ff. Voir aussi l'article cité à la note 9.

156 V. Antonov-Ivsenko, *Der Aufbau der Roten Armee in der Revolution* (La construction de l'Armée Rouge dans la révolution), Hambourg 1923, p. 81-88.

aux biens nationaux et aux universités. »

Marx dépeint le processus bonapartique comme une évolution telle que l'Etat semble devenir complètement indépendant. Toutefois le bonapartisme représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les paysans parcellaires. « *L'influence politique des paysans parcellaires trouve (...) son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif. »*

Le bonapartisme ne représente assurément pas les paysans révolutionnaires, mais le paysan conservateur, devenu propriétaire par le partage des grosses propriétés féodales. Par sa nature même, la propriété parcellaire sert de base à une bureaucratie toute puissante et innombrable. « *Elle crée enfin une surpopulation sans travail qui, ne trouvant place ni à la campagne ni dans les villes, recherche, par conséquent, les postes de fonctionnaires comme une sorte d'aumône respectable, et en provoque la création. »*

« *Sous Napoléon Ier, ce nombreux personnel gouvernemental n'était pas seulement directement productif en ce sens, qu'au moyen des impôts prélevés par l'Etat, il réalisait pour la paysannerie nouvellement constituée, sous forme de travaux publics, ce que la bourgeoisie ne pouvait encore réaliser à l'aide de son industrie privée. »* Pourtant, et Marx insiste là-dessus, la bureaucratie « *n'est que la forme inférieure et brutale d'une centralisation* » de la société.

Enfin, le bonapartisme culmine dans la « *prépondérance de l'armée* ». Qui ne penserait, à la lecture de ce passage de Marx, à l'Armée Rouge, telle que nous l'avons vue agir en Europe centrale et orientale : « *L'armée était le "point d'honneur" des paysans parcellaires ; c'était eux-mêmes transformés en héros, défendant la nouvelle forme de propriété à l'extérieur, magnifiant leur nationalité nouvellement acquise, pillant et révolutionnant le monde. L'uniforme était leur propre costume d'Etat, la guerre leur poésie ; la parcelle, prolongée et arrondie en imagination, la patrie et le patriotisme la forme idéale du sentiment de propriété. »*

Il est vrai qu'en Russie, les nécessités de la production agricole moderne exigeaient la mise en place d'un travail communautaire de paysans sous forme d'une organisation étatique et sous une direction bureaucratique. Si nous continuons, cependant, d'estimer avec Marx, que la centralisation politique dont la société moderne a besoin, « *ne peut s'élever que sur les débris de l'appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique* », nous voyons immédiatement que Trotsky, avec ses méthodes d'organisation de l'Armée Rouge, *volens nolens*, a lui-même créé les bases du bonapartisme bolchevique, si nous nous en tenons à la conception de Marx du bonapartisme.¹⁵⁷

Mais alors la comparaison de Sadoul entre Carnot et Trotsky n'est plus valable. Carnot, en effet, s'est opposé avec force au césarisme de Bonaparte. Non seulement il a protesté contre le rétablissement de la monarchie¹⁵⁸ mais même, auparavant, contre le Consulat à vie (1803). C'était un républicain convaincu et il pensait que « *la liberté est possible et que son règne est plus léger et plus durable que n'importe quel règne de l'arbitraire. »*¹⁵⁹ Trotsky, au contraire, ne s'est opposé au bonapartisme que lorsqu'il est devenu manifeste que ce ne serait pas lui qui remplirait la fonction de Bonaparte dans la révolution russe.

IV

La fondation et l'installation de l'Armée Rouge centralisée n'auraient pas suffi, par elles-mêmes, à tout décider. Une armée moderne doit s'appuyer sur une puissante industrie d'armement. En Russie, à la fin de 1917, cette industrie était complètement arrêtée. Il fallait donc la reconstruire et la remettre en route. Et, de toute façon, il fallait le faire pour répondre aux exigences de la guerre civile. Pourquoi, alors, ne pas appliquer à l'industrie les principes qui s'étaient montrés excellents et

157 Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*, Editions sociale, Paris 1976, p. 124, 125, 127, 132, 134, 133.

158 Sous forme d'Empire.

159 Cité d'après Wilhelm Blos, *Die französische Revolution* (La révolution française), Stuttgart 1921, p. 598.

efficaces pour la construction de l'Armée Rouge, c'est-à-dire les principes de la militarisation ? Là aussi, ne faut-il pas prendre des décisions rapides ? Ne faut-il pas l'unité de la volonté, la discipline inconditionnelle, qui, de toute façon, est à la base du bolchevisme ? C'est pourquoi Trotsky en tira la conclusion que : « *le travail, la discipline et l'ordre sauveront la république soviétique* » et il réclama la militarisation totale de la société russe.¹⁶⁰

Au même moment Lénine révisait la conception marxiste de la « *dictature du prolétariat* », et il rédigeait, au début de 1918, une brochure dans laquelle il essayait de prouver qu'il n'y a pas d'opposition de principe entre la démocratie socialiste soviétique et la dictature de quelques personnes. De plus, il exigeait, dans l'« *intérêt du socialisme* » l'obéissance sans réserves des masses travailleuses à la volonté unique des dirigeants de la production. Bien sûr, il conseillait « *d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme* », mais il se prononçait encore et toujours « *résolument (...) pour un pouvoir fort et sans merci, pour la dictature personnelle dans telles branches du travail, dans tel exercice de fonctions de pure exécution* ». ¹⁶¹

Sous la pression conjuguée des nécessités militaro-économiques de la guerre civile et des principes d'organisation bolcheviques, la nouvelle organisation de l'économie russe, celle de la période de transformation économique du capitalisme au socialisme, se fit sous le signe du « socialisme de caserne », celui là-même que la social-démocratie allemande avait préconisé dès 1884. Les bolcheviks, eux-mêmes, qualifièrent, plus tard, à juste raison, cette période de « communisme de guerre ».

Car la politique économique avait, pour l'essentiel, deux tâches à résoudre : d'abord extraire d'une industrie désorganisée les produits nécessaires pour la poursuite de la guerre ; ensuite, obtenir de l'économie agricole, par des méthodes plus ou moins violentes, la livraison des produits de consommation pour les ouvriers et les soldats. Il s'agissait donc, ni plus ni moins, d'une économie de guerre encore plus stricte, analogue au « socialisme de guerre » mis en place en Allemagne et, finalement, dans tous les pays belligérants de 1914-18.¹⁶² De même que la construction de l'Armée Rouge avait dépossédé les soviets de soldats de leur pouvoir, de même la reconstruction de l'industrie, à partir de principes d'organisation militaires, priva progressivement les conseils ouvriers de toute signification et de toute autorité. Déjà avant le congrès de mai 1918 des conseils pour l'économie, les bolcheviks avaient exigé que les dirigeants d'entreprises aient entière autorité, et le conseil d'entreprise seulement voix consultative. (Ce principe se trouve déjà énoncé dans la première rédaction du décret sur la gestion des industries nationalisées, mais il dut être supprimé sous la pression des ouvriers « syndicalistes » et « anarchistes ».)

La militarisation du travail devait combattre un autre phénomène : les ouvriers affamés avaient abandonné par milliers les villes et les entreprises pour se précipiter à la campagne où, non seulement il y avait d'avantage à manger, mais où de plus les salaires étaient plus élevés.¹⁶³ Ainsi le commissaire du peuple au travail pour la ville de Moscou, Nogin, déclara dans son discours au premier congrès des commissaires du peuple au travail : « *Il faut obliger les gens à travailler. L'énergie qui servait à élever les profits des entrepreneurs privés, doit être mise au service de l'Etat.* »¹⁶⁴ Ainsi l'*obligation du travail* dont parlait déjà Lénine dans son plan de nationalisation de décembre 1917, mais en visant les éléments bourgeois, s'appliqua principalement aux ouvriers.¹⁶⁵ Le

160 L. Trotsky, *Arbeit, Disziplin und Ordnung werden die sozialistische Republik retten* (Le travail, la discipline et l'ordre sauveront la république socialiste soviétique), Bâle 1918.

161 V. Lénine, *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, O.C. XXVII, p. 285, O.Ch. II, p. 689 et 694.

162 Franz L. Schulhöfer, *Der russische Bolchevismus und das Rüstungsproblem* (Le bolchevisme russe et le problème de l'armement), Déclaration inaugurale, Heidelberg 1928, p. 72.

163 A. Anikst, *Aufsätze und Berichte aus den Jahren 1918-20 über die Organisation der Verteilung der Arbeitskraft* (Articles et rapports des années 1918-20 sur l'organisation de la répartition de la force de travail). Publication du commissariat du peuple au travail, Moscou 1920, p. 61-62. L'article cité parut le 1er septembre 1918 dans *Statiska Truda*, N° 2/3.

164 In *Zeitschrift des Volkskommissariat der Arbeit* (Journal du commissariat du peuple au travail), 1918, N° 2/3, p. 224.

165 Salomon Schwartz, « Die Arbeitspflicht in Russland » (Le travail forcé en Russie), in *Archiv für Rechts-und-*

3 septembre 1918, parut un décret qui précisait que les chômeurs ne pouvaient refuser les offres de la bourse du travail. En décembre 1918, on publia le « Code du Travail » dont les articles 51 et 52 décidaient un recensement des ouvriers au travail et disposaient qu'aucun ouvrier ne pourrait quitter son travail sans l'accord de son conseil d'entreprise et, en dernière instance, de son syndicat. Dès 1919, la production industrielle se trouvait organisée de manière militaire, la haute administration de l'économie s'occupait presque exclusivement de l'équipement et du ravitaillement de l'Armée Rouge. Et il était tout à fait cohérent de décider que tout manquement dans le domaine de l'économie soit assimilé à la désertion, comme le fit peu après une disposition spéciale du Code du Travail. La compétence des tribunaux de guerre et l'applicabilité de la peine de mort furent étendues aux infractions au décret sur l'obligation du travail.

V

Trotsky participa de manière décisive à cette évolution, et il en tira finalement les conséquences sur le plan des principes. Devant le VII^e congrès des soviets (décembre 1919), parlant de l'appareil militaire qu'il avait créé, il déclare : « *Notre appareil s'est montré capable de remettre en route l'industrie de la guerre (...) Ce fait, et je fais ici une incidente, prouve que l'appareil qui s'est montré capable de mettre sur pied l'industrie de guerre en un mois, sera aussi capable de remettre en marche l'ensemble de l'industrie. Il s'ensuit que cette mise à l'épreuve de notre appareil militaire est, plus généralement, une mise à l'épreuve de notre régime.* »¹⁶⁶

L'organisateur de l'Armée Rouge ne demande-t-il pas, ici, d'appliquer à l'organisation de la production industrielle les principes bureaucratique-militaristes ? Déjà avant le VIII^e congrès du Parti, en avril 1919, il avait déclaré que, théoriquement, on posséderait « *la meilleure armée du monde, l'armée la plus invincible* », si le développement et l'organisation de la production se calquaient sur le métier des armes, si industriel et militaire étaient coordonnés. C'est vers une telle organisation militaire que l'on tendait.¹⁶⁷ Trotsky s'est lui-même exprimé assez clairement sur cette « *économie publique du militaire* » (pour reprendre méchamment un mot de Wichard Von Möllendorfs¹⁶⁸), de la fin de 1919 au début de 1920. Ses prises de position sont suffisamment importantes pour être citées en détail : « *l'obligation, et par conséquent la coercition, est la condition indispensable du réfrènement de l'anarchie bourgeoise, de la socialisation des moyens de production et de travail, et de la reconstruction du système économique selon un plan unique. (...) Sans les formes de coercition gouvernementale qui constituent le fondement de la militarisation du travail, le remplacement de l'économie capitaliste par l'économie socialiste ne serait qu'un mot creux. (...) Sans obligation du travail, sans droit de donner des ordres et d'exiger leur exécution, les syndicats perdent leur substance, car ils sont nécessaires à l'Etat socialiste en édification, non afin de lutter pour de meilleures conditions de travail – ceci est la tâche de l'ensemble de l'organisation sociale gouvernementale – mais afin d'ordonner la classe ouvrière pour la production, afin de la discipliner, de la répartir, de l'éduquer, de fixer certaines catégories et certains ouvriers à leurs postes pour un laps de temps déterminé, afin, en un mot, d'incorporer autoritairement, en plein accord avec le pouvoir, les travailleurs dans les cadres du plan économique unique.* »¹⁶⁹

Ainsi se parfait la construction d'une économie socialiste sous la forme d'une organisation militaro-bureaucratique. Quant aux organisations des travailleurs héritées de l'époque capitaliste, elles doivent être intégrées à la « *militarisation du travail* » pour discipliner et diriger les ouvriers.

Wirtschaftsphilosophie, tome XIX, 1er cahier, oct. 1925. Voir aussi : « Le chômage en Russie de 1917 à 1925 », in *Revue internationale du travail*, nov. 1926.

166 Cité par Antonov Ovseenko, *op. cit.*, p. 70-71.

167 *Id.*, p. 82, 83.

168 Wichard von Möllendorfs : Maréchal prussien qui combattit les armées françaises de la Révolution et de Napoléon. Il conseilla à la Prusse de signer le traité de Bâle en 1806. Fait prisonnier à Erfurt, il fut relâché par Napoléon.

169 L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, 10/18, Paris 1963, p. 212, 213, 216, 257.

Il est aussi intéressant de voir comment Trotsky répondit aux reproches qu'on lui adressait sur son « militarisme » : « (...) le militarisme, dans lequel tous les traits du développement social trouvent leur expression la plus absolue, la plus nette et la plus définitive, peut être envisagée de deux points de vue : premièrement du point de vue politique ou socialiste [! (N.d.A.)] – et ici tout dépend de ce fait : quelle est la classe au pouvoir ?; deuxièmement, du point de vue de l'organisation comme un système de stricte répartition des obligations, des rapports mutuels réguliers, de responsabilité absolue, de rigoureuse exécution. »¹⁷⁰ *

Tout ceci autorise à conclure que Trotsky identifiait le « communisme de guerre », ou, selon son expression, « la démocratie ouvrière militaire »¹⁷¹, au passage au socialisme.

Antonov-Ovseenko énumère encore toute une série de projets, visant à « la reconstruction de la direction de notre industrie à l'image du commandement militaire », car la majorité du Parti, « poussée par les forces naturelles » était prête à appliquer dans la sphère des réalités économiques les méthodes qui avaient remporté un tel succès dans la reconstruction de l'armée.¹⁷² C'est pourquoi, à la fin de 1919, Trotsky esquaissa ses thèses sur la « militarisation du travail » (Thèse 21) et exigea la « militarisation aussi bien d'entreprises isolées que de branches d'industrie » dans le but explicite de « garantir provisoirement aux entreprises les travailleurs dont elles ont besoin et d'introduire un régime plus strict » avec des « dispositions disciplinaires ». Pour rassembler la force de travail nécessaire, on aurait à procéder à une mobilisation, à partir de laquelle on pourrait construire une organisation du travail sur le type militaire (thèse 25)¹⁷³. Il faut citer en entier certaines des thèses présentées par l'organisateur de l'Armée Rouge devant le comité central du PC russe et qui traite « de la mobilisation du prolétariat industriel, de la militarisation de l'économie et de l'utilisation de formations militaires pour des buts économiques » :

« Thèse 21 : Dans la période de transition, dans une société qui est écrasée par l'héritage d'un passé exceptionnellement difficile, le passage au travail social planifié et organisé est impensable sans recours à des mesures coercitives. Mesures contre les éléments parasites, mais aussi contrainte imposée aux éléments arriérés de la paysannerie et de la classe ouvrière elle-même. L'instrument de la contrainte d'Etat c'est la force militaire [! (N.d.A.)]. Les éléments de la contrainte militaire sont par conséquent, jusqu'à un certain point, que ce soit sous une forme ou sous une autre, inévitables et sont propres à une économie de transition reconstruite sur la base de l'obligation générale de travailler. »

La vingt-deuxième thèse porte sur l'inséparabilité de la politique et de l'économie. (Un an plus tard, Lénine allait s'opposer à Trotsky et déclarer que « la politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie »¹⁷⁴. Cette même thèse identifie la mobilisation de l'économie à la mobilisation militaire imposée par la guerre civile.

Citons encore la thèse 27 : « L'entrée en vigueur de l'obligation du travail, par son existence même, pose les mêmes questions organisationnelles fondamentales que l'institution du pouvoir soviétique et la création de l'Armée Rouge. Comment assurer que la paysannerie arriérée trouve ses conducteurs et ses organisateurs naturels dans les ouvriers avancés qui, dans leur majorité, ont reçu une formation professionnelle ? Dans la mesure où l'armée a constitué l'expérience la plus significative d'une telle organisation de masse soviétique [! (N.d.A.)], il faut transporter ses méthodes (avec les modifications nécessaires) dans le domaine de l'organisation du travail, et mettre à profit immédiatement les expériences de ceux qui auront été déplacés des tâches militaires aux tâches économiques. »

La vingt-neuvième thèse, non seulement insiste sur « l'inévitabilité et le caractère

170 *Id.*

* Le texte allemand au lieu de « rigoureuse exécution » dit : *rauhes Gehorsams* : obéissance brutale.

171 L. Trotsky, article in *Russische Korrespondenz*, 1921, N° 112.

172 Antonov-Ovseenko, *op. cit.*, p. 89.

173 In *Russische Korrespondenz*, 22 janvier 1920.

174 V.I. Lénine, *A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine*, O.C. XXXII, 82 (O. Ch., III, p. 634).

*progressiste de la contrainte militaire dans le domaine de l'économie, sur la base de l'obligation générale du travail », mais, de plus, parle de l'« inévitabilité et du caractère progressiste du rapprochement croissant entre l'organisation du travail et de la défense dans la communauté socialiste ».*¹⁷⁵

VI

Le 15 février 1920, Lénine signa une ordonnance sur la « *première armée révolutionnaire du travail* », selon laquelle le troisième corps d'armée de l'Armée Rouge, après la victoire sur Koltchak et Dénikine, était transformé en armée du travail. Au même moment, Trotsky présentait ses thèses au troisième congrès des conseils économiques (janvier 1920) ; il y fut énergiquement soutenu par Lénine. S'appuyant sur l'expérience de l'armée ouvrière d'Oural, qui avait été transférée du front de guerre au front de la production en gardant « *inchangée fondamentalement son organisation et sans être désarmée* »¹⁷⁶, Trotsky se présenta devant le IXe congrès du Parti (mars-avril 1920) pour répondre aux objections sur la faible productivité du travail forcé.

Il dut concéder aux critiques que l'appareil d'organisation des armées actives n'est pas adapté à la direction du processus du travail, et qu'il fallait y apporter les modifications nécessaires.¹⁷⁷ Et dans le cadre de son exposé sur le problème du « *passage au système des milices* », il développa son idée de base de la manière suivante : Notre tâche est l'« *industrialisation de notre armée* » et ceci n'est accessible que si les départements militaires et industriels marchent de pair. La base de toute la structure des détachements en milices pourrait être trouvée dans un certain regroupement des entreprises dans une plus large périphérie industrielle qui les englobe. « *Le commandement des milices doit être lié de la manière la plus étroite à la vie économique de chaque district (rayon)* ». De plus l'appareil de mobilisation militaire doit se fondre avec l'appareil de mobilisation du travail. Ainsi se trouveraient accomplies du même coup deux tâches : assurer la renaissance économique, et assurer le maintien de la capacité de combattre.¹⁷⁸

Sans doute les thèses qui furent acceptées par le IXe congrès du Parti sur la reconstruction de l'économie, impliquaient, en fait, l'abandon des « *perspectives immenses* » qui s'étaient ouvertes à la suite de l'installation de la première armée du travail, dans la mesure où elles restreignaient l'utilisation des armées dans le travail civil à des domaines très limités, en fait à des travaux de caractère simple, facilement accessibles à un membre de l'Armée Rouge. Sinon il fallait transformer l'armée du travail en petites unités de choc que l'on répartirait dans les entreprises industrielles. Mais le congrès, dans sa résolution, insiste sur la nécessité d'un « *rapprochement progressif de l'armée du processus de production* », suivant le développement des forces, et répète pour l'essentiel les thèses du rapporteur que, du reste, Lénine avait soutenues dans ses recommandations au troisième congrès des conseils économiques.¹⁷⁹ Déjà, le décret du 20 janvier 1920, sur l'application de l'obligation du travail, faisait passer dans la loi l'essentiel des thèses de Trotsky sur la militarisation du travail.¹⁸⁰ Dès lors la militarisation de l'économie, conformément aux thèses de Trotsky et aux exigences de Lénine, s'imposa de plus en plus, le travail salarié prit de plus en plus le caractère de travail forcé et le « *passage de la gestion par un collectif élu à la forme de la dictature personnelle* » se généralisa.¹⁸¹ Kamenev décrit ainsi ce processus : « *La collaboration dans le travail des militaires et des civils atteint un niveau tel que tous les appareils administratifs et les*

175 Publié par la *Pravda* du 22 janvier 1920.

176 Antonov Ovseenko, *op. cit.*, p. 89-90.

177 *Ibid.*

178 *Id.*, p. 92-93.

179 V. Lénine, voir O.C. XXX p. 319-323 pour un résumé de cette adresse.

180 A ce sujet, il est intéressant de consulter Otto Bauer, *Bolschwismus oder Sozialdemokratie ?*, Vienne 1921, p. 59 et ff.

181 F. Schulhöfer, *op. cit.*, p. 75.

fonctionnaires se transformèrent en appareil et en fonctionnaires de l'Armée Rouge. »¹⁸² Pourtant, peu de temps après le IXe congrès du Parti, les combats entre Wrangel et la campagne de Pologne commencèrent et les bolcheviks furent contraints de rapporter la mise en oeuvre des directives du Parti, prises au début de 1920, sur l'armée du travail.¹⁸³ Pour caractériser le système de la militarisation du travail il suffit de remarquer que l'on nomma comme président du comité central pour l'obligation du travail, le commissaire du peuple à l'intérieur, le fondateur et le chef de la Tchéka (la future GPU), Dzerjinsky !

Plus tard Trotsky contesta que le trotskysme s'identifie justement aux méthodes de la guerre civile et du « *communisme militaire* », avec la construction de l'armée industrielle et la « *militarisation du travail* », celles que Trotsky lui-même avait employées. En ce qui concerne le « *communisme militaire* », il va jusqu'à parler de « *mensonge* ». Mais pour l'essentiel sa défense repose sur deux arguments : tout d'abord, Lénine l'avait toujours soutenu officiellement dans les mesures qu'il prenait et partageait ces conceptions (ce dont nous ne doutons absolument pas) ; deuxièmement, les mesures prises « *avaient été imposées par la situation de l'époque* ».¹⁸⁴ Nous ne doutons pas non plus de la justesse de cette seconde thèse, mais nous faisons remarquer que Trotsky – comme nous avons pu le montrer ici avec abondance de documents pleins d'enseignements – ne considèrerait pas les méthodes du « *communisme militaire* » comme temporaires et imposées par la nécessité mais qu'il y voyait les principes mêmes de la construction de l'économie socialiste. En ce qui concerne l'accord fondamental entre Trotsky et Lénine, il semble bien que le théoricien Trotsky ait été plus « *conséquent* » que ce que pouvait se permettre le grand politicien réaliste en mainte occasion. Sinon comment expliquer que dans le « *testament de Lénine* » du 22 décembre 1922 on trouve ce jugement sur Trotsky : « *il pêche par excès de confiance en soi, par surestimation de la réglementation autoritaire de l'économie* ».¹⁸⁵ Un autre fait est aussi caractéristique. Ce sont précisément les spécialistes de l'économie planifiée, comme Kritzmann et Larin, qui adoptèrent avec enthousiasme l'idée de la reconstruction de l'industrie russe par la « *militarisation du travail* ». Particulièrement intéressant est l'exemple de Larin qui, exilé à Stockholm pendant la première guerre mondiale, eut l'occasion d'étudier l'économie de guerre allemande, qui, tant en Russie qu'à l'étranger, aimait à opposer la gabegie russe aux capacités allemandes qu'il vantait, et qui déclarait que l'économie de guerre allemande était la première tentative pratique d'édifier une économie collective !¹⁸⁶ Soyons nous-mêmes conséquents et reconnaissons qu'en ce qui concerne le « *communisme de guerre* » en Russie, il s'agit de la première tentative de transposer dans ce pays les principes du « *socialisme de guerre* » allemand. Et sur cette question, il est absolument indéniable que Trotsky et Lénine ont été fondamentalement d'accord.¹⁸⁷

VII

On sait que le communisme de guerre et la militarisation du travail finirent par faire naufrage et qu'au début de 1921, fut instituée une nouvelle politique économique : la NEP, qui sans aucun doute renforça de manière décisive les positions du capitalisme d'Etat. Nous n'envisagerons ici l'introduction de la NEP que sous l'angle spécialisé militaro-politique que nous avons adopté jusqu'ici.

Pendant la période du communisme organisé militairement, les liens entre les paysans et les travailleurs se relâchèrent, et la révolution prolétarienne et la révolution paysanne s'opposèrent de

182 S. Karmenev, « Abriss des Bürgerkrieges » (Sommaire sur la guerre civile), in *Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*, 1922-23, p. 8.

183 Antonov Ovseenko, *op. cit.*, p. 93-94.

184 L. Trotsky, *Die wirkliche Lage...*, *op. cit.*, p. 216-218.

185 D'après le texte allemand extrait du livre de Trotsky : *Die wirkliche Lage...*, p. 256.

186 R. Fischer, *Stalin und der deutsche Kommunismus*, *op. cit.*, p. 197.

187 Cf. mon article cité à la note 147.

plus en plus. Plus tard Sokolnikov, au cours d'une explication avec Trotsky, affirmera avec raison que la reconnaissance du droit des paysans à la terre impliquait la « *rupture de l'alliance entre les paysans et les ouvriers* » et l'abandon des méthodes de « *commandement à la militaire* » du paysannat, dès que cesseraient les opérations militaires, (c'est-à-dire en 1921). Ceci entraînait la fin ou, tout au moins, l'adoucissement des mesures coercitives dans l'agriculture.¹⁸⁸ La vague de soulèvements paysans qui balaya la Russie à partir de 1920 pouvait sans doute être refoulée par l'intervention de l'Armée Rouge, voire par des ouvriers des villes armés, mais il était impossible d'empêcher les paysans de ne produire que pour leur propres besoins. Les bolcheviks reconnurent qu'on ne pouvait réussir à faire croître la production agricole, en appliquant des principes militaires d'organisation. Ils admirèrent que les paysans avaient besoin d'une stimulation pour fournir des surplus agricoles, et avant tout d'un marché libre où ils pourraient disposer librement de leurs produits. A la place des livraisons forcées, des réquisitions de produits en nature, on introduisit un impôt qui laissait aux paysans des surplus.¹⁸⁹ Et la législation qui entra en vigueur en 1922 renonçait explicitement à la socialisation des vingt millions d'entreprises agricoles.

On avait dû aussi tirer, dans le domaine militaro-politique, des conséquences décisives de la défaite de l'Armée Rouge dans la guerre contre la Pologne. On se rendit compte qu'à l'époque de la guerre mécanisée, la lutte contre une armée moderne exigeait des cadres techniques de première qualité. Ceux-ci devaient nécessairement, dans une armée organisée industriellement, être constitués par un noyau d'ouvriers de qualité et instruits. Après la campagne de Pologne on démobilisa l'armée de masse, insuffisamment qualifiée techniquement qui constituait l'Armée Rouge. Les effectifs de celle-ci passèrent de cinq millions en 1920 à deux millions en 1922, pour finir à 600 000 en 1923. Mais pour pouvoir, en cas de besoin, refaire une armée de masse, après une telle réduction de la quantité au profit de la qualité des cadres, on introduisit le système des milices et de la territoriale déjà proposé par Trotsky devant le IXe congrès du Parti (mars-avril 1920). Il est caractéristique que : « *l'introduction de la N.E.P. n'ait pas eu pour moindre raison de créer les conditions nécessaires à l'installation des milices prêtes à combattre ; condition qui, dans des circonstances particulières, résidaient ou résident encore dans la construction des forces productives et de la réorganisation du commerce, ainsi que dans le rétablissement de relations supportables entre le travailleur et le paysan.* »¹⁹⁰

Cette intéressante remarque prend tout son sens lorsqu'on se souvient de celle de Trotsky rappelant, en 1919-20, que l'armée était composée pour les quatre cinquièmes de paysans.¹⁹¹

Nous avons déjà constaté quelle puissance se trouvait concentrée dans les mains de Trotsky en 1920 : en tant qu'organisateur de l'Armée Rouge, il régnait sur l'ensemble des réserves humaines, les chemins de fer dépendaient entièrement de lui, et il semblait bien en mesure de faire régner la militarisation du travail dans l'économie russe. Ce centralisme militaire rencontra l'opposition, non seulement des paysans et des ouvriers, mais même de l'appareil du Parti, dans lequel se constitua, sous la conduite de Staline, une « *opposition anti-militaire* ». Lénine essaya d'aplanir ces différends en rappelant le génie militaire de Trotsky et les services qu'il avait rendus à la Révolution, mais, au cours de ce conflit, il se trouva contraint de défendre plus d'une fois Staline contre l'hostilité de Trotsky. Celui-ci qui, pendant deux ans et demi, organisa et dirigea de son train spécial non seulement l'Armée Rouge mais aussi l'armée du travail et de l'industrie, se vit reprocher par les vieux bolcheviks ses « *tendances bonapartistes* » : « *Nourris des enseignements de la grande Révolution française, les bolcheviks voyaient avec étonnement le comportement du commandant suprême de l'Armée et ne pouvaient que penser à Napoléon Bonaparte.* »

Cette description de Ruth Fischer¹⁹² se trouve encore renforcée lorsqu'on sait que la direction

188 G. Dimitrioff, *Die Tragödie Trotski*, op. cit., p. 86.

189 V. Lénine : voir la série de textes concernant l'introduction de la N.E.P., en particulier ceux sur l'impôt en nature : O.C., XXXII, p. 340-348 (O. Ch., III, p. 699 et ff.)

190 F. Schulhöfer, op. cit., p. 86.

191 L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, op. cit., p. 179.

192 R. Fischer, op. cit., p. 189, 200-201.

collégiale, celle du « Conseil de guerre révolutionnaire » n'avait pas grand chose à faire, car le lieu d'où se prenaient toutes les décisions de caractère militaire et organisationnel, c'était justement le train spécial de Trotsky. On craignait dans le Parti, une séparation de l'Armée et du Parti, et on entreprit de faire repasser sous le contrôle des bolcheviks les affaires militaires. Ainsi en 1919, le Plénum du Comité Central Exécutif décida d'organiser un nouveau Conseil de Guerre et ceci contre l'avis de Trotsky.

Trotsky menaça, alors, de donner sa démission et on eut beaucoup de peine à calmer le conflit. A partir de ce moment, il essaya d'accroître encore son pouvoir au détriment de l'appareil du Parti, mais ce projet devait nécessairement l'amener à s'opposer fortement à Lénine. Cette opposition apparut ouvertement à la fin de 1920, dans la discussion sur la question syndicale. Nous avons vu plus haut que Trotsky pensait que l'Etat bolchevique n'avait aucun besoin de syndicats-organisations de travailleurs luttant pour l'amélioration des conditions de travail, mais bien de syndicats utilisés comme moyen d'organiser, de discipliner, de diriger la classe prolétarienne pour répondre aux exigences de la production. A l'époque du Ve congrès pan-russe des syndicats (novembre 1920), Trotsky exigea l'enrôlement des syndicats dans l'économie militarisée. On lit dans son auto-biographie : « *Je ne voyais pas, dans le cadre du communisme de guerre qui, au moins en principe, avait nationalisé tous les moyens et ressources et organisait la répartition pour répondre aux besoins de l'Etat, de place pour des syndicats jouant un rôle indépendant. Si l'industrie pour fonctionner recourait aux fournitures par l'Etat des produits nécessaires aux travailleurs, il fallait que les syndicats fussent intégrés dans le système d'administration étatique de l'industrie et de distribution des produits.* »

Trotsky ne voulait certainement pas faire des syndicats une sorte de bastion avancé du « front ouvrier » du parti étatique, mais, selon toute apparence, son idée première c'était de renforcer son propre appareil militaire en lui subordonnant les syndicats et ainsi contrebalancer le règne du Parti dans l'appareil d'Etat. Nous sommes d'accord avec Ruth Fischer lorsqu'elle écrit : « *Devenu leader d'un combiné militaro-syndical, Trotsky aurait détenu la position-clé dans le Parti et l'Etat.* » Face à cela, Lénine se retrouvait aux côtés de Staline et des autres bolcheviks pour défendre le *monopole du Parti*. Nous tenons pour tout à fait vraisemblable qu'aussitôt après le Plénum du Comité Central Exécutif, d'Octobre 1923 (qui décida de faire contrôler le Conseil de la Guerre par une délégation de bolcheviks éminents), Trotsky résolut de se joindre à l'opposition aux dirigeants du Parti.¹⁹³ A un moment décisif, juste avant le soulèvement de Cronstadt et l'introduction de la N.E.P., Lénine se retrouva avec les vieux bolcheviks pour s'opposer à la victoire totale du bonapartisme trotskyste et pour rétablir l'autorité du Parti sur l'Armée Rouge, organisée par Trotsky. Ce qui suivit, jusqu'à la résolution d'octobre 1923 qui conduisit Trotsky à l'opposition déclarée, n'a été que la conséquence de l'attitude de Lénine, que Staline poussa au bout. C'est pourquoi le bonapartisme russe n'est pas sorti de l'appareil de l'armée, mais de la bureaucratie du Parti.

Et pourtant c'est Trotsky lui-même qui créa les bases du Stalinisme. Nous avons vu comment l'« amère nécessité de construire l'Armée Rouge » avait créé la première brèche dans le système des conseils. Les conseils ouvriers et les conseils d'entreprises devaient subir ultérieurement un sort analogue à celui des conseils de soldats, et c'est Trotsky qui justifia leur court-circuitage et leur neutralisation, au nom des nécessités de la centralisation, et qui qualifiait leurs partisans de « fédéralistes réactionnaires » et d'« anarchistes petit-bourgeois ». Ici encore il nous faut adhérer à ce jugement d'A. Rosenberg : « *Il (Trotsky) oublie que la Commune de 1871 fut l'oeuvre de fédéralistes anarchistes et que l'essence de l'idée soviétique de 1917 était également un anti-centralisme anarchiste et anti-étatique. Le "centralisme révolutionnaire et prolétarien" est peut-être nécessaire dans la Révolution et la guerre. Mais ses ancêtres sont les hommes de la Terreur française de 1793 et il n'a rien de commun avec le système des soviets.* »¹⁹⁴

Par conséquent, dans la mesure où Trotsky avait lui-même dépossédé le système de conseils

193 Elias Hurwicz, *op. cit.*, p. 124.

194 A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, *op. cit.*, p. 79.

russe de ses pouvoirs et avait écrasé dans le sang la révolte de Cronstadt, dont le mot d'ordre était : « *les conseils sans les bolcheviks* », il avait mis en marche le processus qui allait permettre la venue du stalinisme, de la contre-révolution bureaucratique. Mais ce n'est pas à la suite de cette élimination de Trotsky que le régime des conseils est devenu une pure fiction : cela remonte à 1918. Trotsky, vraisemblablement par inadvertance, a, dans la conclusion de son discours devant les délégués militaires au XIe congrès du Parti (mars-avril 1922), révélé une fois le principe fondamental de son attitude politique : « *Notre tâche est la domination des masses.* »¹⁹⁵ Or, le système des conseils a justement comme signification historique la suppression de cette domination des masses. Paul Axelrod exprima un jour au cours d'une discussion l'opinion qu'« *après la chute politique de Trotsky, c'était une sorte de bonapartisme qui avait le plus de chances de recueillir l'héritage des bolcheviks* »¹⁹⁶ ; nous ajouterions que Trotsky lui-même fut le premier candidat à ce poste. En Allemagne, la contre-révolution commença lorsque le pouvoir fut retiré aux conseils d'ouvriers et de soldats et que ceux-ci furent neutralisés. Là où ils refusèrent de céder, on utilisa les mitrailleuses et les grenades. L'homme qui organisa ces « *secours militaires* » s'appelle Noske. Le Trotsky qui a jeté les bases du Bonapartisme par la neutralisation des conseils ouvriers et de soldats et le mitraillage des marins de Cronstadt et des ouvriers des chantiers navals, n'est-il pas devenu le Noske russe ? Noske a ouvert la voie à Hitler, mais qui a pavé le chemin de Staline ?

Berlin Wannsee, 13-15 janvier 1951

195 Antonov Ovseenko, *op. cit.*, op. 124.

196 G. Dimitrioff, *Die Tragödie Trotski*, *op. cit.*, p. 79.

Notice biographique

Né à Metz en 1909 (l'Alsace-Lorraine est alors allemande), dans une famille de magistrats, W. Huhn suit celle-ci à Berlin en 1919. En 1926 il devient employé de librairie et, en 1929, à la mort de son père, il rompt avec l'ambiance conservatrice de son milieu familial. Il entre dans le *Zentralverband der Angestellten* (Union centrale des employés), de tendance social-démocrate de gauche, puis adhère en 1930 au *Jungsozialistische Vereinigung Gross-Berlin* (Association des Jeunes Socialistes du Grand-Berlin). Il devient ainsi, automatiquement, et à l'encontre de ses convictions politiques, membre du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate d'Allemagne). En 1931, la direction du SPD dissout l'Association et Huhn entre au *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (SAPD, Parti Ouvrier Socialiste Allemand). Il y reste jusqu'en 1933. Ce parti que l'on pourrait comparer au PSU français des années 60, est le lieu de discussions passionnées. A cette époque, celle du premier plan quinquennal en Russie, l'évaluation politique de la situation dans ce pays à une incidence directe sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie révolutionnaire en Allemagne qui soit tout aussi distincte de l'orientation social-démocrate traditionnelle que de la tendance ouvertement stalinienne. Finalement, W. Huhn rejoint un groupe de semi-clandestins, les *Rote Kämpfer* (les Combattants Rouges), dont les fondateurs appartenaient au *Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne) au début des années 20, puis au SPD. Ils défendaient dans la SAPD les idées du communisme des conseils, contre les positions bolchevisantes prises par d'anciens membres de l'opposition de droite du parti communiste allemand (KPD-O) et par d'anciens social-démocrates centristes de gauche. Sorti du SAPD, Huhn reste membre des *Rote Kämpfer* et est emprisonné pour de courtes périodes, en 1933 et 1934, par les nazis, à cause de son activité illégale. Mais le groupe clandestin qui l'entoure finit par renoncer à toute activité conspiratrice, estimant ne pas s'être suffisamment préparé au temps de la légalité pour s'exposer aux persécutions nazies. Le travail de clarification théorique passe au premier plan.

Dans un manuscrit daté de 1939-1940 et intitulé *Bilan de dix années (1929-1939)*, Huhn parle de l'année 1932 comme de celle où il s'est « dégagé des catégories de l'ancien mouvement ouvrier ». Dans d'autres manuscrits, comme dans ses œuvres publiées (toutes ses archives se trouvent à l'Institut d'Histoire d'Amsterdam), on trouve nombre d'indications sur ses contacts avec des intellectuels émigrés de la gauche menchevique (ce qui l'incite à se pencher sur la situation russe), sur sa fascination éphémère pour l'austro-marxisme, sur ses discussions avec Hugo Urbahn, Heinrich Brandler, Fritz Sternberg, Max Seydewitz, contre qui il défendait le communisme des conseils. Ainsi se trouve retracé le cours d'une maturation politique et théorique rapide, étayée cependant par de solides connaissances scientifiques.

Redevenu employé de commerce à partir de 1935 après quatre ans de chômage, Huhn avait pu mettre à l'abri son importante bibliothèque (dont l'intégralité se trouve aujourd'hui à l'Institut Otto Suhr de l'Université Libre de Berlin). Ceci lui permit de poursuivre des études dont il envisageait d'achever la partie économique vers 1936. Dans *Bilan de dix années*, il décrit ainsi son travail :

- Critique historique de la social-démocratie, du socialisme d'Etat, de l'économie de guerre, du bolchevisme ;
- La nécessité historique du national-socialisme allemand ;
- L'économie de guerre en tant que problème économique ;
- Critique historique du naturalisme.

Face au nazisme, il reste dans l'expectative, car, en 1939 par exemple, il n'attend « aucune modification *rapide* de la situation », mais il laisse ouverte la question de savoir « si la guerre ne jouera pas une fois encore son rôle ordinaire d'accélérateur du processus historique ». (On note une

idée analogue chez le Trotsky de 39-40, qui espérait un soulèvement après la guerre, par analogie avec 1918-19).

En 1939, il s'exprimait ainsi sur l'impérialisme :

« Celui qui ne combat pas l'impérialisme en général, mais seulement l'expansion de tel ou tel Etat, apparu ou trop tôt ou trop tard, ne contribue qu'à la propagande des empires les plus anciens et les mieux équipés. On en arrive ainsi très facilement à soutenir un impérialisme, lorsqu'on se contente d'en combattre un autre ».

Cette position n'est pas celle d'un individu isolé, on la retrouve en fait chez de nombreux marxistes internationalistes de diverses origines et de divers pays.

Cette façon de se situer à équidistance des divers impérialismes de 1939, sera aussi celle de l'époque de la guerre froide. Ainsi Huhn, en 1950-52, devient rédacteur en chef de la revue *Pro und Contra* qui porte en sous-titre : « Ni l'Est, ni l'Ouest : Pour un seul monde socialiste ».

Mais pour l'instant nous sommes en 1945. Il devient directeur jusqu'à fin décembre 1946, de la *Volkshochschule* (Ecole populaire supérieure, équivalent d'une école de formation permanente) de Berlin-Prenzlauer Berg, dans le secteur russe, puis de janvier 47 à février 48, de celle de Gera, en Thuringe, toujours dans le secteur d'occupation russe. En 1948-50, il est chargé de cours à l'Institut August Bebel du SPD, à Berlin Ouest et il est aussi professeur, de fin 48 à l'été 50, de « Théorie socialiste et histoire du mouvement ouvrier » à l'Ecole Supérieure de Politique, toujours à Berlin-Ouest. C'est une période où Huhn qui a passé son baccalauréat à Gera en 1947, peut, en dépit de ses accrochages constants avec le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, Parti socialiste unifié d'Allemagne, venu de la fusion forcée du SPD et du Parti Communiste en Allemagne de l'Est. Actuellement au pouvoir dans ce pays), puis avec le SPD, travailler d'une façon qui corresponde à ses talents et à ses goûts pédagogiques.

Redevenu chômeur, Huhn se consacre à *Pro und Contra*. Il y publie une série d'articles intitulés : *la victoire de la contre-révolution en janvier 1919*, qui retrace l'histoire véridique du SPD. Il fait aussitôt l'objet d'une procédure d'exclusion de ce parti. Celle-ci aboutit en 1953 et elle est confirmée en dernière instance par le Bureau. Pourtant il conserve des liens avec le mouvement ouvrier traditionnel par le biais de l'association touristique *Naturfreunde* (les Amis de la Nature) et des *Freidenker* (Libres Penseurs), mais il est privé par son exclusion de tout accès à une audience plus vaste que lui assureraient des conférences ou des publications dans la presse syndicale. A partir de 1953, il publie des articles dans de petites revues ou des bulletins les plus souvent socialistes de gauche qui n'ont qu'une diffusion restreinte comme *Funken*, *Wiso-Korrespondenz*, *Die andere Zeitung*, *Aufklärung*, *Von unten auf*, *Dinge der Zeit*, *Schwarz auf Weiss*, *Neue Politik*, etc. La plupart de ses manuscrits circulent sous forme de copies destinées à des camarades et amis qui savent encore quelque chose des discussions politiques approfondies qui agitaient l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier allemand d'avant 1933.

En 1960, un oukase du SPD condamne les membres du SDS (*Sozialistischer Studentenbund*, Union des étudiants socialistes allemands) à se séparer, d'ailleurs à leur corps défendant, du parti. Quelques rares camarades se rapprochent alors de W. Huhn. Selon le témoignage de C. Riechers, ces camarades admirent chez Huhn les connaissances encyclopédiques des mouvements ouvriers allemand, russe, juif, et ses facultés de théoriser qui les accompagnent, ainsi que la clarification qui en résulte. La plupart du temps, ils ignorent sa femme Lisa, pourtant une personnalité politique qui prend part aux discussions en toute connaissance de cause. C'est son travail d'employée dans une administration locale qui a permis au couple de survivre et à Huhn, de santé délicate, de poursuivre son travail scientifique. Car Huhn, exclu du SPD, se voit frappé de fait d'une interdiction d'enseigner dans les *Volkshochschulen* de Berlin Ouest. Ces jeunes camarades seront même déçus, car ils espèrent en secret que W. Huhn se soit reconnu comme le grand théoricien des conseils ouvriers révolutionnaires, que rejoindraient en grand nombre étudiants, stagiaires et jeunes ouvriers. Mais W. Huhn décourage ces tentatives par ses conversations. Il met en pièces trop impitoyablement les légendes des représentants essoufflés du vieux mouvement ouvrier pour y

opposer un mythe des conseils ouvriers révolutionnaires. « *Lorsque des jeunes comme nous parlaient de résistance prolétarienne* », dit Riechers, « *il rappelait les expériences terribles de son groupe sous le règne nazi, même en dehors des camps* ». Il citait les témoignages sur les Kapos à Buchenwald et à Dora, et évoquait simplement la difficulté à survivre en des temps difficiles. Si les jeunes parlaient de l'antisémitisme, Huhn soulignait aussitôt le parallèle remarquable entre racisme et sionisme dans leur développement et, bien avant 1967, il évoquait la lutte de classes en Palestine depuis le début du XXe siècle et les conséquences effroyables sur les populations arabes autochtones de l'appropriation des terres par l'Etat d'Israël. De tels propos pouvaient choquer, mais les jeunes camarades pouvaient estimer être au moins en accord sur un point avec lui : celui de l'opposition à l'armement nucléaire. Sans doute était-il lui aussi contre [le projet de] doter l'Allemagne de telles armes, mais il ajoutait que, s'étant plongé dans la littérature scientifique, il en était arrivé à la conclusion qu'il y avait des raisons tant écologiques qu'économiques pour s'opposer tout autant aux applications « pacifiques » de l'atome (applications à laquelle les jeunes antimilitaristes donnaient plus ou moins secrètement leur accord).

Au total, [il n'y a] aucune certitude venue de l'ancien mouvement ouvrier contre laquelle, comme dit Riechers, Huhn n'ait exercé « la méthode du doute ». Pas de croyance naïve dans le progrès ou la victoire de l'esprit pacifique. Jusqu'à sa mort, le 17 février 1970, il restera fidèle à cette ligne de conduite, en dépit du danger d'isolement et de voir s'éloigner des camarades par ailleurs proches de lui.